

# Résultats du premier trimestre

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

## La Banque Scotia annonce les résultats de son premier trimestre

**TORONTO, le 28 février 2017** – La Banque Scotia a annoncé un bénéfice net de 2 009 millions de dollars pour son premier trimestre, comparativement à 1 814 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,57 \$, comparativement à 1,43 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 14,3 %, alors qu'il s'était établi à 13,8 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

« Toutes nos activités ont affiché d'excellents résultats, contribuant ainsi à une solide hausse du chiffre d'affaires et à l'amélioration continue de l'efficacité », a déclaré Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia. « Nous poursuivons la mise en œuvre de notre plan stratégique, qui créera une valeur à moyen et à long termes pour nos actionnaires et améliorera l'expérience client. Par exemple, les « Usines numériques » que nous avons ouvertes à Toronto, au Mexique, au Pérou, au Chili et en Colombie livrent des solutions qui atténuent les points de friction pour nos clients, réduisent les coûts de structure et améliorent la livraison des produits et services.

« Le Réseau canadien a de nouveau affiché un excellent trimestre, générant de solides résultats tout en investissant dans les capacités numériques afin d'améliorer l'expérience client. L'accent placé sur la croissance et la consolidation des relations clients et l'importance accordée à l'amélioration de la composition des activités se sont traduits par une croissance marquée de notre bilan.

« Les Opérations internationales ont poursuivi leur trajectoire ascendante caractérisée par des résultats records et un sixième trimestre consécutif où le bénéfice est supérieur à 500 millions de dollars. Ces résultats sont attribuables à la forte croissance dans les pays clés de l'Alliance du Pacifique, qui présentent toujours un énorme potentiel.

« Nous sommes ravis des résultats des Services bancaires et marchés mondiaux, qui poursuivent sur la lancée des bénéfices élevés enregistrés au second semestre de 2016. La bonne performance pour le trimestre est attribuable à l'apport accru de nos activités liées aux titres à revenu fixe et aux prêts aux sociétés.

« Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'est amélioré pour atteindre 11,3 % ce trimestre. Notre excellente situation de trésorerie assure notre croissance, en plus de nous permettre d'investir dans nos activités et d'offrir un remboursement de capital à nos actionnaires. Ce trimestre, nous avons annoncé une bonification de 0,02 \$ de notre dividende trimestriel, qui a été porté à 0,76 \$ par action ordinaire, soit une progression de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

« Nous sommes ravis de nos résultats trimestriels et continuons de déployer tous les efforts nécessaires pour offrir une expérience client hors du commun dans tous nos marchés. »



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes.  
Se reporter aux renseignements à la page 54.

# Faits saillants financiers

Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates

(non audité)	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Résultats d'exploitation</b> (en millions de dollars)			
Revenus d'intérêts nets	3 643	3 653	3 519
Revenus autres que d'intérêts	3 225	3 098	2 846
Total des revenus	6 868	6 751	6 365
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	553	550	539
Charges autres que d'intérêts	3 689	3 650	3 568
Charge d'impôt sur le résultat	617	540	444
Bénéfice net	2 009	2 011	1 814
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 909	1 908	1 730
<b>Performance d'exploitation</b>			
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,58	1,58	1,44
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,57	1,57	1,43
Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars) <sup>1)</sup>	1,58	1,58	1,44
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	14,3	14,7	13,8
Ratio de productivité (en pourcentage)	53,7	54,1	56,1
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) <sup>1)</sup>	2,40	2,40	2,38
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b> (en millions de dollars)			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	48 429	46 344	75 253
Actifs détenus à des fins de transaction	106 518	108 561	104 276
Prêts	477 353	480 164	476 553
Total des actifs	886 992	896 266	919 613
Dépôts	604 698	611 877	630 891
Actions ordinaires	53 006	52 657	50 896
Actions privilégiées	3 249	3 594	3 284
Actifs sous administration	469 611	472 817	452 562
Actifs sous gestion	193 998	192 702	179 004
<b>Mesures du capital et de la liquidité</b>			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 (CET1) (en pourcentage)	11,3	11,0	10,1
Ratio de T1 (en pourcentage)	12,6	12,4	11,2
Ratio total des fonds propres (en pourcentage)	14,8	14,6	13,4
Ratio de levier (en pourcentage)	4,5	4,5	4,0
Actifs pondérés en fonction du risque – CET1 (en millions de dollars) <sup>2)</sup>	359 611	364 048	374 457
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	132	127	124
<b>Qualité du crédit</b>			
Montant net des prêts douteux (en millions de dollars) <sup>3)</sup>	2 416	2 446	2 335
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances (en millions de dollars)	4 508	4 626	4 354
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations <sup>3)</sup>	0,49	0,49	0,48
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,45	0,45	0,45
<b>Données sur les actions ordinaires</b>			
Cours des actions à la clôture (en dollars) (TSX)	77,76	72,08	57,39
Actions en circulation (en millions)			
Nombre moyen – de base	1 209	1 206	1 203
Nombre moyen – dilué	1 229	1 226	1 225
Clôture de la période	1 208	1 208	1 203
Dividendes versés par action (en dollars)	0,74	0,74	0,70
Rendement de l'action (en pourcentage) <sup>4)</sup>	4,0	4,3	4,9
Capitalisation boursière (en millions de dollars) (TSX)	93 951	87 065	69 015
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	43,87	43,59	42,32
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	1,8	1,7	1,4
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,1	12,4	9,9
<b>Autres données</b>			
Effectif	88 804	88 901	89 297
Succursales et bureaux	3 081	3 113	3 161

1) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio des fonds propres de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit se sont établis à 0,72, à 0,77 et à 0,81, respectivement en 2017.

3) Compte non tenu des prêts acquis aux termes de la garantie de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) liés à l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico.

4) D'après la moyenne des cours les plus hauts et les plus bas de l'action ordinaire pour la période.

# RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est fourni dans le but d'aider le lecteur à évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque au 31 janvier 2017 et pour la période close à cette date. Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Banque figurant dans le présent rapport aux actionnaires et le rapport annuel 2016 de la Banque. Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 28 février 2017.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris son rapport annuel 2016, sur son site Web, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). Il est également possible de trouver le rapport annuel et la notice annuelle de 2016 de la Banque sur le site de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et sur la section EDGAR du site de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Table des matières

<b>3</b>	<b>Rapport de gestion</b>		
4	Mesures non conformes aux PCGR	22	Dividende sur les actions ordinaires
<b>5</b>	<b>Résultats financiers et situation financière du Groupe</b>	22	Instruments financiers
5	Résultats financiers	22	Principaux instruments de crédit
6	Gestion du risque	22	Arrangements ne figurant pas à l'état de la situation financière
20	Situation financière	22	Faits nouveaux en matière de réglementation
20	Gestion du capital	24	Méthodes comptables et contrôles
		24	Méthodes et estimations comptables
		24	Prises de position futures en comptabilité
		24	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
		24	Transactions avec des parties liées
		24	Perspectives économiques
		25	Données par secteurs d'exploitation
		31	Faits saillants financiers trimestriels
		32	Données sur les actions

**Énoncés prospectifs** Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs verbaux et écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à toute autre communication. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995 et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Les énoncés prospectifs peuvent comprendre, notamment, les énoncés formulés dans le présent document, dans le rapport de gestion de la Banque figurant dans son rapport annuel 2016 à la rubrique « Survol – perspectives », à la rubrique « Perspectives » se rapportant à la performance financière du groupe et à la rubrique « Perspectives » de chaque secteur d'exploitation, ainsi que dans tout autre énoncé concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel comme « devrait » et « pourrait ».

De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté et dont l'incidence peut être difficile à prévoir. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités et le financement; une volatilité importante et les interruptions des marchés; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; les changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales et lignes directrices relatives au capital au titre des risques et aux nouvelles directives de présentation de l'information et directives réglementaires en matière de liquidité, ou les interprétations qui en sont faites; les modifications apportées aux notes de crédit de la Banque, le risque d'exploitation (y compris les technologies) et le risque lié aux infrastructures; le risque de réputation; le risque que les modèles de gestion du risque de la Banque ne tiennent pas compte de tous les facteurs pertinents; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; la capacité de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants, à en mettre sur pied de nouveaux et à en tirer des revenus; la capacité de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des conventions et des méthodes comptables utilisées par la Banque telles qu'elles sont décrites dans les états financiers annuels de la Banque (se reporter à la rubrique « Contrôles et méthodes comptables – Principales estimations comptable » figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque), et compte tenu des ajouts figurant dans le présent document; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus aux habitudes de dépenses et d'épargne des consommateurs; les changements technologiques; la fraude perpétrée par des tiers en interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le risque accru de cybercriminalité, y compris le vol d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information confidentielle ou des perturbations des activités; le regroupement du secteur des services financiers au Canada et dans le monde; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les catastrophes naturelles, y compris, sans toutefois s'y limiter, les tremblements de terre et les ouragans et les perturbations des infrastructures publiques, notamment les réseaux de transports, de communications, d'électricité et d'eau; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les activités terroristes et les guerres; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » figurant dans le du rapport annuel 2016 de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes sous-jacentes aux énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont présentées dans le rapport annuel 2016 à la rubrique « Survol – perspectives », compte tenu des ajouts figurant dans le présent document, ainsi qu'aux rubriques « Perspectives » de chaque secteur d'exploitation. Les rubriques « Perspectives » sont fondées sur les opinions de la Banque et leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de ces rubriques. La liste des facteurs énoncés ci-dessus n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risques et autres facteurs potentiels pouvant avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), lesquels sont fondés sur les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), ni définies par les PCGR. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom ou à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La Banque est d'avis que certaines mesures non conformes aux PCGR sont utiles pour évaluer la performances sous-jacente des activités courantes et qu'elles permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans le présent rapport de gestion et elles sont définies ci-après.

### Bénéfice dilué ajusté par action

Le bénéfice dilué ajusté par action est calculé comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué) (se reporter à la note 17)	1 928 \$	1 925 \$	1 749 \$
Ajustements pour :			
Amortissement des immobilisations incorporelles, à l'exclusion des logiciels (après impôt)	18	18	20
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	1 946 \$	1 943 \$	1 769 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation <i>(en millions)</i>	1 229	1 226	1 225
Bénéfice dilué ajusté par action <sup>1)</sup> <i>(en dollars)</i>	1,58 \$	1,58 \$	1,44 \$

1) Le bénéfice dilué ajusté par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

### Actifs liés aux activités bancaires principales

Les actifs liés aux activités bancaires principales représentent les actifs productifs moyens, exclusion faite des acceptations bancaires et des actifs détenus à des fins de transaction moyens au sein des Services bancaires et marchés mondiaux.

### Marge sur activités bancaires principales

Ce ratio représente les revenus d'intérêts nets divisés par les actifs liés aux activités bancaires principales moyens.

# Résultats financiers et situation financière du Groupe

## Résultats financiers

Le bénéfice net de la Banque s'est élevé à 2 009 millions de dollars, contre 1 814 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 2 011 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,57 \$, par rapport à 1,43 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 1,57 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres a atteint 14,3 %, contre 13,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et 14,7 % pour le trimestre précédent.

## Incidence de la conversion des devises

Le tableau ci-après présente l'incidence estimée de la conversion des devises sur certains postes clés de l'état du résultat net.

Pour les trimestres clos les	Taux de change moyen			Variation en %	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016	31 janvier 2017 c. 31 octobre 2016	31 janvier 2017 c. 31 janvier 2016
Dollar américain / Dollar canadien	0,750	0,762	0,729	(1,7)%	2,9 %
Peso mexicain / Dollar canadien	15,503	14,394	12,567	7,7 %	23,4 %
Sol péruvien / Dollar canadien	2,533	2,565	2,466	(1,3)%	2,7 %
Peso colombien / Dollar canadien	2 266	2 239	2 317	1,2 %	(2,2)%
Peso chilien / Dollar canadien	498,214	505,809	517,459	(1,5)%	(3,7)%

  

Incidence sur le résultat net <sup>1)</sup> (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	31 janvier 2017 c. 31 octobre 2016	31 janvier 2017 c. 31 janvier 2016
Revenus d'intérêts nets	(7)\$	(108)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)</sup>	11	(58)
Charges autres que d'intérêts	8	86
Autres éléments (après impôt)	(2)	28
Bénéfice net	10 \$	(52)\$
Bénéfice par action (dilué)	0,01 \$	(0,04)\$

  

Incidence par secteurs d'activité (en millions de dollars)	31 janvier 2017 c. 31 octobre 2016	31 janvier 2017 c. 31 janvier 2016
Réseau canadien	2 \$	(1)\$
Opérations internationales <sup>2)</sup>	21	(22)
Services bancaires et marchés mondiaux	6	(11)
Autres <sup>2)</sup>	(19)	(18)
	10 \$	(52)\$

1) Comprend l'incidence de toutes les devises.

2) Comprend l'incidence des couvertures de devises.

## Analyse des résultats financiers

### Bénéfice net

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 2 009 millions de dollars, en hausse de 195 millions de dollars ou de 11 %. L'augmentation des revenus d'intérêts nets et l'accroissement des revenus tirés des frais bancaires, des activités de transaction et des commissions de placement ont été neutralisés en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt de même que par l'incidence de la conversion des devises.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 2 009 millions de dollars, par rapport 2 011 millions de dollars. L'augmentation des revenus autres que d'intérêts, y compris ceux tirés des activités de transaction, des frais bancaires et de l'assurance, a été plus que neutralisée par la hausse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt.

### Revenus d'intérêts nets

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 3 643 millions de dollars, en hausse de 124 millions de dollars ou de 3 %. Les revenus d'intérêts nets ont progressé de 7 % après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts automobiles et des prêts sur cartes de crédit du Réseau canadien, des prêts aux sociétés aux États-Unis et au Canada, ainsi que des titres de placement.

La marge sur activités bancaires principales s'est fixée à 2,40 %, en hausse de 2 points de base par rapport à 2,38 % du fait de l'élargissement des marges dans tous les secteurs d'activité. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'apport moindre des activités de gestion de l'actif et du passif.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets ont totalisé 3 643 millions de dollars, comparativement à 3 653 millions de dollars au trimestre précédent. La majeure partie de cette légère baisse est attribuable à la conversion des devises. La croissance des prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien et des prêts des Services bancaires et marchés mondiaux a été compensée par la baisse des dépôts auprès d'autres banques.

La marge sur activités bancaires principales est demeurée stable, s'établissant à 2,40 %. Le recul des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et des Opérations internationales a été contrebalancé par l'apport accru des activités de gestion de l'actif et du passif.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les revenus autres que d'intérêts ont totalisé 3 225 millions de dollars, en hausse de 379 millions de dollars ou de 13 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des revenus tirés des frais bancaires, des activités de transaction, des commissions de placement et des activités de gestion de patrimoine ainsi que par les acquisitions. Les profits sur la vente de biens immobiliers ont été neutralisés par le fléchissement des profits nets sur les titres de placement et l'incidence de la conversion des devises.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les revenus autres que d'intérêts se sont accrus de 127 millions de dollars ou de 4 % par rapport à ceux du trimestre précédent. La hausse des revenus tirés des activités de transaction, des frais bancaires et de l'assurance a été neutralisée en partie par le repli des honoraires de services-conseils, des profits nets sur les titres de placement et de l'apport des sociétés associées.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 553 millions de dollars, en hausse de 14 millions de dollars ou de 3 %. La hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien et des Opérations internationales a été neutralisée en grande partie par la baisse des dotations au titre des Services bancaires et marchés mondiaux du fait de la chute des dotations dans le secteur de l'énergie. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances est demeuré stable, s'établissant à 45 points de base.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances est demeurée stable, s'établissant à 553 millions de dollars, comparativement à 550 millions de dollars au trimestre précédent. La hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien et des Opérations internationales a été en grande partie annulée par la diminution des dotations au sein des Services bancaires et marchés mondiaux. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 45 points de base pour les deux périodes.

### Charges autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 3 689 millions de dollars, en hausse de 3 % par rapport à 3 568 millions de dollars. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 6 % après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises. Les investissements dans les mesures commerciales continuent de se traduire par une hausse des charges liées aux technologies numériques et autres technologies. La hausse s'explique aussi par l'augmentation de la rémunération liée à la performance de même que de la charge de retraite et au titre des avantages du personnel. Ces charges ont été atténuées par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts de même que par la baisse des coûts de publicité et autres charges d'affaires.

Le levier d'exploitation s'est établi à un pourcentage positif de 4,5 %, donnant lieu à une amélioration de la productivité. Le ratio de productivité s'est fixé à 53,7 %, comparativement à 56,1 %.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 3 689 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1 % par rapport à 3 650 millions de dollars. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des salaires, de la rémunération fondée sur des actions ainsi que de la charge de retraite et au titre des avantages du personnel, neutralisée en grande partie par les avantages découlant des initiatives de réduction des coûts de même que par la baisse des coûts de publicité et des honoraires. Le ratio de productivité s'est fixé à 53,7 %, comparativement à 54,1 %.

### Impôt

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Le taux d'impôt effectif a été porté à 23,5 % en regard de 19,7 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des revenus exonérés d'impôt à l'exercice précédent.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Le taux d'impôt effectif a augmenté de 2,3 % en regard de 21,2 %, ce qui s'explique en grande partie par la hausse de l'impôt dans certains territoires étrangers.

## Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé de façon importante par rapport à ce qui est énoncé dans son rapport annuel 2016. Pour une analyse complète des politiques et pratiques de gestion du risque et un complément d'information sur les facteurs de risque, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion du risque » du rapport annuel 2016.

## Risque de crédit

### Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'établissait à 4 274 millions de dollars au 31 janvier 2017 (compte non tenu d'un montant de 234 millions de dollars ayant trait aux prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC dans le cadre de l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico), comparativement à 4 392 millions de dollars (compte non tenu d'un montant de 234 millions de dollars au titre de R-G Premier Bank) au 31 octobre 2016.

Le compte de correction de valeur lié aux prêts douteux s'établissait à 2 833 millions de dollars, par rapport à 2 948 millions de dollars au 31 octobre 2016. Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs se chiffrait à 1 441 millions de dollars, alors qu'il s'établissait à 1 444 millions de dollars au 31 octobre 2016.

Le compte de correction de valeur du Réseau canadien a été ramené à 810 millions de dollars par rapport à 816 millions de dollars au 31 octobre 2016, ce qui traduit l'augmentation des radiations au titre des prêts aux entreprises.

Le compte de correction de valeur des Opérations internationales a été ramené à 1 872 millions de dollars en regard de 1 976 millions de dollars au 31 octobre 2016, essentiellement en raison de l'incidence de la conversion des devises et de la baisse du montant brut des prêts douteux dans le portefeuille de prêts aux particuliers.

Le compte de correction de valeur des Services bancaires et marchés mondiaux a été ramené à 151 millions de dollars par rapport à 156 millions de dollars au 31 octobre 2016, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'incidence de la conversion des devises.

## Prêts douteux

Le montant total brut des prêts douteux était de 5 249 millions de dollars au 31 janvier 2017, en baisse de 145 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2016, une tranche de 124 millions de dollars de ce montant étant attribuable à l'incidence de la conversion des devises. Le reste de la baisse s'est fait sentir au sein des Opérations internationales et des Services bancaires et marchés mondiaux, en dépit de la hausse au sein du Réseau canadien.

Le montant total net des prêts douteux s'établissait à 2 416 millions de dollars au 31 janvier 2017, en baisse de 30 millions de dollars par rapport à 2 446 millions de dollars au 31 octobre 2016. Le montant net des prêts douteux du Réseau canadien s'établissait à 451 millions de dollars au 31 janvier 2017, ce qui représente une hausse de 36 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2016, en raison de la hausse au sein du portefeuille de prêts aux particuliers. Le montant net des prêts douteux des Opérations internationales s'établissait à 1 645 millions de dollars au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 1 652 millions de dollars au 31 octobre 2016, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence de la conversion des devises et par le fléchissement au sein du portefeuille de prêts aux entreprises, facteurs neutralisés en partie par la hausse au sein du portefeuille de prêts aux particuliers. Le montant net des prêts douteux des Services bancaires et marchés mondiaux a été ramené à 320 millions de dollars au 31 janvier 2017, alors qu'il s'établissait à 379 millions de dollars au 31 octobre 2016, du fait de la diminution du montant brut des prêts douteux.

## Prêts acquis dans le cadre d'acquisitions

Tous les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur à la date de l'acquisition, aucun compte de correction de valeur pour pertes sur créances n'étant comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière à cette date. En conséquence, on ne considère pas que les prêts acquis aient subi une dépréciation à la date de l'acquisition. Dans son évaluation de la juste valeur, la Banque tient compte des taux d'intérêt et des ajustements au titre des pertes sur créances.

L'ajustement au titre des taux d'intérêt à la date de l'acquisition est principalement lié aux prêts à taux fixe, et il reflète l'incidence de l'écart entre le taux d'intérêt contractuel du prêt et le taux d'intérêt s'appliquant au prêt à la date de l'acquisition pour sa durée résiduelle. L'ajustement au titre des taux d'intérêt est amorti intégralement par imputation aux revenus d'intérêts dans l'état consolidé du résultat net sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'ajustement au titre des pertes sur créances représente la meilleure estimation de la direction quant à l'insuffisance des flux de trésorerie au titre des prêts sur leur durée entière, établie à la date de l'acquisition. Les variations des flux de trésorerie attendus de ces prêts donnent lieu à une dotation supplémentaire au compte de correction de valeur pour pertes sur créances dans l'état consolidé du résultat net ou à une reprise sur ce compte, selon le cas.

Au 31 janvier 2017, l'ajustement total au titre des pertes sur créances résiduel à l'égard de tous les prêts acquis du Réseau et des Opérations internationales s'établissait à 216 millions de dollars (259 millions de dollars au 31 octobre 2016). Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, un ajustement pour pertes sur créances subies et prévues de 36 millions de dollars (60 millions de dollars au 31 octobre 2016) a été comptabilisé pour le trimestre écoulé. L'apport net au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de l'ajustement au titre des pertes sur créances sur les prêts acquis au cours du trimestre s'est élevé à 22 millions de dollars (29 millions de dollars au 31 octobre 2016).

## Aperçu du portefeuille de prêts

La Banque possède un portefeuille diversifié par produits, par activités commerciales et par régions géographiques. Des détails concernant certains portefeuilles sur lesquels l'accent est mis actuellement sont présentés ci-dessous.

### Prêts garantis par des biens immobiliers

Une partie importante du portefeuille de prêts de la Banque est constituée de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation, lesquels sont bien diversifiés sur le plan des emprunteurs. Au 31 janvier 2017, ces prêts s'élevaient à 322 milliards de dollars ou à 65 % de l'encours total des prêts et des acceptations de la Banque (322 milliards de dollars ou 65 % au 31 octobre 2016). De ces prêts, une tranche de 243 milliards de dollars ou de 75 % est composée de prêts hypothécaires garantis (242 milliards de dollars ou 75 % au 31 octobre 2016). Les tableaux qui suivent présentent des détails par portefeuilles.

### Prêts hypothécaires et marges de crédit hypothécaires à l'habitation assurés et non assurés

Le tableau qui suit présente les montants des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaires à l'habitation assurés et non assurés, par régions géographiques.

	Au 31 janvier 2017											
	Prêts hypothécaires à l'habitation						Marges de crédit hypothécaires à l'habitation					
	Assurés <sup>1)</sup>		Non assurés		Total		Assurées <sup>1)</sup>		Non assurées		Total	
(en millions de dollars)	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Canada : <sup>2)</sup>												
Provinces de l'Atlantique	6 978 \$	3,6 %	4 936 \$	2,5 %	11 914 \$	6,1 %	1 \$	– %	1 243 \$	6,6 %	1 244 \$	6,6 %
Québec	8 424	4,3	7 225	3,7	15 649	8,0	–	–	983	5,2	983	5,2
Ontario	51 168	26,3	43 930	22,5	95 098	48,8	1	–	9 591	50,5	9 592	50,5
Manitoba et Saskatchewan	5 870	3,0	3 283	1,7	9 153	4,7	1	–	827	4,4	828	4,4
Alberta	19 497	10,0	10 923	5,6	30 420	15,6	3	0,1	3 002	15,8	3 005	15,9
Colombie-Britannique et territoires	16 660	8,5	16 134	8,3	32 794	16,8	–	–	3 292	17,4	3 292	17,4
Canada <sup>3)</sup>	108 597 \$	55,7 %	86 431 \$	44,3 %	195 028 \$	100 %	6 \$	0,1 %	18 938 \$	99,9 %	18 944 \$	100 %
Étranger	–	–	29 057	100	29 057	100	–	–	–	–	–	–
Total	108 597 \$	48,5 %	115 488 \$	51,5 %	224 085 \$	100 %	6 \$	0,1 %	18 938 \$	99,9 %	18 944 \$	100 %
	Au 31 octobre 2016											
Canada <sup>3)</sup>	109 947 \$	56,9 %	83 356 \$	43,1 %	193 303 \$	100 %	8 \$	0,1 %	19 065 \$	99,9 %	19 073 \$	100 %
Étranger	–	–	29 585	100	29 585	100	–	–	–	–	–	–
Total	109 947 \$	49,3 %	112 941 \$	50,7 %	222 888 \$	100 %	8 \$	0,1 %	19 065 \$	99,9 %	19 073 \$	100 %

1) Une assurance prêt hypothécaire s'entend d'une couverture contractuelle sur la durée des prêts admissibles, en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée contre les manques à gagner pouvant découler de la défaillance de l'emprunteur. Cette assurance est fournie soit par des organismes bénéficiant du soutien du gouvernement, soit par des assureurs hypothécaires privés.

2) La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.

3) Comprend des immeubles d'habitation (quatre unités ou plus) de 2 527 \$ (2 376 \$ au 31 octobre 2016), dont une tranche de 1 490 \$ est assurée (1 392 \$ au 31 octobre 2016).

Périodes d'amortissement des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau qui suit présente la distribution des prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement restantes et par régions géographiques.

Au 31 janvier 2017						
	Prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement					Total des prêts hypothécaires à l'habitation
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans ou plus	
Canada	35,2 %	36,5 %	26,7 %	1,5 %	0,1 %	100 %
Étranger	68,0 %	18,6 %	11,2 %	2,1 %	0,1 %	100 %
Au 31 octobre 2016						
Canada	35,2 %	36,3 %	26,7 %	1,7 %	0,1 %	100 %
Étranger	67,7 %	19,0 %	11,5 %	1,7 %	0,1 %	100 %

Ratios prêt/valeur

Une tranche de 44 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien n'était pas assurée (43 % au 31 octobre 2016). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille s'établissait à 51 % (50 % au 31 octobre 2016).

Le tableau suivant présente le ratio prêt/valeur moyen pondéré de l'ensemble des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaires à l'habitation non assurés nouvellement montés, lesquels comprennent les prêts hypothécaires pour financer un achat, refinancés afin d'en augmenter le solde et transférés d'autres institutions financières, par régions géographiques pour le trimestre à l'étude.

Ratios prêt/valeur des prêts non assurés <sup>1)</sup>			
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017			
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires à l'habitation <sup>2)</sup>	
		Ratio prêt/valeur (%)	Ratio prêt/valeur (%)
Canada :			
Provinces de l'Atlantique	69,1 %	58,8 %	
Québec	65,2	67,7	
Ontario	62,9	63,6	
Manitoba et Saskatchewan	68,0	64,2	
Alberta	67,2	69,7	
Colombie-Britannique et territoires	61,6	62,4	
Canada	<b>63,6 %</b>	<b>64,0 %</b>	
Étranger	<b>71,2 %</b>	<b>s.o.</b>	
Pour le trimestre clos le 31 octobre 2016			
Canada	63,4 %	64,4 %	
Étranger	69,6 %	s.o.	

1) La province indique l'emplacement de la propriété au Canada.

2) Comprennent uniquement les marges de crédit hypothécaires à l'habitation aux termes du programme Crédit Intégré Scotia. Le ratio prêt/valeur correspond à la somme de chaque prêt hypothécaires à l'habitation et de la limite autorisée des marges de crédit hypothécaires à l'habitation renouvelables connexes, divisée par la valeur du bien immobilier résidentiel connexe, présentée sur une base moyenne pondérée pour les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaires à l'habitation nouvellement montés.

Incidence d'un éventuel ralentissement économique sur les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires à l'habitation

La Banque soumet son portefeuille à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence qu'aurait une hausse du taux de chômage, une augmentation des taux d'intérêt, une baisse de la valeur des biens immobiliers et des variations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. La Banque considère que les pertes potentielles liées au portefeuille de prêts hypothécaires advenant un tel ralentissement économique sont gérables étant donné la diversification du portefeuille, le pourcentage élevé de prêts assurés et le faible ratio prêt-valeur du portefeuille. Cette conclusion est aussi étayée par une saine supervision de la gestion du risque et par des stratégies dynamiques d'atténuation du risque.



## Exposition au risque en Europe

En raison de ses diverses activités internationales, la Banque est exposée au risque-pays dans un certain nombre de pays. La Banque gère activement ce risque, notamment à l'aide de limites de risque établies en fonction de la solvabilité des pays en question.

Les expositions actuelles au risque en Europe se détaillent comme suit :

Aux						31 octobre 2016	
31 janvier 2017							
Prêts et équivalents de prêts							
(en millions de dollars)	Prêts et acceptations <sup>1)</sup>	Lettres de crédit et de garantie <sup>2)</sup>	Engagements non prélevés <sup>3)</sup>	Titres et dépôts auprès d'autres institutions financières <sup>4)</sup>	Transactions de financement sur titres et sur dérivés <sup>5)</sup>	<b>Exposition totale au risque en Europe</b>	Exposition totale au risque en Europe
Expositions brutes	10 419 \$	2 693 \$	14 758 \$	14 947 \$	2 069 \$	<b>44 886 \$</b>	41 597 \$
Déduire : engagements non prélevés	–	–	14 758	–	–	<b>14 758</b>	12 472
Expositions financées nettes	10 419 \$	2 693 \$	– \$	14 947 \$	2 069 \$	<b>30 128 \$</b>	29 125 \$

1) Les comptes de correction de valeur pour pertes sur créances évalués individuellement s'établissaient à 35,9 \$.

2) Les lettres de crédit et de garantie sont incluses dans les expositions financées puisqu'elles ont été émises.

3) Les engagements non prélevés représentent l'estimation du montant prévu au contrat qui pourrait être prélevé par un débiteur.

4) L'exposition aux titres est calculée en tenant compte des positions dérivées lorsque le titre est l'actif de référence sous-jacent, ainsi que des positions vendeur.

5) Les transactions de financement sur titres comprennent des titres pris en pension, des obligations relatives aux titres mis en pension et des transactions de prêt ou d'emprunt de titres. Les expositions financées brutes et nettes représentent la totalité des positions nettes positives, compte tenu des garanties. Les garanties au titre des dérivés s'établissaient à 1 377 \$ et celles au titre des transactions de financement sur titres, à 10 530 \$.

La Banque est d'avis que ses expositions au risque en Europe sont gérables, que leur taille est appropriée au regard de la solvabilité des contreparties (85 % des expositions sont des contreparties de première qualité selon une combinaison de notations internes et externes) et qu'elles sont peu importantes compte tenu du capital de la Banque. L'exposition de la Banque au risque en Europe est comptabilisée au coût amorti ou à la juste valeur calculée au moyen de données observables, des montants négligeables étant évalués selon des modèles assortis de données non observables (niveau 3). Il ne s'est produit aucun événement significatif au cours du trimestre qui a eu une incidence importante sur l'exposition de la Banque.

Le tableau ci-dessous présente les expositions financées à l'égard de tous les pays européens.

Aux					31 octobre 2016		
31 janvier 2017							
(en millions de dollars)	Emprunteurs souverains <sup>1)</sup>			Banques	Sociétés <sup>2)</sup>	<b>Total</b>	Total
Grèce	– \$	– \$	294 \$	–	–	<b>294 \$</b>	311 \$
Irlande	32	26	225	–	–	<b>283</b>	350
Italie	–	48	25	–	–	<b>73</b>	191
Portugal	17	–	–	–	–	<b>17</b>	–
Espagne	–	241	261	–	–	<b>502</b>	599
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	49 \$	315 \$	805 \$	–	–	<b>1 169 \$</b>	1 451 \$
Royaume-Uni	4 274 \$	1 427 \$	6 288 \$	–	–	<b>11 989 \$</b>	11 028 \$
Allemagne	1 935	411	1 628	–	–	<b>3 974</b>	4 080
France	2 027	968	652	–	–	<b>3 647</b>	3 742
Pays-Bas	31	693	1 434	–	–	<b>2 158</b>	2 105
Suisse	72	120	929	–	–	<b>1 121</b>	1 599
Autres	2 145	197	3 728	–	–	<b>6 070</b>	5 120
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	10 484 \$	3 816 \$	14 659 \$	–	–	<b>28 959 \$</b>	27 674 \$
Total – Europe	10 533 \$	4 131 \$	15 464 \$	–	–	<b>30 128 \$</b>	29 125 \$
Total – Europe au 31 octobre 2016	7 336 \$	5 158 \$	16 631 \$	–	–	29 125 \$	–

1) Compte tenu de 1 713 \$ d'expositions liées à des agences supranationales (1 959 \$ au 31 octobre 2016).

2) Les sociétés comprennent les institutions financières autres que les banques.

Le risque de la Banque lié à certains pays européens qui ont fait récemment les manchettes, à savoir la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne (le « groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne »), est négligeable. Au 31 janvier 2017, les expositions financées de la Banque à ces États souverains ainsi qu'aux banques, institutions financières autres que les banques et sociétés domiciliées dans ces pays totalisaient quelque 1,2 milliard de dollars, en baisse par rapport aux expositions de 1,5 milliard de dollars au trimestre précédent. Une tranche de 1,2 milliard de dollars de ce montant total de 1,0 milliard de dollars est liée à des prêts et à des équivalents de prêts.

En ce qui a trait au risque-pays propre aux pays du groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, l'exposition de la Banque à l'Irlande comprenait des dépôts de 31 millions de dollars auprès de la banque centrale et de titres des portefeuilles de transaction de 1 million de dollars. La Banque n'avait aucun titre d'États souverains de la Grèce, de l'Italie, du Portugal ou de l'Espagne.

La Banque était exposée aux banques italiennes à hauteur de 48 millions de dollars au 31 janvier 2017 (181 millions de dollars au 31 octobre 2016), surtout au titre de lettres de crédit. L'exposition en Grèce de 294 millions de dollars (311 millions de dollars au 31 octobre 2016) était principalement liée à des prêts garantis à des sociétés de transport maritime.

## RAPPORT DE GESTION

Les expositions de la Banque sont distribuées comme suit :

Aux

(en millions de dollars)	31 janvier 2017				31 octobre 2016	
	Prêts et équivalents de prêts	Dépôts auprès d'autres institutions financières	Titres	Transactions de financement sur titres et sur dérivés	Total	Total
Grèce	293 \$	– \$	1 \$	– \$	294 \$	311 \$
Irlande	116	32	100	35	283	350
Italie	98	–	(26)	1	73	191
Portugal	–	–	–	17	17	–
Espagne	443	–	(14)	73	502	599
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	950 \$	32 \$	61 \$	126 \$	1 169 \$	1 451 \$
Royaume-Uni	5 058 \$	3 101 \$	2 795 \$	1 035 \$	11 989 \$	11 028 \$
Allemagne	1 015	317	2 531	111	3 974	4 080
France	702	399	2 502	44	3 647	3 742
Pays-Bas	1 153	111	668	226	2 158	2 105
Suisse	764	20	101	236	1 121	1 599
Autres	3 470	46	2 263	291	6 070	5 120
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	12 162 \$	3 994 \$	10 860 \$	1 943 \$	28 959 \$	27 674 \$
Total – Europe	13 112 \$	4 026 \$	10 921 \$	2 069 \$	30 128 \$	29 125 \$

Au 31 janvier 2017, la Banque détenait des titres au montant de 8,3 milliards de dollars dans des États souverains et banques d'Europe autres que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne (6,0 milliards de dollars au 31 octobre 2016), surtout en regard d'émetteurs de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et du Luxembourg. Les titres sont comptabilisés à la juste valeur, et la quasi-totalité des placements présente une forte liquidité de marché.

La plus grande partie des expositions financées au risque de crédit se compose actuellement de prêts financés comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. En outre, l'exposition au risque de crédit de clients découle de transactions sur dérivés et de transactions de financement de titres générées par les clients (prises en pension, mises en pension ainsi que prêts et emprunts de titres). Les expositions au risque de crédit de dérivés négociés hors Bourse se calculent sur la base de la juste valeur, alors que celles au titre des transactions de financement sur titres sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Au 31 janvier 2017, l'exposition au risque de crédit des banques sous forme de lettres de crédit émises totalisait 1,3 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2016).

Les engagements non prélevés de 14,8 milliards de dollars (12,5 milliards de dollars au 31 octobre 2016) sont composés d'engagements de prêts non financés et d'engagements d'émission de lettres de crédit pour le compte d'autres banques dans le cadre d'une entente relative à un consortium bancaire. Le total des engagements de prêts non financés envers des sociétés en Europe (autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne) s'établissait à 11,3 milliards de dollars au 31 janvier 2017 (9,1 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Au 31 janvier 2017, les engagements liés aux lettres de crédit pour le compte d'autres banques s'établissaient à 2,8 milliards de dollars (2,7 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Les engagements non financés sont détaillés par pays dans le tableau ci-après.

L'exposition indirecte de la Banque est aussi détaillée dans le tableau ci-après, et s'entend de ce qui suit :

- des titres exposés à des entités non européennes dont la société mère est domiciliée en Europe;
- des lettres de crédit ou de garanties (prises en compte dans les équivalents de prêts dans le tableau ci-dessus).

Sont inclus dans cette exposition indirecte une exposition à des titres d'un montant de 513 millions de dollars liée au groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, d'un montant de 219 millions de dollars lié au Royaume-Uni et d'un montant de 41 millions de dollars lié à l'Allemagne. L'exposition indirecte sous la forme de lettres de crédit totalisait 2 693 millions de dollars au 31 janvier 2017 (2 890 millions de dollars au 31 octobre 2016), dont une tranche de 239 millions de dollars (184 millions de dollars au 31 octobre 2016) représentait une exposition indirecte liée au groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne. La Banque gère l'exposition indirecte par l'intermédiaire de son cadre de gestion du risque de crédit et d'une évaluation poussée de la contrepartie.

Outre les expositions indirectes totales détaillées ci-après, la Banque détenait des garanties libellées en euros de 264 millions de dollars (295 millions de dollars au 31 octobre 2016) fournies par des contreparties non européennes.

(en millions de dollars)	Engagements non prélevés		Exposition indirecte <sup>1)</sup>	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$
Irlande	416	421	42	35
Italie	57	49	61	73
Portugal	–	–	–	–
Espagne	158	172	649	561
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	631 \$	642 \$	752 \$	669 \$
Royaume-Uni	6 894 \$	4 958 \$	1 248 \$	1 270 \$
Allemagne	872	798	110	154
France	1 602	1 583	445	459
Pays-Bas	1 573	1 364	259	291
Suisse	790	701	110	146
Autres	2 396	2 426	640	463
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	14 127 \$	11 830 \$	2 812 \$	2 783 \$
Total – Europe	14 758 \$	12 472 \$	3 564 \$	3 452 \$

1) Les chiffres entre parenthèses représentent le montant net des positions vendeur découlant des activités de transaction.

La Banque peut parfois avoir recours à des swaps sur défaillance pour compenser en partie son exposition à l'égard des portefeuilles bancaires. Au titre de son portefeuille de transaction, la Banque peut acheter ou vendre des swaps sur défaillance. Pour ce qui est du groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, la Banque ne bénéficiait d'aucune protection par voie de swap sur défaillance quant aux prêts financés au 31 janvier 2017. Toutes les expositions, y compris celles liées aux swaps sur défaillance, sont soumises à des limites de risque et font l'objet d'une surveillance continue de la part du service indépendant de gestion des risques.

Comme d'autres banques, la Banque fournit aussi des services de règlement et de compensation à une clientèle variée dans ces pays et elle suit et gère activement les expositions intrajournalières découlant de ces services. Cependant, la Banque n'a aucune exposition financée dans ces pays à l'égard des particuliers ou des petites entreprises.

## Risque de marché

La valeur à risque (« VaR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La VaR comprend tant le risque de marché général que le risque spécifique à la dette. En outre, la Banque calcule une VaR ayant subi une simulation de crise.

Facteurs de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Écart de crédit plus taux d'intérêt	11,5 \$	9,3 \$
Écart de crédit	7,4	7,2
Taux d'intérêt	8,9	7,5
Actions	2,0	1,5
Change	1,9	1,6
Marchandises	2,0	2,4
Spécifique à la dette	4,0	4,0
Effet de la diversification	(9,4)	(8,4)
VaR totale	12,0 \$	10,4 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	29,8 \$	21,8 \$

Au premier trimestre de 2017, la VaR totale quotidienne moyenne a été portée à 12,0 millions de dollars par rapport à 10,4 millions de dollars au trimestre précédent, essentiellement du fait de l'exposition accrue au risque de taux d'intérêt.

Pour le trimestre à l'étude, la VaR totale quotidienne moyenne ayant subi une simulation de crise a augmenté pour s'établir à 29,8 millions de dollars par rapport à 21,8 millions de dollars au trimestre précédent, essentiellement en raison de l'exposition accrue aux taux d'intérêt à la hausse. Le calcul de la VaR ayant subi une simulation de crise est fondé sur la volatilité de marché sur une période de un an considérée comme ayant subi une crise selon le profil de risque du portefeuille de transaction. La période actuelle englobe la crise du crédit de 2008-2009.

Aucune perte journalière n'a été subie au premier trimestre et au trimestre précédent. La qualité et l'exactitude des modèles de VaR sont validées par des évaluations rétrospectives, au cours desquelles les profits et pertes quotidiens hypothétiques et réels sont comparés avec les résultats quotidiens du modèle de VaR.

## Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués quotidiennement à la valeur de marché et pris en compte dans les mesures du risque lié aux activités de transaction comme la VaR. Les risques sur dérivés liés aux activités des Services bancaires et marchés mondiaux sont reflétés dans les mesures du risque lié aux activités de transaction, tandis que les dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif sont pris en compte dans le risque lié aux activités autres que de transaction. Le tableau ci-dessous présente une comparaison des éléments de l'état consolidé de la situation financière qui sont couverts par les mesures du risque lié aux activités de transaction et du risque lié aux activités autres que de transaction.

## Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière de la Banque

Au 31 janvier 2017	Mesure du risque de marché				
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
<i>(en millions de dollars)</i>					
Métaux précieux	7 198 \$	7 198 \$	– \$	– \$	s.o.
Actifs détenus à des fins de transaction	106 518	106 518	–	–	s.o.
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	236	–	236	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	34 963	31 782	3 181	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	72 721	–	72 721	–	Taux d'intérêt, actions
Prêts	477 353	–	477 353	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché <sup>1)</sup>	188 003	–	–	188 003	s.o.
<b>Total des actifs</b>	<b>886 992 \$</b>	<b>145 498 \$</b>	<b>553 491 \$</b>	<b>188 003 \$</b>	
Dépôts	604 698 \$	– \$	571 829 \$	32 869 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 681	–	1 681	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	26 381	26 381	–	–	s.o.
Instruments financiers dérivés	39 257	34 822	4 435	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	5 974	5 974	–	–	s.o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	2 004	–	2 004	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché <sup>3)</sup>	149 165	–	–	149 165	s.o.
<b>Total des passifs</b>	<b>829 160 \$</b>	<b>67 177 \$</b>	<b>579 949 \$</b>	<b>182 034 \$</b>	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Au 31 octobre 2016	Mesure du risque de marché				
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
<i>(en millions de dollars)</i>					
Métaux précieux	8 442 \$	8 442 \$	– \$	– \$	s.o.
Actifs détenus à des fins de transaction	108 561	108 561	–	–	s.o.
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	221	–	221	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	41 657	36 401	5 256	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	72 919	–	72 919	–	Taux d'intérêt, actions
Prêts	480 164	–	480 164	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché <sup>1)</sup>	184 302	–	–	184 302	s.o.
<b>Total des actifs</b>	<b>896 266 \$</b>	<b>153 404 \$</b>	<b>558 560 \$</b>	<b>184 302 \$</b>	
Dépôts	611 877 \$	– \$	580 814 \$	31 063 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 459	–	1 459	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	23 312	23 312	–	–	s.o.
Instruments financiers dérivés	42 387	38 213	4 174	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	8 430	8 430	–	–	s.o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	3 011	–	3 011	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché <sup>3)</sup>	147 969	–	–	147 969	s.o.
<b>Total des passifs</b>	<b>838 445 \$</b>	<b>69 955 \$</b>	<b>589 458 \$</b>	<b>179 032 \$</b>	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

## Risque de liquidité

Une gestion efficace du risque de liquidité est essentielle pour maintenir la confiance des déposants et des contreparties, pour gérer le coût du financement et pour soutenir les principales unités commerciales de la Banque, même dans les circonstances les plus difficiles.

Le risque de liquidité est géré dans le cadre des politiques et des limites approuvées par le conseil d'administration, comme l'expliquent la note 18 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés et la note 35 afférente aux états financiers consolidés audités figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque. Les actifs liquides sont un élément clé de ce cadre.

La détermination des niveaux appropriés des portefeuilles d'actifs liquides est fondée sur le montant des liquidités qui pourraient être nécessaires à la Banque pour financer les flux de trésorerie prévus dans le cours normal des activités, ainsi que les liquidités qui pourraient être nécessaires pour compenser les sorties de fonds en situation de crise. Les situations de crise comprennent des périodes de dérèglement des marchés des capitaux ou des événements qui peuvent nuire à la capacité de la Banque d'accéder aux marchés du financement et à des liquidités. La Banque fait appel à des simulations de crise pour évaluer l'incidence des crises et pour évaluer le montant des actifs liquides qui seraient nécessaires dans diverses situations de crise.

## Actifs liquides

Les actifs liquides sont une composante clé de la gestion de la liquidité, et la Banque détient ce type d'actifs en quantité suffisante pour répondre à ses besoins éventuels de gestion de la liquidité.

Les actifs liquides peuvent servir à générer des rentrées de trésorerie, que ce soit au moyen de leur vente, de transactions de rachat ou d'autres transactions dans le cadre desquelles les actifs peuvent être donnés en garantie en vue de générer des rentrées de trésorerie ou on peut les laisser arriver à échéance. Les actifs liquides comprennent les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les prêts à vue et autres prêts à court terme, les titres négociables, les métaux précieux et les titres reçus en garantie dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés. Les actifs liquides ne comprennent pas les liquidités pouvant être obtenues de banques centrales.

Les titres négociables sont des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et qui peuvent être convertis en trésorerie dans un délai donné qui est conforme au cadre de gestion de la liquidité de la Banque. Les actifs sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont le délai qui devrait être nécessaire pour les convertir en trésorerie.

Les titres négociables pris en compte dans les actifs liquides sont composés de titres spécifiquement détenus en tant que volant de capital ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif, de titres détenus à des fins de transaction, lesquels sont pour l'essentiel détenus par les Services bancaires et marchés mondiaux, ainsi que des garanties reçues dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés.

La Banque maintient des avoirs considérables en actifs liquides non grevés afin de soutenir ses activités. De manière générale, elle peut vendre ou donner en nantissement ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2017, les actifs liquides non grevés s'élevaient à 184 milliards de dollars (183 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Les actifs liquides étaient composés de titres, y compris des titres hypothécaires émis aux termes de la LNH, à hauteur de 73 % (74 % au 31 octobre 2016). Les autres actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les métaux précieux, les prêts à vue et les prêts à court terme, représentaient une tranche de 27 % (26 % au 31 octobre 2016).

Les valeurs comptables présentées dans le tableau des actifs liquides sont cohérentes avec celles figurant à l'état consolidé de la situation financière de la Banque au 31 janvier 2017. La valeur liquide du portefeuille fluctuera en fonction de diverses conditions critiques, différentes hypothèses étant utilisées dans les scénarios de conditions critiques.

Les groupes d'actifs liquides de la Banque sont résumés dans le tableau qui suit :

	Au 31 janvier 2017						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	39 499 \$	– \$	39 499 \$	– \$	7 198 \$	32 301 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	8 930	–	8 930	–	111	8 819	–
Métaux précieux	7 198	–	7 198	–	170	7 028	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	44 932	10 362	55 294	30 871	–	24 423	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	49 614	40 667	90 281	62 400	–	27 881	–
Autres titres	63 928	62 724	126 652	75 634	–	51 018	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH <sup>2)</sup>	34 082	–	34 082	2 751	–	31 331	–
Prêts à vue et à court terme	1 522	–	1 522	–	–	1 522	–
<b>Total</b>	<b>249 705 \$</b>	<b>113 753 \$</b>	<b>363 458 \$</b>	<b>171 656 \$</b>	<b>7 479 \$</b>	<b>184 323 \$</b>	<b>– \$</b>
	Au 31 octobre 2016						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
<i>(en millions de dollars)</i>				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie	Autres
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	35 396 \$	– \$	35 396 \$	– \$	7 917 \$	27 479 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	10 948	–	10 948	–	196	10 752	–
Métaux précieux	8 442	–	8 442	–	115	8 327	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	45 825	12 482	58 307	27 187	–	31 120	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	50 761	36 822	87 583	58 680	–	28 903	–
Autres titres	58 833	60 745	119 578	76 394	–	43 184	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH <sup>2)</sup>	33 072	–	33 072	1 993	–	31 079	–
Prêts à vue et à court terme	1 673	–	1 673	–	–	1 673	–
<b>Total</b>	<b>244 950 \$</b>	<b>110 049 \$</b>	<b>354 999 \$</b>	<b>164 254 \$</b>	<b>8 228 \$</b>	<b>182 517 \$</b>	<b>– \$</b>

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons légales ou autres.

2) Ces titres hypothécaires, lesquels sont disponibles à la vente, sont pris en compte dans les prêts hypothécaires à l'habitation dans l'état de la situation financière.

## RAPPORT DE GESTION

Le sommaire du total des actifs liquides non grevés détenus par la banque société mère et ses succursales ainsi que par ses filiales au Canada et à l'étranger est présenté ci-dessous :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse (société mère)	136 626 \$	135 335 \$
Filiales de la Banque au Canada	12 454	13 871
Filiales de la Banque à l'étranger	35 243	33 311
<b>Total</b>	<b>184 323 \$</b>	<b>182 517 \$</b>

Le bassin de liquidités de la Banque est détenu dans diverses grandes monnaies, soit surtout le dollar canadien et le dollar américain. Comme il est expliqué ci-dessus, la grande majorité (81 %) des actifs liquides sont détenus par le siège social, les succursales et les filiales canadiennes de la Banque. Dans la mesure où une réserve de liquidités détenue dans une filiale de la Banque à l'étranger est exigée aux fins de la réglementation, on présume qu'elle n'est pas disponible pour le reste du groupe. On présume que les autres actifs liquides détenus par une filiale à l'étranger ne sont disponibles que dans de rares circonstances. La Banque surveille les niveaux minimaux de liquidités requis et d'actifs détenus par chaque entité ou dans chaque territoire, et elle veille au respect de ces exigences.

### Actifs grevés

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Des titres peuvent également être mis en pension. Le tableau qui suit présente le sommaire des actifs grevés et non grevés.

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2017						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie <sup>2)</sup>	Autres <sup>3)</sup>
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	39 499 \$	– \$	39 499 \$	– \$	7 198 \$	32 301 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	8 930	–	8 930	–	111	8 819	–
Métaux précieux	7 198	–	7 198	–	170	7 028	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	44 932	10 362	55 294	30 871	–	24 423	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	49 614	40 667	90 281	62 400	–	27 881	–
Autres titres liquides	63 928	62 724	126 652	75 634	–	51 018	–
Autres titres	2 843	4 083	6 926	3 220	–	–	3 706
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	34 082	–	34 082	2 751	–	31 331	–
Prêts à vue et à court terme	1 522	–	1 522	–	–	1 522	–
Autres prêts	458 413	–	458 413	5 546	58 954	11 976	381 937
Autres actifs financiers <sup>4)</sup>	149 231	(87 867)	61 364	3 820	–	–	57 544
Actifs non financiers	26 800	–	26 800	–	–	–	26 800
<b>Total</b>	<b>886 992 \$</b>	<b>29 969 \$</b>	<b>916 961 \$</b>	<b>184 242 \$</b>	<b>66 433 \$</b>	<b>196 299 \$</b>	<b>469 987 \$</b>

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie <sup>2)</sup>	Autres <sup>3)</sup>
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	35 396 \$	– \$	35 396 \$	– \$	7 917 \$	27 479 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	10 948	–	10 948	–	196	10 752	–
Métaux précieux	8 442	–	8 442	–	115	8 327	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	45 825	12 482	58 307	27 187	–	31 120	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	50 761	36 822	87 583	58 680	–	28 903	–
Autres titres liquides	58 833	60 745	119 578	76 394	–	43 184	–
Autres titres	5 007	4 149	9 156	3 615	–	–	5 541
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	33 072	–	33 072	1 993	–	31 079	–
Prêts à vue et à court terme	1 673	–	1 673	–	–	1 673	–
Autres prêts	464 840	–	464 840	5 934	60 311	11 596	386 999
Autres actifs financiers <sup>4)</sup>	151 916	(84 399)	67 517	5 316	–	–	62 201
Actifs non financiers	29 553	–	29 553	–	–	–	29 553
<b>Total</b>	<b>896 266 \$</b>	<b>29 799 \$</b>	<b>926 065 \$</b>	<b>179 119 \$</b>	<b>68 539 \$</b>	<b>194 113 \$</b>	<b>484 294 \$</b>

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons légales ou autres.

2) Actifs qui sont immédiatement disponibles comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités, y compris les emprunts de banques centrales immédiatement disponibles.

3) Autres actifs non grevés qui peuvent être utilisés comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement, mais que la Banque ne considère pas comme étant immédiatement disponibles. Ces autres actifs incluent les prêts, dont une partie peut être utilisée afin d'avoir accès aux facilités de banques centrales à l'extérieur du cours normal des activités ou pour s'assurer d'un financement garanti au moyen des programmes de financement garanti de la Banque.

4) Les titres reçus en garantie d'autres actifs financiers sont compris dans les titres liquides et autres titres.

Au 31 janvier 2017, les actifs grevés de la Banque totalisaient 251 milliards de dollars (248 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Des actifs non grevés restants de 666 milliards de dollars (678 milliards de dollars au 31 octobre 2016), une tranche de 196 milliards de dollars (194 milliards de dollars au 31 octobre 2016) était considérée comme étant immédiatement disponible comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités comme il est détaillé plus haut.

Aux termes de certains contrats dérivés négociés de gré à gré, la Banque devra fournir des garanties supplémentaires ou recevoir des garanties moindres si jamais ses cotes de crédit sont abaissées. La Banque détient suffisamment de biens pouvant être donnés en garantie pour s'acquitter de telles obligations si sa cote de crédit était abaissée par une ou plusieurs agences de notation. Au 31 janvier 2017, l'incidence défavorable potentielle qu'aurait une révision à la baisse d'un cran ou de deux crans de la cote de crédit de la Banque sur les garanties liées à ses dérivés, celle-ci devrait donner des garanties supplémentaires de 108 millions de dollars ou de 285 millions de dollars, respectivement.

Les actifs liquides grevés ne sont pas considérés comme étant disponibles pour la gestion de la liquidité. On considère que les actifs liquides utilisés pour couvrir les positions dérivées des portefeuilles de transaction ou aux fins de couverture sont disponibles pour la gestion de la liquidité s'ils réunissent les critères dont il est fait mention plus haut sous « Actifs liquides ».

## Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est fondé sur une grave crise de liquidité hypothétique qui durerait 30 jours, selon les hypothèses définies dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Le ratio de liquidité à court terme s'entend du ratio des actifs liquides de haute qualité par rapport aux sorties nettes de trésorerie. La Banque doit maintenir un ratio de liquidité à court terme d'au moins 100 %.

Les actifs liquides de haute qualité sont définis dans la ligne directrice *Normes de liquidité* et sont regroupés en trois grandes catégories, une décote différente étant appliquée à chacune pour parvenir aux montants inclus dans la valeur pondérée totale figurant dans le tableau suivant.

Les valeurs pondérées totales aux fins des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours suivants sont obtenues en appliquant des hypothèses précisées dans la ligne directrice *Normes de liquidité* à des éléments particuliers, notamment les prêts, les dépôts, les dettes arrivant à échéance, les transactions sur dérivés et les engagements de crédit.

Le tableau suivant présente le ratio de liquidité à court terme de la Banque pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, en fonction des positions de fin de journée moyennes pour les 62 jours ouvrables du trimestre.

	Valeur non pondérée totale (moyenne) <sup>1)</sup>	Valeur pondérée totale (moyenne) <sup>2)</sup>
<b>Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (en millions de dollars)</b>		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	<b>125 053 \$</b>
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :		
Dépôts stables	163 369 \$	11 137 \$
Dépôts moins stables	76 568	2 457
Dépôts moins stables	86 801	8 680
Financement de gros non garanti :		
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans des réseaux de coopératives	155 285	80 911
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	36 595	8 822
Dettes non garanties	97 368	50 767
Financement de gros garanti	21 322	21 322
Exigences supplémentaires :	*	32 498
Sorties de trésorerie associées aux dérivés et aux autres sûretés exigées	178 755	43 903
Sorties de trésorerie associées aux pertes de financements sur les produits de crédit	27 941	19 247
Facilités de crédit et de liquidité	6 243	6 243
Autres obligations de financement contractuelles	144 571	18 413
Autres obligations de financement conditionnelles <sup>3)</sup>	3 170	1 545
Total des sorties de trésorerie	436 415	7 165
	<b>* \$</b>	<b>177 159 \$</b>
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (ex. : prises en pension)	119 594 \$	27 682 \$
Entrées associées aux expositions parfaitement productives	22 503	13 994
Autres entrées de trésorerie	40 692	40 692
Total des entrées de trésorerie	<b>182 789 \$</b>	<b>82 368 \$</b>
		Valeur ajustée totale <sup>4)</sup>
<b>Total des actifs liquides de haute qualité</b>	*	<b>125 053 \$</b>
<b>Total des sorties nettes de trésorerie</b>	*	<b>94 791 \$</b>
<b>Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)</b>	*	<b>132 %</b>

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2016 (en millions de dollars)<sup>5)</sup>

Total des actifs liquides de haute qualité	*	136 401 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	107 822 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	127 %

\* La présentation de cette information n'est pas exigée aux termes de la ligne directrice.

1) Les valeurs non pondérées correspondent aux soldes impayés arrivant à échéance ou remboursables au gré de la Banque dans les 30 prochains jours.

2) Les valeurs pondérées correspondent aux soldes calculés après l'application de décotes aux actifs liquides de haute qualité ou de taux d'encaissement et de décaissement, conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

- 3) *Les valeurs non pondérées totales comprennent les facilités de liquidité et de crédit sans engagement, les garanties et lettres de crédit, les titres de créance en cours dont l'échéance est à plus de 30 jours et les autres sorties de trésorerie contractuelles.*
- 4) *La valeur ajustée totale correspond aux soldes calculés après l'application de décotes et de taux d'encaissement et de décaissement, ainsi que de tout plafond applicable.*
- 5) *En fonction des positions de fin de mois moyennes pour les mois d'août, de septembre et d'octobre 2016. Depuis le premier trimestre de 2017, le ratio de liquidité à court terme est déterminé en fonction d'une moyenne quotidienne.*

Les actifs liquides de haute qualité sont principalement composés d'actifs de niveau 1 (selon la ligne directrice Normes de liquidité) soit de trésorerie, de dépôts auprès de banques centrales, de réserves de banques centrales à la disposition de la Banque en période de tensions et de titres de capitaux propres ayant une pondération en fonction des risques de 0 %, selon la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.

L'augmentation du ratio de liquidité à court terme moyen de la Banque pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 par rapport à la moyenne du trimestre précédent est attribuable aux activités commerciales normales.

Les monnaies fonctionnelles importantes de la Banque sont le dollar canadien et le dollar américain. La Banque suit ses expositions importantes conformément à son cadre de gestion du risque de liquidité et à sa tolérance au risque.

## Financement

La Banque s'assure que ses sources de financement sont bien diversifiées, que les concentrations dans le financement sont régulièrement surveillées et analysées par types. Les sources de financement de la Banque sont le capital, les dépôts provenant des particuliers et des entreprises par l'intermédiaire de son réseau national et international de succursales, les dépôts d'autres institutions financières ainsi que les émissions de créances de gros.

Le capital et les dépôts de particuliers constituent des composantes clés du financement de base de la Banque, et ils s'établissaient à 266 milliards de dollars au 31 janvier 2017 et au 31 octobre 2016, l'autogénération de capital ayant été essentiellement annulée par les rachats d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Une partie des dépôts d'entreprises, particulièrement ceux dont la nature a trait aux opérations ou aux relations, sont considérés comme faisant partie du financement de base de la Banque. Aussi, le financement de base est accru par des émissions de créances de gros à plus long terme (échéance originale de plus de un an) de 134 milliards de dollars (141 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Les émissions de créances de gros à plus long terme comprennent des billets à moyen terme, des billets de dépôt, des titrisations de prêts hypothécaires, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées.

La Banque exerce des activités dans bon nombre de monnaies et de pays. Les monnaies les plus importantes pour le financement sont le dollar canadien et le dollar américain. En ce qui a trait aux activités de la Banque à l'extérieur du Canada, différentes stratégies de financement sont en place, en fonction de la nature des activités du pays en question. Dans les pays où la Banque exploite une filiale de succursales bancaires, la stratégie prévoit que cette filiale sera essentiellement autofinancée sur son marché local. Pour les autres filiales ou succursales à l'extérieur du Canada dont la capacité de collecte de dépôts locaux est insuffisante, le financement est assuré par l'intermédiaire des activités de financement de gros de la Banque.

L'objectif de financement global de la Banque consiste à atteindre un équilibre approprié entre le coût et la stabilité du financement. La diversification des sources de financement est un élément clé de cette stratégie.

La stratégie de diversification des créances de gros de la Banque passe en grande partie par les principaux centres de financement de gros de la Banque à Toronto, à New York, à Londres et à Singapour. Ces fonds sont pour l'essentiel libellés en dollars canadiens et en dollars américains. Au besoin, ces fonds font l'objet de swaps en vue de financer des actifs libellés dans différentes monnaies. La gestion de la stratégie de financement des centres de financement de gros et des risques connexes, comme le risque géographique et le risque de change, est centralisée dans le cadre de politiques et de limites qui sont approuvées par le conseil d'administration.

Dans le cadre normal de ses activités, la Banque se sert d'une combinaison d'instruments de financement de gros garantis et non garantis dans divers marchés. Le choix des instruments et du marché est fondé sur un certain nombre de facteurs, y compris les coûts relatifs et la capacité du marché ainsi que l'objectif de maintenir un éventail diversifié de sources de financement. Les conditions du marché peuvent évoluer au fil du temps, ce qui a une influence sur les coûts et la capacité pour certains marchés ou instruments. L'évolution des conditions du marché peut comprendre les périodes de crise pendant lesquelles la disponibilité du financement dans certains marchés ou instruments est limitée. Dans ces circonstances, la Banque se concentrerait davantage sur les sources de financement dans les marchés qui fonctionnent bien et sur les instruments de financement garantis. Pour faire face à une période de crise majeure au cours de laquelle toutes les sources de financement de gros seraient limitées, la Banque maintient une réserve d'actifs liquides afin de réduire son risque de liquidité. Cette réserve comprend de la trésorerie, des dépôts auprès de banques centrales et des titres.

Au Canada, la Banque obtient des créances de gros à court terme et à long terme au moyen d'émissions de billets de dépôt de premier rang non garantis. Des créances de gros à long terme additionnelles peuvent être générées par le programme préalable de titres de créance et de capitaux propres canadien de la Banque et par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation assurés canadiens par l'intermédiaire des programmes de titrisation de la SCHL (comme les Obligations hypothécaires du Canada), de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées de la Banque, de marges de crédit personnelles non garanties par l'intermédiaire du programme préalable de la Fiducie à terme de créances Hollis II et de créances sur cartes de crédit par l'intermédiaire du prospectus préalable de Trillium Credit Card Trust II. Bien que la Banque tienne compte des programmes de titrisation de la SCHL dans son analyse des émissions de créances de gros, cette source de financement n'est pas assujettie au risque de remboursement pouvant découler du financement obtenu sur les marchés des capitaux.

Ailleurs dans le monde, du financement de gros à court terme est obtenu au moyen de l'émission de certificats de dépôt négociables aux États-Unis, à Hong Kong et en Australie ainsi que de l'émission de papier commercial aux États-Unis. La Banque exploite des programmes de financement de gros à long terme inscrits aux États-Unis, comme son programme préalable de titres de créance et de capitaux propres inscrit auprès de la SEC, et des programmes non inscrits, notamment la titrisation de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust et la titrisation de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II. Le programme d'obligations sécurisées de la Banque est inscrit auprès du U.K. Listing Authority, et la Banque peut émettre des titres aux termes du programme en Europe, aux États-Unis, en Australie et en Suisse. La Banque obtient également du financement à long terme libellé en diverses monnaies par l'intermédiaire de son programme de billets à moyen terme australien, de son programme de billets à moyen terme européen et de son programme de billets à moyen terme singapourien. Le programme de billets à moyen terme européen de la Banque est inscrit auprès du U.K. Listing Authority, de la Bourse de Suisse et du marché obligataire de Tokyo à l'intention des opérateurs de marché, et son programme de billets à moyen terme singapourien est inscrit auprès de la Bourse de Singapour et de la Bourse de Taïwan.



Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles restantes du financement obtenu au moyen de sources de financement de gros. Dans l'état consolidé de la situation financière, ces passifs sont pour l'essentiel pris en compte au poste « Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ».

Financement de gros<sup>1)</sup>

Au 31 janvier 2017										
(en millions dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques <sup>2)</sup>	3 179 \$	326 \$	226 \$	37 \$	197 \$	3 965 \$	180 \$	147 \$	– \$	4 292 \$
Billets de dépôt au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	10 183	18 291	20 143	12 784	5 592	66 993	3 083	620	–	70 696
Papier commercial adossé à des actifs <sup>3)</sup>	2 438	4 914	1 616	–	–	8 968	–	–	–	8 968
Billets à moyen terme et billets de dépôt	1 999	2 502	3 626	3 875	3 810	15 812	20 595	31 078	9 132	76 617
Titres adossés à des actifs	–	12	17	75	2	106	1 406	1 311	367	3 190
Obligations sécurisées	–	2 626	–	–	2 657	5 283	3 430	17 506	1 318	27 537
Titrisations de prêts hypothécaires <sup>4)</sup>	–	663	950	1 047	569	3 229	2 300	7 418	3 889	16 836
Emprunts subordonnés <sup>5)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	125	8 617	8 742
Total des sources de financement de gros	17 799 \$	29 334 \$	26 578 \$	17 818 \$	12 827 \$	104 356 \$	30 994 \$	58 205 \$	23 323 \$	216 878 \$
Ventilation :										
Financement non garanti	15 361 \$	21 119 \$	23 995 \$	16 696 \$	9 599 \$	86 770 \$	23 858 \$	31 970 \$	17 749 \$	160 347 \$
Financement garanti	2 438	8 215	2 583	1 122	3 228	17 586	7 136	26 235	5 574	56 531

Au 31 octobre 2016										
(en millions dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques <sup>2)</sup>	2 958 \$	571 \$	187 \$	148 \$	31 \$	3 895 \$	103 \$	149 \$	– \$	4 147 \$
Billets de dépôt au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	11 434	16 838	25 324	8 181	7 357	69 134	3 151	333	–	72 618
Papier commercial adossé à des actifs <sup>3)</sup>	2 625	3 978	1 906	–	–	8 509	–	–	–	8 509
Billets à moyen terme et billets de dépôt	1 573	5 700	4 576	3 681	3 962	19 492	21 935	31 195	7 576	80 198
Titres adossés à des actifs	–	451	25	26	189	691	1 218	1 555	417	3 881
Obligations sécurisées	–	3 353	2 707	–	–	6 060	3 413	19 160	1 381	30 014
Titrisations de prêts hypothécaires <sup>4)</sup>	–	1 376	663	950	1 063	4 052	2 102	7 834	3 782	17 770
Emprunts subordonnés <sup>5)</sup>	22	30	62	1	3	118	–	109	8 767	8 994
Total des sources de financement de gros	18 612 \$	32 297 \$	35 450 \$	12 987 \$	12 605 \$	111 951 \$	31 922 \$	60 335 \$	21 923 \$	226 131 \$
Ventilation :										
Financement non garanti	15 987 \$	23 139 \$	30 149 \$	12 011 \$	11 353 \$	92 639 \$	25 189 \$	31 786 \$	16 343 \$	165 957 \$
Financement garanti	2 625	9 158	5 301	976	1 252	19 312	6 733	28 549	5 580	60 174

1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de pension sur titres et des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans les tableaux sur les échéances contractuelles plus loin. Les montants sont fondés sur la durée à courir jusqu'à l'échéance.

2) Ne comprend que des dépôts de banques commerciales obtenus par la division Trésorerie du Groupe.

3) Les sources de financement de gros excluent aussi le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») émis par certains fonds multicédants de PCAA qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

4) Correspond aux prêts hypothécaires à l'habitation financés aux termes de programmes parrainés par un organisme gouvernemental fédéral canadien. Le financement disponible aux termes de ces programmes n'a aucune incidence sur la capacité de financement de la Banque en son propre nom.

5) Bien que les débentures subordonnées soient une composante des fonds propres réglementaires, elles sont incluses dans ce tableau conformément aux recommandations en matière de présentation du GTDAR.

En règle générale, le financement de gros est assujéti à un risque de remboursement plus élevé dans une situation critique que d'autres sources de financement. La Banque atténue ce risque au moyen de la diversification du financement, d'un engagement continu auprès des investisseurs et du maintien d'un important bassin d'actifs liquides non grevés. Au 31 janvier 2017, les actifs liquides non grevés de 184 milliards de dollars (183 milliards de dollars au 31 octobre 2016) étaient largement supérieurs au financement de gros venant à échéance dans les 12 prochains mois.

## Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances des actifs et des passifs ainsi que les engagements hors bilan au 31 janvier 2017, en fonction des dates d'échéance contractuelle. Du point de vue du risque de liquidité, la Banque tient compte de facteurs autres que les échéances contractuelles lorsqu'elle évalue les actifs liquides ou les flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, pour les titres ayant une échéance déterminée, la capacité de générer des liquidités au moyen de ces titres et le délai connexe sont des facteurs plus importants que l'échéance contractuelle au regard de la gestion des liquidités. Pour les autres actifs et dépôts, la Banque pose des hypothèses quant aux taux de refinancement lorsqu'elle évalue le risque de liquidité normal et le risque de liquidité ayant subi une simulation de crise. Dans un même ordre d'idées, la Banque a recours à des hypothèses lorsqu'elle évalue les prélèvements potentiels au titre des engagements de crédit selon divers scénarios.

Au 31 janvier 2017

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 3 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	38 870 \$	1 107 \$	245 \$	118 \$	689 \$	365 \$	497 \$	80 \$	13 656 \$	55 627 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	6 055	6 125	3 276	1 823	4 068	4 585	15 043	20 176	45 367	106 518
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	221	–	–	15	–	–	236
Titres pris en pension et titres empruntés	74 771	17 172	4 052	606	716	10	–	–	–	97 327
Instruments financiers dérivés	2 179	2 373	1 742	1 384	1 763	3 096	7 859	14 567	–	34 963
Titres de placement – disponibles à la vente	2 485	5 041	4 791	1 459	1 385	8 166	20 095	5 363	2 426	51 211
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	870	261	491	990	1 812	4 161	12 637	288	–	21 510
Prêts	23 518	24 069	26 206	23 468	25 576	81 810	191 067	30 648	50 991	477 353
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 506	5 102	10 643	10 633	8 456	48 540	117 064	19 462	1 679 <sup>1)</sup>	224 085
Prêt aux entreprises et aux administrations publiques	3 839	1 951	3 277	2 840	3 048	10 407	19 504	4 856	48 488	98 210
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 508)	(4 508)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 998	1 976	129	6	76	–	–	–	–	11 185
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	31 062	31 062
<b>Total des actifs</b>	<b>157 746 \$</b>	<b>58 124 \$</b>	<b>40 932 \$</b>	<b>30 075 \$</b>	<b>36 085 \$</b>	<b>102 193 \$</b>	<b>247 213 \$</b>	<b>71 122 \$</b>	<b>143 502 \$</b>	<b>886 992 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts	56 823 \$	53 892 \$	44 014 \$	27 784 \$	25 173 \$	49 847 \$	71 932 \$	14 268 \$	260 965 \$	604 698 \$
Particuliers	6 875	6 822	8 263	6 325	8 691	15 362	14 747	645	131 415	199 145
Autres que de particuliers	49 948	47 070	35 751	21 459	16 482	34 485	57 185	13 623	129 550	405 553
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	2	2	107	1 200	370	–	1 681
Acceptations	8 998	1 976	129	6	76	–	–	–	–	11 185
Obligations liées aux titres vendus à découvert	70	293	436	79	28	2 372	6 758	10 368	5 977	26 381
Instruments financiers dérivés	2 164	2 879	1 801	1 400	2 112	3 673	9 362	15 866	–	39 257
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	89 644	5 254	3 646	2 281	12	–	–	–	–	100 837
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 507	–	7 507
Autres passifs	1 099	806	603	368	128	1 601	2 269	3 818	26 922	37 614
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	57 832	57 832
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>158 798 \$</b>	<b>65 100 \$</b>	<b>50 629 \$</b>	<b>31 920 \$</b>	<b>27 531 \$</b>	<b>57 600 \$</b>	<b>91 521 \$</b>	<b>52 197 \$</b>	<b>351 696 \$</b>	<b>886 992 \$</b>
<b>Engagements hors bilan</b>										
Contrats de location simple	29 \$	60 \$	87 \$	86 \$	83 \$	291 \$	633 \$	516 \$	– \$	1 785 \$
Engagements de crédit <sup>3)</sup>	4 548	8 700	15 559	16 048	15 426	18 020	85 792	12 461	–	176 554
Garanties financières <sup>4)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	35 082	35 082
Obligations d'impartition	18	36	50	49	50	165	108	–	1	477

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent le montant en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

Au 31 octobre 2016

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	37 703 \$	1 071 \$	320 \$	237 \$	1 198 \$	932 \$	537 \$	38 \$	12 750 \$	54 786 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	8 579	7 984	2 485	2 754	2 762	4 683	17 149	20 109	42 056	108 561
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	–	205	–	16	–	–	221
Titres pris en pension et titres empruntés	70 343	13 250	6 156	1 541	839	–	–	–	–	92 129
Instruments financiers dérivés	2 311	3 041	1 210	1 218	900	3 694	9 986	19 297	–	41 657
Titres de placement – disponibles à la vente	1 933	4 088	3 265	2 641	1 301	5 666	23 587	5 945	2 083	50 509
Titres de placement – détenus jusqu'à l'échéance	207	439	1 162	522	1 003	4 347	14 434	296	–	22 410
Prêts	23 431	24 057	26 091	25 375	26 331	81 473	190 391	31 851	51 164	480 164
Prêts hypothécaires à l'habitation	3 382	5 485	8 771	12 693	10 796	48 038	112 675	19 265	1 783 <sup>1)</sup>	222 888
Prêts personnels et sur cartes de crédit	2 790	2 484	2 902	3 154	2 777	10 277	20 914	5 813	48 391	99 502
Prêt aux entreprises et aux administrations publiques	17 259	16 088	14 418	9 528	12 758	23 158	56 802	6 773	5 616 <sup>2)</sup>	162 400
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 626)	(4 626)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 899	1 816	248	9	6	–	–	–	–	11 978
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	33 851	33 851
<b>Total des actifs</b>	<b>154 406 \$</b>	<b>55 746 \$</b>	<b>40 937 \$</b>	<b>34 297 \$</b>	<b>34 545 \$</b>	<b>100 795 \$</b>	<b>256 100 \$</b>	<b>77 536 \$</b>	<b>141 904 \$</b>	<b>896 266 \$</b>

**Passifs et capitaux propres**

Dépôts	55 066 \$	59 091 \$	55 977 \$	24 792 \$	22 794 \$	50 504 \$	75 096 \$	13 125 \$	255 432 \$	611 877 \$
Particuliers	6 944	8 892	9 131	7 392	6 501	15 206	16 317	549	128 370	199 302
Autres que de particuliers	48 122	50 199	46 846	17 400	16 293	35 298	58 779	12 576	127 062	412 575
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	4	–	–	3	110	1 038	304	–	1 459
Acceptations	9 899	1 816	248	9	6	–	–	–	–	11 978
Obligations liées aux titres vendus à découvert	80	200	388	897	22	2 755	4 544	9 039	5 387	23 312
Instruments financiers dérivés	1 711	2 237	1 399	1 399	1 035	4 267	10 473	19 866	–	42 387
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	87 130	7 050	215	335	2 352	1	–	–	–	97 083
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 633	–	7 633
Autres passifs	568	819	591	316	550	1 434	2 432	4 094	31 912	42 716
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>57 821</b>	<b>57 821</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>154 454 \$</b>	<b>71 217 \$</b>	<b>58 818 \$</b>	<b>27 748 \$</b>	<b>26 762 \$</b>	<b>59 071 \$</b>	<b>93 583 \$</b>	<b>54 061 \$</b>	<b>350 552 \$</b>	<b>896 266 \$</b>

**Engagements hors bilan**

Contrats de location simple	28 \$	60 \$	88 \$	85 \$	83 \$	291 \$	631 \$	536 \$	– \$	1 802 \$
Engagements de crédit <sup>3)</sup>	5 081	5 170	12 498	15 381	20 870	15 723	93 842	5 680	–	174 245
Garanties financières <sup>4)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	35 297	35 297
Obligations d'impartition	17	35	50	49	49	197	114	–	1	512

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent le montant en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

**Notations de crédit**

Les notations de crédit sont l'un des facteurs qui ont une incidence sur la capacité de la Banque d'accéder aux marchés financiers et sur les coûts d'emprunt, ainsi que sur les modalités selon lesquelles la Banque peut conclure des opérations sur des instruments dérivés ou des opérations de couverture et obtenir des emprunts connexes. Les notations de crédit et la perspective qu'attribuent les agences de notation à la Banque sont fondées sur leurs propres opinions et méthodes.

Les notations de crédit de la Banque n'ont subi aucune modification au cours du trimestre. La Banque bénéficie toujours de notations de crédit élevées. Ses notations de crédit sont les suivantes : AA par DBRS, Aa3 par Moody's, AA- par Fitch et A+ par Standard & Poor's (S&P). Fitch et S&P attribuent une perspective « stable » à la Banque, alors que DBRS et Moody's maintiennent leur perspective « négative » à l'égard de toutes les banques canadiennes, citant l'incertitude entourant le projet de régime de recapitalisation interne des créances non garanties de premier rang mis de l'avant par le gouvernement fédéral, afin de refléter la probabilité accrue que ces créances donnent lieu à des pertes dans le cas improbable d'un scénario de crise.

## Situation financière

Au 31 janvier 2017, le total des actifs de la Banque s'élevait à 887 milliards de dollars, en baisse de 9 milliards de dollars ou de 1 % par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des actifs s'est accru de 6 milliards de dollars.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres institutions financières ont augmenté de 2 milliards de dollars, essentiellement du fait de la hausse des soldes auprès de la Réserve fédérale américaine. Les titres pris en pension et titres empruntés se sont accrus de 5 milliards de dollars.

Les actifs détenus à des fins de transaction ont diminué de 2 milliards de dollars ou de 2 % par rapport à ceux au 31 octobre 2016, ce qui traduit d'abord et avant tout la baisse des prêts détenus à des fins de transaction et l'incidence défavorable de la conversion des devises, facteurs neutralisés en partie par la hausse des titres détenus à des fins de transaction.

Les titres de placement sont demeurés stables par rapport au 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, les titres de placement ont augmenté de 2 milliards de dollars. Au 31 janvier 2017, le profit latent sur les titres disponibles à la vente, compte tenu de l'incidence des couvertures admissibles, a diminué de 67 millions de dollars pour s'établir à une perte latente de 41 millions de dollars, ce qui est d'abord et avant tout attribuable à la baisse de la juste valeur des obligations du gouvernement des États-Unis, qui reflète l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, ainsi qu'aux profits réalisés au cours du trimestre.

Les prêts ont régressé de 3 milliards de dollars ou de 1 % depuis le 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, les prêts ont augmenté de 3 milliards de dollars. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 2 milliards de dollars, surtout au Canada et en Amérique latine. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 1 milliard de dollars.

Les instruments dérivés ont fléchi de 7 milliards de dollars, d'abord et avant tout du fait de la baisse des montants évalués à la valeur de marché liés aux contrats de change. Les autres actifs ont diminué de 2 milliards de dollars, essentiellement en raison de la baisse des exigences de marge pour les dérivés.

Les passifs totalisaient 829 milliards de dollars au 31 janvier 2017, en baisse de 9 milliards de dollars ou de 1 % par rapport à ceux au 31 octobre 2016. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des passifs a augmenté de 6 milliards de dollars.

Le total des dépôts a affiché une baisse de 7 milliards de dollars. Après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises, le total des dépôts a progressé de 3 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers ont augmenté de 1 milliard de dollars, principalement au Canada et en Amérique latine, alors que les dépôts d'autres institutions financières ont progressé de 2 milliards de dollars, essentiellement au Canada.

Les obligations relatives aux titres vendus à découvert ont monté de 3 milliards de dollars. Les obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés ont augmenté de 4 milliards de dollars, ce qui correspond à une hausse de 6 milliards de dollars après ajustement pour exclure l'incidence de la conversion des devises. Ces hausses correspondent en grande partie à l'augmentation des titres détenus à des fins de transaction et des titres pris en pension. Les passifs dérivés ont fléchi de 3 milliards de dollars, essentiellement du fait des positions sur produits de base de moindre envergure et des fluctuations des évaluations à la valeur de marché. Les autres passifs ont diminué de 5 milliards de dollars, ce qui traduit en grande partie la baisse des certificats d'or et d'argent.

Le total des capitaux propres a progressé de 11 millions de dollars depuis le 31 octobre 2016. Cette augmentation traduit le bénéfice de 2 009 millions de dollars comptabilisé pour l'exercice à l'étude, diminué des dividendes payés de 934 millions de dollars, du rachat d'actions privilégiées de 345 millions de dollars et de la perte de 669 millions de dollars inscrite au titre des autres éléments du résultat global, en grande partie du fait de la baisse des profits de change latents sur les placements de la Banque dans ses établissements à l'étranger. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le fléchissement de l'obligation nette au titre des prestations de retraite découlant de la hausse des taux pratiqués.

## Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément au cadre de gestion du capital présenté aux pages 31 à 42 du rapport annuel 2016 de la Banque. Nous suivons également l'évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires et nous nous préparons en conséquence afin d'assurer notre conformité avec celles-ci.

## Exigences de fonds propres réglementaires aux termes de Bâle III

Les nouvelles exigences du BSIF suivantes, qui ont été adoptées pour le trimestre écoulé, n'ont pas eu d'incidence importante sur les ratios de fonds propres de la Banque.

- *Normes de fonds propres sur les prêts non assurés garantis par un immeuble résidentiel* – Les nouvelles normes en matière de pertes en cas de défaut (« PCD ») aux termes de l'approche fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée ») proposent un plancher sensible au risque qui est lié à la hausse des prix des habitations à l'échelle locale ou au prix des habitations qui sont élevés par rapport aux revenus des emprunteurs. Les changements s'appliquent désormais à tous les nouveaux montages, refinancements et renouvellements de prêts hypothécaires non assurés garantis par des biens immobiliers.
- *Application des exigences de réserve anticyclique internationale du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire* – Pour l'heure, seuls trois territoires internationaux appliquent une réserve anticyclique. L'exposition de la Banque à ces trois territoires est négligeable.
- *Approche de mesure avancée pour le calcul des actifs pondérés en fonction du risque d'exploitation* – Dans le cadre de l'approche de mesure avancée, la mesure des fonds propres réglementaires reflète plus directement le risque d'exploitation de la Banque grâce à l'utilisation d'un modèle de distribution des pertes qui fait appel aux pertes internes, aux pertes externes, à l'analyse de scénarios et à d'autres ajustements afin de calculer les fonds propres réglementaires relatifs au risque d'exploitation.

## Ratios de fonds propres

Les diverses mesures des fonds propres réglementaires de la Banque se composaient de ce qui suit :

	Aux	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
(en millions de dollars)	Adoption tout compris	Adoption tout compris
Actions ordinaires et assimilées de T1	40 540 \$	39 989 \$
Fonds propres de T1	45 247	45 066
Fonds propres réglementaires totaux	53 400	53 330
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 <sup>1)</sup>	359 611 \$	364 048 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 <sup>1)</sup>	359 942	364 504
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres <sup>1)</sup>	360 208	364 894
Ratios de fonds propres (en %)		
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,3	11,0
Ratio de T1	12,6	12,4
Ratio total des fonds propres	14,8	14,6
Levier		
Exposition du ratio de levier	1 005 757 \$	1 010 987 \$
Ratio de levier (en %)	4,5	4,5

1) Les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio des fonds propres de T1 et le ratio total des fonds propres, respectivement, aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit s'établissaient à 0,72, à 0,77 et à 0,81, respectivement, en 2017 (0,64, 0,71 et 0,77, respectivement, au 31 octobre 2016).

La Banque maintient toujours une solide situation de trésorerie. Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque a atteint 11,3 %, en hausse de 30 points de base par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la forte autogénération de capital, de la gestion prudente de la croissance des actifs de même que de l'incidence favorable de la hausse des taux d'actualisation des passifs des régimes de retraite et de la hausse du rendement des actifs des régimes.

Au 31 janvier 2017, le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1, le ratio total des fonds propres et le ratio de levier aux termes des dispositions d'adoption tout compris de Bâle III dépassaient amplement les exigences minimales.

## Variation des fonds propres réglementaires

Au 31 janvier 2017, les actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissaient à 40,5 milliards de dollars, en hausse de quelque 0,5 milliard de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique d'abord et avant tout par l'autogénération de capital de 1,0 milliard de dollars, neutralisée en partie par le fléchissement du cumul des autres éléments du résultat global de 0,5 milliard de dollars, compte non tenu de l'incidence des couvertures de flux de trésorerie.

Le ratio des fonds propres de T1 et le ratio total des fonds propres ont également bénéficié des changements susmentionnés, contrebalancés en partie par le rachat de 345 millions de dollars d'actions privilégiées non admissibles qui ne sont pas assorties des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») aux termes de Bâle III et par le retrait graduel d'une tranche additionnelle de 10 % d'actions privilégiées non admissibles.

## Actifs pondérés en fonction des risques

Les actifs pondérés en fonction des risques au titre des actions ordinaires et assimilées de T1 ont diminué de 4,4 milliards de dollars ou de 1,2 % au cours du trimestre pour s'établir à 359,6 milliards de dollars, essentiellement du fait du raffermissement du dollar canadien, annulé en partie par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques de crédit et d'exploitation.

## Informations à fournir sur les banques d'importance systémique mondiale (BIS<sup>m</sup>)

En 2013, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), de concert avec le Conseil de stabilité financière (le « FSB »), a publié un document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes*, qui évalue l'importance systémique des banques au regard du système financier mondial et de l'ensemble de l'économie. Les banques dont l'exposition du ratio de levier aux termes de Bâle III est supérieure à 200 milliards d'euros ou celles classées comme étant une BIS<sup>m</sup> au cours de la dernière année sont tenues de participer au sondage annuel.

Le CBCB définit les indicateurs des BIS<sup>m</sup> comme étant la taille des banques, leur interdépendance, l'infrastructure financière pour les services qu'elles fournissent, leur activité transfrontalière et leur complexité. Par conséquent, les indicateurs des BIS<sup>m</sup> fournis ci-après sont calculés selon des instructions précises données par le CBCB et pourraient ne pas être directement comparables aux autres informations présentées.

Selon la plus récente évaluation que le FSB a communiquée en novembre 2016, la Banque n'était pas considérée comme une BIS<sup>m</sup> d'après les indicateurs au 31 octobre 2015. Elle est toutefois tenue de présenter la valeur de ses indicateurs, conformément au document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles*, révisé par le BSIF en 2015. Les informations figurant ci-après sont présentées en date des 31 octobre 2016 et 2015.

Aux 31 octobre et pour les exercices clos à ces dates (en millions de dollars)<sup>1)</sup>

Catégorie <sup>2)</sup>	Indicateur <sup>2)</sup>	2016	2015
Activité transfrontalière	Créances transfrontalières	374 813 \$	377 002 \$
	Passifs transfrontaliers	302 569	296 266
Taille	Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 023 953	992 591
Interdépendance	Actifs dans le système financier	104 838	134 859
	Passifs dans le système financier	65 522	62 395
	Titres en circulation	278 032	264 446
Substituabilité/ infrastructure financière	Activité de paiement	14 609 548	13 645 943
	Actifs sous garde	267 669	262 976
	Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	55 247	51 001
Complexité	Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	3 666 271	4 646 428
	Titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	42 980	43 938
	Actifs de niveau 3	2 246	3 190

1) Les informations sont fondées sur la définition réglementaire de la consolidation.

2) Selon la définition donnée dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes*, publié par le CBCB en juillet 2013.

## Évolution des indicateurs de BIS<sup>m</sup>

En 2016, le notionnel des dérivés de gré à gré a diminué, essentiellement en raison de la baisse des volumes de contrats sur taux d'intérêt. Les activités de paiement se sont accrues, en grande partie du fait de la hausse des volumes de paiements en euros et en livres sterling. Les autres fluctuations d'un exercice à l'autre reflètent principalement l'évolution des activités commerciales et la conversion des devises.

## Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 31 mai 2016, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités, aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre prendront fin à la plus rapprochée des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre; ii) lorsque la Banque fournira un avis de résiliation; ou iii) le 1<sup>er</sup> juin 2017. La Banque consultera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, la Banque a racheté et annulé 2 millions d'actions ordinaires au prix de 68,95 \$ l'action dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant total d'environ 138 millions de dollars, aux termes d'un accord privé avec un vendeur tiers sans lien de dépendance, les actions ayant été rachetées à escompte par rapport au cours de l'action ordinaire à la TSX en vigueur à la date de rachat. La Banque avait annoncé son intention de racheter jusqu'à 3 millions d'actions ordinaires aux termes d'un accord privé le 6 janvier 2017. Aucune autre action n'a été rachetée aux termes de l'offre de rachat dans le cours normal des activités depuis son entrée en vigueur, le 2 juin 2016.

## Dividende sur les actions ordinaires

Lors de sa réunion du 27 février 2017, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,76 \$ par action, ce qui représente une hausse de 0,02 \$ par action. Ce dividende trimestriel sera versé le 26 avril 2017 aux actionnaires inscrits le 4 avril 2017.

## Instruments financiers

En raison de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent une part importante de l'état de la situation financière de la Banque et ils font partie intégrante de ses activités. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures du risque sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque », à la page 6. Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont décrites à la page 153 du rapport annuel 2016 de la Banque.

La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données servant à l'évaluation lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation appropriés. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements peut avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers qui sont comptabilisés. Pendant le trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont, en règle générale, découlé d'une conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Bon nombre d'instruments financiers sont des produits négociés comme les dérivés, et ils le sont généralement aux termes d'accords généraux de compensation standards de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») avec les contreparties, lesquels prévoient le règlement net unique de l'ensemble des opérations couvertes par l'accord en cas de défaut ou de résiliation anticipée d'une opération. Les accords de l'ISDA sont fréquemment assortis d'une annexe sur le soutien du crédit (« ASC ») de l'ISDA, dont les modalités peuvent varier en fonction de l'opinion qu'a chaque partie de la solvabilité de l'autre. Les ASC peuvent exiger qu'une partie nantisse une marge initiale au début de chaque opération. Elles prévoient aussi la possibilité de faire un appel de marge de variation si le risque total lié à l'évaluation à la valeur de marché et non garanti dépasse un seuil préétabli. Une marge de variation peut être unilatérale (ce qui signifie que seule une partie est appelée à fournir une garantie) ou bilatérale (ce qui signifie que l'une ou l'autre des parties peut fournir une garantie, selon celle qui est dans le cours). L'ASC détaillera également les types de garanties que chaque partie juge acceptables et les quotités qui s'appliqueront à chaque type de garanties. Les modalités de l'accord général de compensation de l'ISDA et des ASC sont prises en compte dans le calcul du risque de crédit de contrepartie (se reporter également à la page 73 du rapport annuel 2016 de la Banque).

Au 31 janvier 2017, les montants notionnels des instruments dérivés totalisaient 3 758 milliards de dollars, contre 3 895 milliards de dollars au 31 octobre 2016. La variation trimestrielle traduit en grande partie l'incidence de la conversion des devises et la baisse du volume de contrats de taux d'intérêt, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du volume de dérivés sur marchandises et sur actions. Le montant notionnel total des dérivés négociés de gré à gré s'établissait à 3 505 milliards de dollars (3 666 milliards de dollars au 31 octobre 2016), dont une tranche de 1 972 milliards de dollars a été réglée par l'intermédiaire de contreparties centrales au 31 janvier 2017 (2 110 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Le risque de crédit équivalent, compte tenu des accords généraux de compensation, se chiffrait à 32,8 milliards de dollars, contre 33,4 milliards de dollars au 31 octobre 2016. La baisse est largement attribuable à l'incidence de la conversion des devises, contrebalancée en partie par la hausse généralisée des volumes.

## Principaux instruments de crédit

Une analyse complète des principaux instruments de crédit que les marchés considéraient, durant la crise financière, comme présentant des risques plus élevés est présentée à la page 46 du rapport annuel 2016 de la Banque. Les expositions nettes de la Banque sont demeurées essentiellement les mêmes qu'à la clôture de l'exercice précédent.

## Arrangements ne figurant pas à l'état de la situation financière

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle consolide ou qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur sa performance financière ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent aux catégories suivantes : les entités structurées, les titrisations et les garanties et autres engagements.

Pendant le trimestre à l'étude, la Banque n'a contracté aucune obligation contractuelle importante avec les entités structurées autrement que dans le cours normal de ses activités. Les processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels sont demeurés inchangés depuis l'exercice précédent.

Pour une analyse complète de ces types d'arrangements, il y a lieu de se reporter aux pages 42 à 44 du rapport annuel 2016 de la Banque.

## Entités structurées

La Banque parraine deux fonds multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces fonds multicédants achètent des actifs financiers de première qualité et financent l'achat de ces actifs au moyen de l'émission de papier commercial bénéficiant d'une cote élevée.

Bien que la Banque détienne le pouvoir sur les activités pertinentes de ces fonds, son exposition à la variabilité des rendements est limitée; par conséquent, elle ne consolide pas les deux fonds multicédants établis au Canada.

Une tranche importante des actifs des fonds multicédants a été structurée de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par les fonds multicédants est financé par une facilité de trésorerie de sûreté fournie par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs liquides (« CAAL »). L'objet premier des facilités de trésorerie de sûreté consiste à fournir une source de financement de rechange dans l'éventualité où les fonds multicédants se trouveraient dans l'incapacité d'émettre du papier commercial sur le marché. Aux termes de la CAAL, la Banque n'est habituellement pas tenue d'acheter des actifs en situation de défaut.

La principale exposition de la Banque aux fonds multicédants établis au Canada découle du concours de trésorerie fourni, le total des facilités de trésorerie s'étant établi à 5,9 milliards de dollars au 31 janvier 2017 (5,8 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Au 31 janvier 2017, le total du papier commercial en circulation relativement à ces fonds multicédants se chiffrait à 4,4 milliards de dollars (4,4 milliards de dollars au 31 octobre 2016). Au 31 janvier 2017, les actifs financés achetés et détenus par ces fonds multicédants présentés à leur coût initial s'élevaient à 4,4 milliards de dollars (4,4 milliards de dollars au 31 octobre 2016). La juste valeur de ces actifs se rapproche de leur coût initial. Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition ou le profil de risque de ces fonds multicédants depuis le 31 octobre 2016.

## Autres arrangements ne figurant pas à l'état de la situation financière

Dans l'ensemble, le montant des garanties et des autres engagements indirects est demeuré stable par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2016. La hausse des garanties et des engagements non prélevés a été neutralisée en partie par la baisse des activités de prêt de titres. Les commissions tirées des garanties et des engagements de prêts inscrites sous forme de commissions de crédit sous « Revenus autres que d'intérêts – Services bancaires » se sont établies à 148 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, comparativement à 147 millions de dollars pour le trimestre précédent.

## Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque continue de réagir aux faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale, comme les exigences en matière de fonds propres et de liquidités aux termes des normes mondiales établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« Bâle III »), les réformes des dérivés négociés hors Bourse, les mesures de protection des consommateurs et les réformes financières ciblées, notamment la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la « loi Dodd-Frank »). La Banque continue de surveiller activement l'évolution de ces sujets et d'autres questions, et elle s'efforce de minimiser leur incidence sur ses activités, s'il en est.

## Régime de recapitalisation des banques

Le 22 juin 2016, le gouvernement fédéral a promulgué une loi portant sur la mise en place d'un régime de « recapitalisation interne », conformément à des règlements d'application de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* qui n'ont pas encore été prescrits (les « règlements d'application de la Loi sur la SADC »), visant les six principales banques canadiennes, y compris La Banque de Nouvelle-Écosse, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure (« BIS<sup>i</sup> »). Le régime de recapitalisation interne vise à assurer, dans le cas peu probable où une BIS<sup>i</sup> ferait faillite, que ses actionnaires et ses créanciers (autres que les déposants), et non les contribuables, seraient responsables des risques de l'institution. Les actions et les passifs sujets à conversion, ainsi que les modalités de cette conversion, seront établis dans les règlements d'application de la Loi sur la SADC. Les BIS<sup>i</sup> seraient également soumises à des exigences en matière de capacité d'absorption minimales visant à assurer qu'elles sont en mesure de résister à des pertes importantes et d'être bien capitalisées à l'issue d'une conversion, ainsi qu'à des exigences d'information et de présentation exhaustives. Le régime ne s'appliquerait qu'aux actions et aux passifs admissibles émis après la mise en œuvre du régime proposé et ne viserait pas de manière rétroactive la dette en cours. La version définitive du régime de recapitalisation interne proposé n'a pas encore été arrêtée, les détails seront, pour l'essentiel, fixés dans les règlements d'application de la Loi sur la SADC et le calendrier de mise en œuvre n'a pas encore été établi. Toutefois, les changements proposés pourraient avoir une incidence défavorable sur le coût du financement de la Banque.

## Règles à l'égard des arrangements de capitaux propres synthétiques

Les règles à l'égard des arrangements de capitaux propres synthétiques, qui modifient dans certains cas la déductibilité fiscale de certains dividendes au Canada, ne devraient pas influencer de manière importante sur les résultats financiers globaux de la Banque.

## Loi Dodd-Frank

Promulguée aux États-Unis en juillet 2010, la loi Dodd-Frank prévoit de nombreuses réformes générales du secteur des services financiers. Ces réformes touchent toutes les institutions financières américaines et bon nombre d'institutions financières exerçant des activités hors de ce pays. Certaines parties de la loi Dodd-Frank ont pris effet immédiatement et plusieurs autres sont entrées en vigueur par suite de périodes de transition ou de l'établissement de règles définitives. La prise d'effet de certaines parties est toujours tributaire de l'établissement de règles définitives par les organismes gouvernementaux américains ou de l'écoulement de périodes de transition. La Banque est assujettie à diverses exigences spécifiques, notamment : i) la compensation, la présentation d'information sur les opérations et l'inscription obligatoires des activités de transaction sur dérivés de gré à gré; ii) des normes prudentielles et des normes de fonds propres et de liquidité resserrées, comme les normes prudentielles plus strictes et les exigences portant sur l'application anticipée de mesures correctives figurant dans les articles 165 et 166 de la loi Dodd-Frank; iii) des exigences en matière de conservation du risque, qui sont entrées en vigueur en décembre 2016 et s'appliquent aux commanditaires des titres et des titrisations adossés à des actifs; et iv) des restrictions ayant trait aux activités de négociation pour compte propre et aux activités visant des fonds de placement privés et des fonds de couverture, ces exigences étant mieux connues sous le nom de « règle Volcker ». La Banque continue de mobiliser les ressources nécessaires pour s'assurer qu'elle respecte les exigences en conformité avec toutes les règles applicables aux termes de la loi Dodd-Frank. La Banque suit l'évolution de la situation en continu de manière à anticiper l'établissement de règles qui pourraient se répercuter sur ses activités aux États-Unis et ailleurs, y compris les changements futurs aux lois et règlements qui pourraient être adoptés par la nouvelle administration américaine.

## Réforme des dérivés négociés hors Bourse

Les organismes de réglementation internationaux étudient la pertinence d'adopter des exigences de fonds propres pour les courtiers en dérivés, et de nombreux territoires, dont le Canada, l'Europe et les États-Unis, ont adopté des exigences de marge pour les dérivés non compensés centralement. En mars 2015, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et l'Organisation internationale des commissions de valeurs ont publié un cadre établissant des normes minimales en matière d'exigences de marge pour les dérivés non compensés centralement à l'intention des entités financières et des entités non financières d'importance systémique (le « cadre du CBCB »). Le 29 février 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») a publié la version définitive de la ligne directrice E-22, mettant en œuvre le cadre du CBCB à l'intention des institutions financières fédérales. La ligne directrice entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016, la conformité devant être introduite progressivement sur une période de quatre ans, conformément au cadre du CBCB, et les exigences de marge sont conçues de manière à être coordonnées avec les règles sur les activités transfrontalières établies aux États-Unis, dans l'Union européenne et dans d'autres territoires pertinents. Les règles de marge exigent l'échange de marges de variation et de marges initiales, ces deux mesures étant conçues pour assurer la bonne exécution des opérations sur dérivés non compensés centralement entre entités visées. La Banque sera assujettie aux règles de marge de variation à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017 et aux règles de marge initiale au plus tôt le 1<sup>er</sup> septembre 2018 et au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2019. En février 2017, différents organismes de réglementation dont le conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve, la CFTC, les Autorités européennes de surveillance et le BSIF ont publié des directives concernant la mise en œuvre de leurs règles de marge de variation et ont souligné l'importance de leur entrée en vigueur en temps opportun, tout en reconnaissant les défis sur le plan de l'exploitation que représente la participation dans l'ensemble du marché, particulièrement dans le cas des relations de contrepartie moins importantes. La Banque poursuit ses efforts dans le but de répondre à toutes les obligations imposées par les règles de marge de variation conformément aux directives reçues du BSIF et d'autres autorités de surveillance pertinentes.

## Échange automatique de renseignements – Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »)

Dans le cadre de l'initiative de l'OCDE, bon nombre de pays se sont engagés à échanger automatiquement des renseignements ayant trait aux comptes détenus par des personnes dont la résidence fiscale se trouve dans un pays signataire par l'entremise d'une norme commune de déclaration. Les pays ayant décidé de procéder à l'adoption anticipée ont mis en œuvre la norme commune de déclaration en janvier 2016 et les autres pays, y compris le Canada, ont convenu de la mettre en œuvre ultérieurement par l'adoption de réglementations locales. Le 15 avril 2016, le ministère des Finances a publié un projet de loi visant la mise en œuvre de la norme commune de déclaration au Canada. La Banque respectera toutes les obligations aux termes de la norme commune de déclaration conformément aux réglementations locales, dans tous les territoires applicables où elle exerce des activités.

## Appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (Brexit)

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a tenu un référendum visant à décider de son appartenance à l'Union européenne, vote qui s'est soldé par la décision de quitter celle-ci. Un avis officiel signifiant l'intention du gouvernement du Royaume-Uni de procéder au retrait doit être fourni au Conseil européen, ce qui déclenche une période de négociation de deux ans durant laquelle les modalités de retrait du Royaume-Uni seront déterminées. Jusqu'à la fin de ces négociations ou jusqu'à l'échéance de la période de négociations, le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne, soumis à toutes ses lois. L'avenir du Royaume-Uni et de sa relation avec l'Union européenne est entaché d'incertitudes. Tant que les modalités et le calendrier de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ne sont pas déterminés, il est difficile de déterminer son incidence à long terme potentielle sur la Banque. Le départ du Royaume-Uni pourrait donner lieu à des changements considérables aux lois, ce qui pourrait se répercuter sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque et nuire au coût du financement de la Banque en Europe. La Banque continue de suivre l'évolution de la situation afin de se préparer aux changements qui pourraient se répercuter sur ses activités au Royaume-Uni et ailleurs en Europe.

## Faits nouveaux en matière de réglementation sur la liquidité

Le ratio structurel de liquidité à long terme, qui vise à réduire le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles financent leurs activités au moyen de sources de financement stables suffisantes, devrait devenir une norme minimale du cadre de liquidité du BSIF d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2017 à la suite d'un processus de consultation avec les banques et le grand public. La Banque est en bonne position pour satisfaire à ces obligations.

## Méthodes comptables et contrôles

### Méthodes et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées aux fins des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 de la Banque. Il y a lieu de se reporter à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements sur ses principales méthodes comptables.

### Prises de position futures en comptabilité

Aucune mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité par rapport à celles présentées à la note 4 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans le rapport annuel 2016.

### Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle.

### Transactions avec des parties liées

Aucune modification n'a été apportée aux procédures et aux politiques que la Banque applique à l'égard des transactions avec des parties liées par rapport à celles qui sont présentées dans le rapport annuel 2016 de la Banque. Toutes les transactions avec des parties liées ont lieu à des modalités et conditions du marché.

## Perspectives économiques

En 2017, l'économie mondiale devrait afficher sa meilleure performance depuis 2014. En dépit des abondants risques géopolitiques, les données économiques récentes indiquent des perspectives de croissance améliorées dans la majorité des régions, donnant lieu à de meilleures évaluations des titres de capitaux propres dans bon nombre de pays, à la réévaluation de la trajectoire la plus probable des taux d'intérêt aux États-Unis et des courbes de rendement dans le monde, et au bond de la confiance des ménages et des entreprises. Les risques demeurent cependant bien présents. Les répercussions de l'approche américaine en matière de politique commerciale pourraient présenter un risque pour la reprise mondiale.

Les États-Unis semblent destinés à une solide performance économique cette année, le rythme de croissance de la majorité des secteurs économiques semblant s'accélérer. Fait encore plus important, il apparaît que les investissements des entreprises sont en hausse, les indicateurs de confiance et d'activité des entreprises ainsi que les commandes de biens d'équipement indiquant une reprise modeste des dépenses d'investissement aux États-Unis. La pression montante exercée sur les prix se traduira vraisemblablement par un important resserrement de la politique monétaire. L'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis, qui ne se reflète pas encore complètement sur les marchés, et l'amélioration des perspectives de croissance devraient donner lieu à un raffermissement généralisé du dollar américain par rapport à la majorité des principales monnaies.

Au Canada, la croissance devrait s'accélérer en 2017 à mesure que l'économie bénéficiera de l'accélération du rythme de croissance aux États-Unis, de la hausse des prix du pétrole, de la faiblesse du huard par rapport au dollar américain et des programmes d'infrastructures publiques. Par ailleurs, les entreprises semblent envisager l'avenir avec une certaine confiance, et elles embauchent du nouveau personnel tout en étudiant une reprise prudente des investissements. La stagnation persistante de l'économie canadienne devrait donner lieu à la convergence soutenue de l'inflation avec la cible de la Banque du Canada au milieu de 2018.

En Europe, les données suggèrent l'amélioration de la croissance dans les pays d'Europe continentale. Comme c'est le cas aux États-Unis et au Canada, la confiance des ménages et des entreprises est en hausse. Par ailleurs, les ventes au détail sont excellentes, les exportations semblent réagir au raffermissement de la demande mondiale et à l'affaiblissement de l'euro, alors que les politiques monétaires demeurent très accommodantes. Au Royaume-Uni, la croissance devrait ralentir en 2017 par rapport au rythme effréné enregistré l'an dernier, mais elle demeurera raisonnablement bonne. Le risque le plus important et la question cruciale demeurent les négociations liées au Brexit et leurs répercussions sur l'activité économique.

Dans les pays de l'Alliance du Pacifique, la croissance en Colombie et au Chili devrait s'améliorer par rapport à celle de 2016. Conjugués à l'incidence favorable de l'amélioration de la croissance mondiale et à la hausse des prix des matières premières, l'accord de paix en Colombie, les plans en matière d'infrastructure et l'attitude favorable à la croissance au Pérou devraient se traduire par un investissement accru. On s'attend à un léger ralentissement au Mexique, attribuable à un éventail de facteurs, dont la consolidation fiscale découlant des mesures audacieuses adoptées par le gouvernement afin d'améliorer sa situation financière, la hausse des taux d'intérêt faisant suite à l'affaiblissement de la monnaie et les investissements freinés par la menace de mesures politiques aux États-Unis.



## Données par secteurs d'exploitation

Les résultats par secteurs d'exploitation sont présentés sur une base de mise en équivalence fiscale et sont ajustés pour tenir compte des éléments suivants.

- La Banque analyse les revenus de ses secteurs d'activités sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode consiste à majorer les revenus exonérés d'impôts gagnés sur certains titres et comptabilisés dans les revenus d'intérêts nets ou dans les revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôt sur le résultat, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts découlant de sources imposables et de ceux provenant de sources non imposables et qu'elle favorise l'utilisation d'une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques puissent également utiliser la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Les revenus et la charge d'impôt sur le résultat des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur Autres.
- En ce qui a trait à l'évaluation et à la présentation de la performance des secteurs d'exploitation, le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées, lequel est un montant après impôt, fait l'objet d'un ajustement de normalisation aux fins de l'impôt. Cet ajustement de normalisation fiscale majore le montant du revenu net découlant des participations dans des sociétés associées et normalise le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

Réseau canadien (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenus d'intérêts nets	1 809 \$	1 798 \$	1 738 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>1)</sup>	1 377	1 314	1 239
Total des revenus	3 186	3 112	2 977
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	235	217	194
Charges autres que d'intérêts	1 629	1 612	1 596
Charge d'impôt sur le résultat	341	329	312
<b>Bénéfice net</b>	<b>981 \$</b>	<b>954 \$</b>	<b>875 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	981 \$	954 \$	875 \$
<b>Autres mesures</b>			
Rendement des capitaux propres	22,4 %	22,4 %	20,8 %
Marge nette sur intérêts <sup>2)</sup>	2,39 %	2,39 %	2,35 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des prêts et acceptations	0,30 %	0,28 %	0,26 %
Actifs sous administration (en milliards de dollars)	324 \$	318 \$	304 \$
Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	148 \$	145 \$	135 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	316 \$	313 \$	307 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	242 \$	237 \$	229 \$

1) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 13 \$ (31 octobre 2016 – 25 \$; 31 janvier 2016 – 15 \$).

2) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

### Bénéfice net

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 981 millions de dollars, en hausse de 106 millions de dollars ou de 12 %. Cette hausse est attribuable à la croissance des revenus d'intérêts nets, y compris une augmentation de la marge, ainsi que des produits tirés des services bancaires et de la gestion de patrimoine, facteurs contrebalancés en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances. Un profit sur la vente de biens immobiliers a également été comptabilisé au cours du trimestre à l'étude, lequel a contribué à hauteur de 5 % à la hausse du bénéfice net.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 27 millions de dollars ou de 3 %. L'accroissement des produits tirés des services bancaires et de la gestion de patrimoine a été contrebalancé par l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts. Une hausse des profits sur la vente de biens immobiliers a également été observée au cours du trimestre.

### Actifs moyens

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les actifs moyens ont progressé de 9 milliards de dollars ou de 3 % pour s'établir à 316 milliards de dollars. Abstraction faite de la liquidation graduelle des portefeuilles de prêts hypothécaires montés par des courtiers de Tangerine et de prêts hypothécaires génériques, les actifs ont augmenté de 12 milliards de dollars ou de 4 %. Cette augmentation comprend une hausse de 3 milliards de dollars ou de 4 % des prêts personnels, surtout dans le secteur des prêts automobiles à la consommation et des marges de crédit, une augmentation de 7 milliards de dollars ou de 4 % des prêts hypothécaires à l'habitation et une progression de 3 milliards de dollars ou de 7 % des prêts et acceptations aux entreprises.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les actifs moyens se sont accrus de 3 milliards de dollars ou de 1 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse de 2 milliards de dollars ou de 1 % des prêts hypothécaires à l'habitation, et de 1 milliard de dollars ou de 2 % des prêts et acceptations aux entreprises.

### Passifs moyens

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les passifs moyens ont grimpé de 13 milliards de dollars ou de 6 %, ce qui rend compte de la forte croissance de 8 milliards de dollars ou de 12 % des dépôts d'épargne bancaires de particuliers et de 1 milliard de dollars ou de 8 % des comptes de chèques. Une augmentation de 4 milliards de dollars ou de 8 % des comptes d'opérations bancaires de petites entreprises et d'entreprises a également été enregistrée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de 4 milliards de dollars ou de 6 % des CPG à faible marge.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les passifs moyens ont augmenté de 5 milliards de dollars ou de 2 %, du fait surtout d'une forte croissance de 3 milliards de dollars ou de 3 % des dépôts d'épargne bancaires de particuliers et de 2 milliards de dollars ou de 4 % des comptes d'opérations de petites entreprises et d'entreprises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par un recul de 2 milliards de dollars ou de 3 % des CPG à faible marge.

### Actifs sous gestion (« ASG ») et actifs sous administration (« ASA »)

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les ASG ont atteint 148 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 13 milliards de dollars ou de 9 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait essentiellement de l'appréciation du marché et des ventes nettes.

Les ASA ont atteint 324 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 20 milliards de dollars ou de 7 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait essentiellement de l'appréciation du marché.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les ASG se sont chiffrés à 148 milliards de dollars, en hausse de 3 milliards de dollars ou de 2 % par rapport à ceux du trimestre précédent, du fait de l'appréciation du marché et des ventes nettes. Les ASA se sont chiffrés à 324 milliards de dollars, en hausse de 6 milliards de dollars ou de 2 % par rapport à ceux du trimestre précédent, du fait de l'appréciation du marché.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 1 809 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 71 millions de dollars ou de 4 %. Cette hausse traduit l'augmentation de 4 points de base de la marge nette sur intérêts, qui s'est établie à 2,39 %, ainsi que la croissance robuste des actifs et des dépôts. La hausse de la marge est essentiellement attribuable à l'élargissement de la marge sur les dépôts, aux rendements plus élevés sur les prêts non garantis et à la liquidation graduelle des prêts hypothécaires de Tangerine dont les écarts sont moins élevés.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 11 millions de dollars ou de 1 %, principalement en raison de la croissance des actifs et des dépôts, la marge nette sur intérêts étant demeurée stable.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 1 377 millions de dollars, en hausse de 11 %. La hausse traduit essentiellement la croissance des revenus sur cartes, des revenus d'assurance et des revenus tirés des fonds communs de placement. Également, la hausse des profits sur la vente de biens immobiliers au cours du trimestre a contribué à la hausse d'un exercice à l'autre à hauteur de 4 %.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une progression de 63 millions de dollars ou de 5 %. Cette hausse traduit essentiellement l'accroissement des revenus sur cartes, des revenus tirés des opérations de change, des revenus tirés des fonds communs de placement et des commissions de courtage. Également, la hausse des profits sur la vente de biens immobiliers au cours du trimestre a contribué à la hausse d'un trimestre à l'autre à hauteur de 2 %.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 235 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 41 millions de dollars ou de 21 %, qui s'explique en grande partie par l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers du fait de la croissance des prêts affichant un écart plus élevé et par un compte en particulier dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 30 points de base, en hausse de 4 points de base.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 235 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 18 millions de dollars ou de 8 % qui s'explique en grande partie par l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers et par un compte en particulier dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 30 points de base, en hausse de 2 points de base.

### Charges autres que d'intérêts

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 629 millions de dollars, en hausse de 33 millions de dollars ou de 2 %, essentiellement du fait de l'augmentation des dépenses liées à la transformation numérique et aux technologies pour appuyer la croissance de même que des hausses salariales, facteurs neutralisés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 629 millions de dollars, en hausse de 17 millions de dollars ou de 1 %. L'augmentation saisonnière de la rémunération fondée sur des actions et des investissements dans la transformation numérique et les technologies a été neutralisée en partie par la baisse des coûts de commercialisation et les avantages découlant des initiatives de réduction des coûts.

### Impôt

#### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Le taux d'impôt effectif a atteint 25,8 %, comparativement à 26,3 %, surtout en raison du profit sur la vente de biens immobiliers au cours du trimestre à l'étude.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 25,8 %, comparativement à 25,6 % pour le trimestre précédent.

## Opérations internationales

(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenus d'intérêts nets	1 611 \$	1 615 \$	1 558 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>1)</sup>	975	883	892
Total des revenus	2 586	2 498	2 450
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	310	294	291
Charges autres que d'intérêts	1 430	1 413	1 411
Charge d'impôt sur le résultat	209	172	187
<b>Bénéfice net</b>	<b>637 \$</b>	<b>619 \$</b>	<b>561 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	61 \$	72 \$	56 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	576 \$	547 \$	505 \$
<b>Autres mesures</b>			
Rendement des capitaux propres	14,2 %	13,5 %	13,1 %
Marge nette sur intérêts <sup>2)</sup>	4,73 %	4,77 %	4,57 %
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des prêts et acceptations			
Actifs moyens (en milliards de dollars)	1,21 %	1,15 %	1,14 %
Passifs moyens (en milliards de dollars)	143 \$	142 \$	143 \$
	109 \$	109 \$	108 \$

1) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 119 \$ (31 octobre 2016 – 130 \$; 31 janvier 2016 – 122 \$).

2) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

### Bénéfice net

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 576 millions de dollars, soit une hausse de 14 %, ou de 18 % si l'on exclut l'incidence de la conversion des devises. Cette hausse reflète la bonne croissance des prêts aux particuliers et des dépôts, la forte hausse de la marge nette sur intérêts et des frais ainsi que les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 5 %, ou 2 % si l'on exclut l'incidence de la conversion des devises. La hausse du bénéfice traduit la forte croissance des frais et des revenus provenant des activités de transaction ainsi qu'un profit sur titres en Colombie, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par une hausse des charges et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

### Actifs moyens

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les actifs moyens sont restés au même niveau, soit à 143 milliards de dollars, la bonne croissance des prêts aux particuliers, surtout en Amérique latine, ayant été neutralisée par l'incidence de la conversion des devises. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, la croissance des actifs moyens s'est chiffrée à 5 %. Les prêts aux particuliers se sont accrus de 9 %, soit de 12 % en Amérique latine et de 6 % aux Antilles et en Amérique centrale, surtout en raison des acquisitions.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les actifs moyens ont atteint 143 milliards de dollars, contre 142 milliards de dollars. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, la croissance des prêts aux particuliers s'est établie à 1 % et est attribuable à une bonne croissance en Amérique latine. La croissance des prêts aux entreprises au Pérou, au Chili et aux Antilles a été contrebalancée par les baisses au Mexique et en Colombie.

### Passifs moyens

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les passifs moyens se sont accrus de 1 milliard de dollars ou de 1 % en raison de la forte croissance des dépôts à vue, des dépôts d'épargne et des dépôts à terme, cette croissance ayant été largement contrebalancée par l'incidence de la conversion des devises.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les passifs moyens ont été comparables à ceux du trimestre précédent, la croissance des dépôts ayant été contrée par l'incidence de la conversion des devises.

### Revenus d'intérêts nets

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets ont progressé de 3 % pour s'établir à 1 611 millions de dollars, soit une hausse de 9 % abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises. Cette croissance s'explique d'abord et avant tout par la hausse des prêts aux particuliers, les acquisitions et l'élargissement de la marge nette sur intérêts. La marge nette sur intérêts a gagné 16 points de base pour se fixer à 4,73 %, du fait d'une amélioration de la composition des activités, des acquisitions et de la révision des prix à la suite des hausses récentes des taux d'intérêt.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 1 611 millions de dollars, en baisse de 4 millions de dollars. Le recul de la marge nette sur intérêts au cours du trimestre est principalement attribuable à la variation négative de la valeur des instruments financiers, neutralisée par les profits sur les instruments financiers inscrits dans les revenus autres que d'intérêts. La marge sous-jacente est demeurée stable.

Revenus autres que d'intérêts

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 9 % pour s'établir à 975 millions de dollars, soit une hausse de 11 % abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, du fait surtout de la forte croissance des frais, d'un profit sur titres en Colombie, de l'augmentation des revenus provenant des activités de transaction ainsi que de l'incidence favorable de l'évaluation à la valeur de marché d'instruments financiers. Les frais ont augmenté de 8 %, ou de 11 % abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises et des acquisitions, par suite essentiellement de la croissance des frais tirés des transactions et des revenus sur cartes en Amérique latine et aux Antilles.

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les revenus autres que d'intérêts se sont établis à 975 millions de dollars, en hausse de 92 millions de dollars ou de 10 %, par suite surtout de forte croissance des frais, d'un profit sur titres en Colombie, de l'augmentation des revenus provenant des activités de transaction et de l'incidence favorable de l'évaluation à la valeur de marché d'instruments financiers, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par l'apport moindre des participations dans des sociétés associées.

Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 310 millions de dollars, en hausse de 19 millions de dollars ou de 7 %. Les dotations au titre des prêts aux particuliers ont augmenté, surtout en Colombie et au Pérou, ce qui a été neutralisé en partie par la baisse des dotations au Mexique et aux Antilles. Les dotations au titre des prêts aux entreprises ont également affiché une hausse, surtout aux Antilles, au Chili et au Pérou, contrebalancée en partie par la baisse des dotations en Colombie. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 121 points base, par rapport à 114 points de base.

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars ou de 6 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. Les dotations au titre des prêts aux particuliers ont augmenté aux Antilles et en Amérique centrale en raison du fléchissement des avantages découlant des acquisitions et des recouvrements. Les dotations au titre des prêts aux entreprises sont demeurées relativement stables, les dotations ayant affiché une hausse aux Antilles et en Amérique centrale qui a été neutralisée par la diminution des dotations en Colombie et au Pérou. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a atteint 121 points base, par rapport à 115 points de base.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 430 millions de dollars, en hausse de 1 %, ou 6 % compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises, ce qui s'explique par les acquisitions et l'augmentation du volume d'activités et de l'inflation, ces facteurs ayant été compensés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 17 millions de dollars, en hausse de 1 %, ou 2 % compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises, du fait de l'inflation, de la croissance des activités et de la hausse saisonnière de la taxe d'affaires aux Antilles, ces facteurs ayant été compensés en partie par les avantages découlant des mesures de réduction des coûts.

Taxes

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 24,6 %, en baisse par rapport à 25,1 %, ce qui s'explique surtout par les changements dans la composition des activités.

Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 24,6 %, en hausse par rapport à 21,7 %, du fait des avantages fiscaux plus élevés au Pérou au cours du trimestre précédent.

Services bancaires et marchés mondiaux

(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenus d'intérêts nets	323 \$	345 \$	302 \$
Revenus autres que d'intérêts	892	830	746
Total des revenus	1 215	1 175	1 048
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	8	39	54
Charges autres que d'intérêts	560	533	507
Charge d'impôt sur le résultat	178	142	121
<b>Bénéfice net</b>	<b>469 \$</b>	<b>461 \$</b>	<b>366 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	469 \$	461 \$	366 \$
<b>Autres mesures</b>			
Rendement des capitaux propres	15,8 %	15,5 %	11,4 %
Marge nette sur intérêts <sup>1)</sup>	1,63 %	1,78 %	1,58 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des prêts et acceptations	0,04 %	0,19 %	0,27 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	346 \$	351 \$	358 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	268 \$	273 \$	265 \$

1) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

## Bénéfice net

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 469 millions de dollars, en hausse de 103 millions de dollars ou de 28 %, en raison essentiellement d'une augmentation de l'apport des titres à revenu fixe, des activités de prêts en Europe et au Canada ainsi que de la baisse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution des résultats des services bancaires d'investissement et des activités de prêt en Asie.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 8 millions de dollars ou de 2 %. Cette progression traduit d'abord et avant tout l'apport plus élevé des titres à revenu fixe, des titres de capitaux propres, des marchandises et des devises ainsi que la baisse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par une baisse de l'apport des services bancaires d'investissement, des services bancaires aux sociétés et des métaux précieux ainsi que par une hausse des charges autres que d'intérêts.

## Actifs moyens

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les actifs moyens ont atteint 346 milliards de dollars, soit une baisse de 12 milliards de dollars ou de 3 %. Abstraction faite de l'incidence de la conversion des devises, les actifs sont demeurés stables par rapport à ceux de l'exercice précédent, la hausse des prêts et acceptations aux sociétés et des actifs détenus à des fins de transaction ayant été plus qu'annulée par la diminution des dépôts auprès d'autres banques et des titres pris en pension.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les actifs moyens ont diminué de 5 milliards de dollars ou de 1 %, en raison surtout d'une baisse de 3 milliards de dollars des titres pris en pension et de la diminution des dépôts auprès d'autres banques.

## Passifs moyens

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les passifs moyens ont atteint 268 milliards de dollars, soit une augmentation de 3 milliards de dollars ou de 1 %, en raison surtout d'une augmentation de 13 milliards de dollars des titres mis en pension, contrebalancée en partie par la baisse des passifs liés aux dérivés et des dépôts auprès d'autres banques.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les passifs moyens ont diminué de 5 milliards de dollars ou de 2 %, en raison surtout d'un recul des dépôts d'autres banques.

## Revenus d'intérêts nets

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 21 millions de dollars ou de 7 % pour se chiffrer à 323 millions de dollars. La hausse des volumes de prêts et des dépôts au Canada, aux États-Unis et en Europe ainsi que la croissance des commissions de montage de prêts ont été neutralisées en partie par la baisse des volumes en Asie et le recul des marges aux États-Unis, au Canada et en Asie.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les revenus d'intérêts nets ont reculé de 22 millions de dollars ou de 6 %, en raison essentiellement des commissions de montage de prêts moins élevées et de la baisse de la marge sur intérêts des activités de prêts aux États-Unis, au Canada et en Asie.

## Revenus autres que d'intérêts

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

Les revenus autres que d'intérêts ont atteint 892 millions de dollars, soit une progression de 146 millions de dollars ou de 20 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des revenus tirés des transactions sur titres à revenu fixe et des devises ainsi que par la hausse des commissions de placement et des honoraires de services-conseils.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

Les revenus autres que d'intérêts ont grimpé de 62 millions de dollars ou de 7 % en raison de la hausse des revenus provenant des activités de transaction sur les marchés financiers et de l'augmentation des commissions de placement, facteurs neutralisés en partie par la baisse des honoraires de services-conseils et des frais bancaires.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 8 millions de dollars, contre 54 millions de dollars, ce qui est d'abord et avant tout attribuable à la baisse des dotations dans le secteur de l'énergie. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 4 points de base, comparativement à 27 points de base.

### *Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé de 31 millions de dollars. Cette baisse est d'abord et avant tout attribuable à la diminution des dotations dans le secteur de l'énergie. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 4 points de base, comparativement à 19 points de base.

## Charges autres que d'intérêts

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 560 millions de dollars, en hausse de 53 millions de dollars ou de 10 %, en raison essentiellement de l'augmentation de la rémunération liée à la performance ainsi que de la hausse des charges liées à la technologie et à la réglementation.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 27 millions de dollars ou de 5 %, en raison de la hausse saisonnière des charges de rémunération fondée sur des actions et des avantages du personnel ainsi que de l'augmentation de la rémunération liée à la performance et des charges liées à la technologie et à la réglementation.

## Impôt

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif s'est chiffré à 27,5 %, ce qui est de 2,7 % supérieur au taux de l'exercice précédent, augmentation qui découle surtout de la hausse des bénéfices dans des territoires où les taux d'impôt sont plus élevés.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le taux d'impôt effectif a été de 4,0 % plus élevé que celui du trimestre précédent. Cette situation traduit essentiellement la hausse des bénéfices dans les territoires où les taux d'impôt sont plus élevés.

## Autres<sup>1)</sup>

(non audité) (en millions de dollars)  
(sur une base de mise en équivalence fiscale)

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	(100)\$	(105)\$	(79)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2), 3)</sup>	(19)	71	(31)
Total des revenus	(119)	(34)	(110)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–
Charges autres que d'intérêts	70	92	54
Charge d'impôt sur le résultat <sup>2)</sup>	(111)	(103)	(176)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(78)\$</b>	<b>(23)\$</b>	<b>12 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	(78)\$	(23)\$	12 \$
<b>Autres mesures</b>			
Actifs moyens (en milliards de dollars)	107 \$	113 \$	103 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	235 \$	244 \$	254 \$

- 1) Ce secteur comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Ce poste comprend l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt présentée dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat à hauteur de 47 \$ (31 octobre 2016 – 47 \$ et 31 janvier 2016 – 149 \$) pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net.
- 3) Le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées à hauteur de (33) \$ [31 octobre 2016 – (38) \$ et 31 janvier 2016 – (35) \$].

Le secteur Autres regroupe la Trésorerie du Groupe, les secteurs d'exploitation de moindre envergure et d'autres éléments du siège social qui ne sont pas attribués à un secteur en particulier.

La majoration des revenus exonérés d'impôt est éliminée dans les revenus d'intérêts nets, les autres revenus d'exploitation et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période. Ce montant est pris en compte dans les résultats des secteurs d'exploitation, qui sont comptabilisés sur une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 47 millions de dollars pour le premier trimestre, contre 149 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 47 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établie à 78 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 12 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable au recul des profits nets sur les titres de placement, à l'incidence de la conversion des devises (y compris les couvertures) et à la hausse des charges.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établie à 78 millions de dollars, comparativement à une perte de 23 millions de dollars pour le trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises (y compris les couvertures), au fléchissement des profits nets sur les titres de placement et à l'augmentation des profits nets sur la vente de certains actifs immobiliers au cours du trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des charges autres que d'intérêts.

## Faits saillants par secteurs géographiques

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les		
	<b>31 janvier 2017</b>	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Bénéfice net par secteurs géographiques</b>			
Canada	<b>1 144 \$</b>	1 150 \$	997 \$
États-Unis	<b>99</b>	139	128
Mexique	<b>97</b>	107	70
Pérou	<b>153</b>	142	158
Chili	<b>92</b>	101	68
Colombie	<b>49</b>	48	35
Autres pays	<b>420</b>	346	372
Ajustements du siège social	<b>(45)</b>	(22)	(14)
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 009 \$</b>	2 011 \$	1 814 \$
<b>Actifs moyens</b> <i>(en milliards de dollars)</i>			
Canada	<b>541 \$</b>	532 \$	520 \$
États-Unis	<b>111</b>	125	129
Mexique	<b>24</b>	26	28
Pérou	<b>23</b>	23	24
Chili	<b>21</b>	21	19
Colombie	<b>11</b>	11	10
Autres pays	<b>167</b>	167	168
Ajustements du siège social	<b>14</b>	14	13
<b>Total</b>	<b>912 \$</b>	919 \$	911 \$

## Faits saillants financiers trimestriels

<i>(non audité)</i>	Pour les trimestres clos les							
	<b>31 janvier 2017</b>	31 octobre 2016	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015
Total des revenus <i>(en millions de dollars)</i>	<b>6 868 \$</b>	6 751 \$	6 640 \$	6 594 \$	6 365 \$	6 125 \$	6 124 \$	5 937 \$
Bénéfice net <i>(en millions de dollars)</i>	<b>2 009</b>	2 011	1 959	1 584	1 814	1 843	1 847	1 797
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	<b>1,58</b>	1,58	1,55	1,24	1,44	1,46	1,46	1,43
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	<b>1,57</b>	1,57	1,54	1,23	1,43	1,45	1,45	1,42

## Données sur les actions

	Montant (en millions de dollars)	Dividendes déclarés par action <sup>1)</sup>	Nombre de titres en circulation (en milliers)	Caractéristique de conversion
<i>Au 31 janvier 2017</i>				
<b>Actions ordinaires<sup>2)</sup></b>	15 625 \$	0,76 \$	1 208 217	s.o.
<b>Actions privilégiées</b>				
Actions privilégiées de Série 16 <sup>3)</sup>	–	–	–	–
Actions privilégiées de Série 17 <sup>4)</sup>	230	0,350000	9 200	s.o.
Actions privilégiées de Série 18 <sup>4)5)</sup>	187	0,209375	7 498	Série 19
Actions privilégiées de Série 19 <sup>4)5)</sup>	158	0,159375	6 302	Série 18
Actions privilégiées de Série 20 <sup>4)5)</sup>	201	0,225625	8 039	Série 21
Actions privilégiées de Série 21 <sup>4)5)</sup>	149	0,137500	5 961	Série 20
Actions privilégiées de Série 22 <sup>4)5)</sup>	234	0,239375	9 377	Série 23
Actions privilégiées de Série 23 <sup>4)5)</sup>	66	0,148750	2 623	Série 22
Actions privilégiées de Série 30 <sup>4)5)</sup>	154	0,113750	6 143	Série 31
Actions privilégiées de Série 31 <sup>4)5)</sup>	111	0,093750	4 457	Série 30
Actions privilégiées de Série 32 <sup>4)5)</sup>	279	0,128938	11 162	Série 33
Actions privilégiées de série 33 <sup>4)5)</sup>	130	0,113425	5 184	Série 32
Actions privilégiées de série 34 <sup>4)5)6)</sup>	350	0,343750	14 000	Série 35
Actions privilégiées de série 36 <sup>4)5)6)</sup>	500	0,343750	20 000	Série 37
Actions privilégiées de série 38 <sup>4)5)6)</sup>	500	0,303125	20 000	Série 39
<b>Titres fiduciaires</b>				
Titres fiduciaires – Série 2006-1 émis par la Fiducie de Capital Banque Scotia <sup>7 a,c,d)</sup>	750 \$	28,25	5,650	750
Titres fiduciaires de catégorie 1 – Série 2009-1 émis par la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia <sup>7 b,c,d)</sup>	650	39,01	7,802	650
<b>Débetures subordonnées FPUNV</b>				
Débetures subordonnées échéant en mars 2027			1 250 \$	2,58
Débetures subordonnées échéant en décembre 2025			750	3,37
Débetures subordonnées échéant en décembre 2025			1 250 \$ US	4,50
<b>Options</b>				
Options en circulation attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires <sup>2)8)</sup>				18 648

1) Dividendes déclarés en date du 28 février 2017.

2) Les dividendes sur les actions ordinaires sont versés sur une base trimestrielle, lorsqu'ils seront déclarés, le cas échéant. Au 17 février 2017, le nombre d'actions ordinaires et d'options en circulation se chiffrait respectivement à 1 209 028 milliers et à 17 837 milliers. Lors de sa réunion du 27 février 2017, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,76 \$ par action payable le 26 avril 2017 aux actionnaires inscrits le 4 avril 2017.

3) Le 27 janvier 2017, la Banque a racheté toutes les actions privilégiées à dividende non cumulatif de série 16 en circulation et a versé un dividende de 0,328125 \$ par action.

4) Ces actions privilégiées donnent droit à un dividende trimestriel en trésorerie privilégié non cumulatif. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.

5) Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion, sous réserve de certaines conditions. Les porteurs qui ont converti leurs actions ont la possibilité de reconvertir leurs actions en actions privilégiées d'origine, sous réserve de certaines conditions à des dates de rachat ultérieures. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.

6) Ces actions privilégiées sont assorties des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant qu'instruments de fonds propres réglementaires de T1 conformément à Bâle III. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque et aux notes ci-dessous pour obtenir de plus amples renseignements.

7a) Le 28 septembre 2006, la Fiducie de Capital Banque Scotia a émis 750 000 titres fiduciaires de la Banque Scotia de série 2006-1 (« TFB Scotia II de série 2006-1 »). Les TFB Scotia II de série 2006-1 donnent droit à une distribution semestrielle en trésorerie fixe et non cumulative de 28,25 \$ par titre. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, ces titres pouvaient être rachetés en totalité si certains changements sont apportés à l'impôt ou aux fonds propres réglementaires, ou en totalité ou en partie le 30 décembre 2011, ou à toute date de distribution par la suite, au gré de la Fiducie de Capital Banque Scotia. Les titres pourront être échangés en tout temps, au gré du porteur, contre des actions privilégiées de série S à dividende non cumulatif de la Banque. Les actions de série S donneront droit à un dividende semestriel en trésorerie de 0,4875 \$ par tranche d'action de 25,00 \$. Se reporter à la note 23 du rapport annuel 2016 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements. Dans certaines circonstances décrites au paragraphe 7c) ci-dessous, les TFB Scotia II de série 2006-1 seraient échangés d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série T à dividende non cumulatif de la Banque. Les actions de série T donneront droit à un dividende semestriel en trésorerie non cumulatif de 0,625 \$ par tranche d'action de 25,00 \$. Si les TFB Scotia II de série 2006-1 sont échangés d'office contre des actions privilégiées de série T de la Banque, cette dernière deviendra le seul bénéficiaire de la Fiducie.

7b) Le 7 mai 2009, la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia a émis 650 000 titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia de série 2009-1 (« TFB Scotia III de série 2009-1 »). Les intérêts sont payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre jusqu'au 30 juin 2019 et s'élèvent à 39,01 \$ par TFB Scotia III de série 2009-1. Après le 30 juin 2019 et chaque cinquième anniversaire par la suite jusqu'au 30 juin 2104, le taux d'intérêt sur les TFB Scotia III de série 2009-1 sera rajusté à un taux d'intérêt annuel correspondant au rendement des obligations du Canada sur cinq ans à ce moment, majoré de 7,05 %. À compter du 30 juin 2014, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les TFB Scotia III de série 2009-1 pourront être rachetés en totalité ou en partie. Dans les circonstances décrites au paragraphe 7c) ci-dessous, les TFB Scotia III de série 2009-1, y compris l'intérêt couru et impayé sur ceux-ci, seraient échangés d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série R à dividende non cumulatif nouvellement émises de la Banque. En outre, dans certaines circonstances, les porteurs de TFB Scotia III de série 2009-1 pourraient être tenus d'investir l'intérêt payé sur ceux-ci dans une nouvelle série d'actions privilégiées à dividende non cumulatif émises par la Banque (chacune de ces séries est désignée par la Banque sous le nom « actions privilégiées dans un cas de report »). Si les actions privilégiées TFB Scotia III sont échangées d'office, la Banque deviendra le seul bénéficiaire de la Fiducie.



- 7c) Les TFB Scotia II de série 2006-1 et les TFB Scotia III de série 2009-1 peuvent être échangés d'office, sans le consentement de leurs porteurs, contre des actions privilégiées à dividende non cumulatif de la Banque lorsque : i) des procédures sont entamées en vue de la liquidation de la Banque; ii) le Surintendant prend le contrôle de la Banque ou de ses actifs; iii) le ratio de T1 de la Banque est inférieur à 5 % ou le ratio total des fonds propres est inférieur à 8 %; ou iv) le Surintendant ordonne à la Banque d'augmenter ses fonds propres ou de fournir des liquidités supplémentaires, et la Banque choisit de procéder à cet échange automatique ou la Banque ne se conforme pas à cette ordonnance.
- 7d) Aucune distribution en trésorerie ne sera versée sur les TFB Scotia II de série 2006-1 et les TFB Scotia III de série 2009-1 si la Banque ne déclare pas de dividendes réguliers sur ses actions privilégiées ou, si aucune action privilégiée n'est en circulation, sur ses actions ordinaires. Dans un tel cas, le montant net des fonds distribuables de la Fiducie sera payable à la Banque à titre de détenteur de la participation résiduelle dans la Fiducie. Si la Fiducie ne verse pas en totalité les distributions semestrielles sur les TFB Scotia II de série 2006-1 et les TFB Scotia III de série 2009-1, la Banque ne déclarera aucun dividende sur ses actions privilégiées ou ses actions ordinaires pour une période donnée. Se reporter à la note 23 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2016 de la Banque.
- 8) Comprend 35 260 options d'achat d'actions assorties de droits à l'appréciation des actions (« composante DAA »).

Les provisions relatives aux FPUNV exigent la conversion d'instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce publiquement que la Banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, ou que l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part de l'administration fédérale ou d'une administration provinciale ou d'une subdivision politique ou d'un agent de celle-ci, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la Banque non viable. Si une telle conversion devait avoir lieu, les actions privilégiées FPUNV de séries 34, 35, 36, 37, 38 et 39 en circulation seraient alors converties en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique correspondant à 100 % multiplié par la valeur de l'action de 25,00 \$, majoré des dividendes déclarés et impayés, divisé par le prix de conversion. Les débetures subordonnées FPUNV échéant le 30 mars 2027, le 8 décembre 2025 et le 16 décembre 2025 seraient alors converties en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique correspondant à 150 % de la valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés, divisée par le prix de conversion. Le prix de conversion correspond i) au prix plancher de 5,00 \$ ou, s'il y a lieu, l'équivalent en dollars américain de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements à la survenance de certains événements décrits dans les suppléments de prospectus respectifs) ou, s'il est supérieur, ii) au cours actuel des actions ordinaires de la Banque au moment de l'événement déclencheur (moyenne pondérée sur 10 jours). Selon l'hypothèse d'un prix plancher compte non tenu de l'incidence des intérêts courus et impayés (le cas échéant) et des dividendes déclarés mais non payés (le cas échéant), le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des débetures subordonnées et des actions privilégiées serait de 1 358 millions d'actions ordinaires.

On trouvera plus de renseignements sur les titres en circulation de la Banque, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 20, 23 et 25 des états financiers consolidés de la Banque figurant dans son rapport annuel 2016.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

### TABLE DES MATIÈRES

<b>34 États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)</b>	<b>43 Note 9.</b> Participations dans des sociétés associées
<b>39 Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)</b>	<b>43 Note 10.</b> Dépôts
<b>39 Note 1.</b> Entité présentant l'information financière	<b>44 Note 11.</b> Opérations sur capitaux propres et opérations de financement
<b>39 Note 2.</b> Base d'établissement	<b>44 Note 12.</b> Gestion du capital
<b>39 Note 3.</b> Principales méthodes comptables	<b>44 Note 13.</b> Paiements fondés sur des actions
<b>39 Note 4.</b> Prises de position futures en comptabilité	<b>45 Note 14.</b> Avantages du personnel
<b>39 Note 5.</b> Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	<b>45 Note 15.</b> Secteurs d'exploitation
<b>40 Note 6.</b> Titres de placement	<b>46 Note 16.</b> Revenus autres que d'intérêts
<b>40 Note 7.</b> Décomptabilisation d'actifs financiers	<b>47 Note 17.</b> Résultat par action
<b>41 Note 8.</b> Prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances	<b>47 Note 18.</b> Instruments financiers
	<b>53 Note 19.</b> Impôt sur le résultat
	<b>53 Note 20.</b> Regroupements et sorties d'entreprises

## État consolidé de la situation financière

		Aux	
	Note	31 janvier 2017	31 octobre 2016
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	5	48 429 \$	46 344 \$
Métaux précieux		7 198	8 442
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>			
Titres		88 360	87 287
Prêts		16 664	19 421
Autres		1 494	1 853
<hr/>			
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net		106 518	108 561
Titres pris en pension et titres empruntés		236	221
Instruments financiers dérivés		97 327	92 129
Titres de placement	6	34 963	41 657
<b>Prêts</b>		72 721	72 919
Prêts hypothécaires à l'habitation		224 085	222 888
Prêts personnels et sur cartes de crédit		98 210	99 502
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		159 566	162 400
<hr/>			
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	8(b)	481 861	484 790
		4 508	4 626
<hr/>			
		477 353	480 164
<b>Autres</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		11 185	11 978
Immobilisations corporelles		2 275	2 520
Participations dans des sociétés associées	9	4 262	4 299
Goodwill et autres immobilisations incorporelles		12 056	12 141
Actifs d'impôt différé		1 795	2 021
Autres actifs		10 674	12 870
<hr/>			
		42 247	45 829
<hr/>			
Total des actifs		886 992 \$	896 266 \$
<hr/>			
<b>Passifs</b>			
<b>Dépôts</b>			
Dépôts de particuliers	10	199 145 \$	199 302 \$
Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques	10	363 972	372 303
Dépôts d'institutions financières	10	41 581	40 272
<hr/>			
		604 698	611 877
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net		1 681	1 459
<b>Autres</b>			
Acceptations		11 185	11 978
Obligations relatives aux titres vendus à découvert		26 381	23 312
Instruments financiers dérivés		39 257	42 387
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés		100 837	97 083
Débitures subordonnées		7 507	7 633
Autres passifs		37 614	42 716
<hr/>			
		222 781	225 109
<hr/>			
Total des passifs		829 160	838 445
<hr/>			
<b>Capitaux propres</b>			
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>			
Actions ordinaires	11	15 625	15 513
Résultats non distribués		35 653	34 752
Cumul des autres éléments du résultat global		1 589	2 240
Autres réserves		139	152
<hr/>			
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		53 006	52 657
Actions privilégiées	11	3 249	3 594
<hr/>			
Total des capitaux propres attribuables aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		56 255	56 251
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		1 577	1 570
<hr/>			
Total des capitaux propres		57 832	57 821
<hr/>			
Total des passifs et des capitaux propres		886 992 \$	896 266 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé du résultat net

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Note	Trimestres clos les		
		31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Revenus</b>				
<b>Revenus d'intérêts</b>				
Prêts		5 246 \$	5 220 \$	5 022 \$
Titres		333	334	267
Titres pris en pension et titres empruntés		55	46	39
Dépôts auprès d'autres institutions financières		94	99	88
		<b>5 728</b>	5 699	5 416
<b>Charges d'intérêts</b>				
Dépôts		1 849	1 786	1 582
Débitures subordonnées		58	57	61
Autres		178	203	254
		<b>2 085</b>	2 046	1 897
<b>Revenus d'intérêts nets</b>		<b>3 643</b>	3 653	3 519
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>				
Services bancaires	16	973	957	905
Gestion de patrimoine	16	843	837	827
Commissions de placement et autres honoraires de services-conseils		143	170	79
Opérations de change à des fins autres que de transaction		142	136	135
Revenus provenant des activités de transaction		503	377	291
Profit net sur la vente de titres de placement		80	96	130
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées		99	117	102
Revenus d'assurance déduction faite des sinistres		162	150	154
Autres		280	258	223
		<b>3 225</b>	3 098	2 846
<b>Total des revenus</b>		<b>6 868</b>	6 751	6 365
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances		553	550	539
		<b>6 315</b>	6 201	5 826
<b>Charges autres que d'intérêts</b>				
Salaires et avantages du personnel		1 879	1 747	1 820
Locaux et technologie		594	600	545
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		187	183	159
Communications		113	111	112
Publicité et prospection		128	184	142
Honoraires		158	214	149
Taxe d'affaires et taxe sur le capital		111	97	110
Autres		519	514	531
		<b>3 689</b>	3 650	3 568
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>		<b>2 626</b>	2 551	2 258
Charge d'impôt sur le résultat		617	540	444
<b>Bénéfice net</b>		<b>2 009 \$</b>	2 011 \$	1 814 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		61	72	56
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		<b>1 948</b>	1 939	1 758
Actionnaires privilégiés		39	31	28
Actionnaires ordinaires		<b>1 909 \$</b>	1 908 \$	1 730 \$
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)</b>				
De base	17	<b>1,58 \$</b>	1,58 \$	1,44 \$
Dilué	17	<b>1,57 \$</b>	1,57 \$	1,43 \$
Dividendes versés par action ordinaire (en dollars)		<b>0,74 \$</b>	0,74 \$	0,70 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars)	Trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 009 \$</b>	2 011 \$	1 814 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net</b>			
Variation nette des profits (pertes) de change latents :			
Profits (pertes) de change latents, montant net	<b>(1 577)</b>	1 176	2 146
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>520</b>	(434)	(903)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :			
Profits (pertes) de change latents, montant net	<b>(14)</b>	6	17
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>127</b>	(115)	(239)
	<b>(1 170)</b>	851	1 465
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente :			
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente, montant net	<b>(389)</b>	(111)	68
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net <sup>1)</sup>	<b>322</b>	49	(311)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :			
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente, montant net	<b>(96)</b>	(32)	23
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>78</b>	13	(88)
	<b>(49)</b>	(43)	(178)
Variation nette des profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	<b>(911)</b>	(279)	1 166
Reclassement du montant net des (profits) pertes	<b>752</b>	29	(1 025)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	<b>(241)</b>	(73)	307
Reclassement du montant net des (profits) pertes	<b>198</b>	7	(270)
	<b>(116)</b>	(184)	104
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	<b>1</b>	8	13
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net</b>			
Variation nette à la réévaluation de l'actif et du passif au titre des régimes d'avantages du personnel :			
Gains (pertes) actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	<b>910</b>	190	(600)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>244</b>	51	(158)
	<b>666</b>	139	(442)
Variation nette de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur :			
Variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	<b>(3)</b>	(4)	5
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>(1)</b>	(1)	1
	<b>(2)</b>	(3)	4
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	<b>1</b>	–	(10)
Autres éléments du résultat global	<b>(669)</b>	768	956
<b>Résultat global</b>	<b>1 340 \$</b>	2 779 \$	2 770 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>43</b>	131	66
Résultat global attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	<b>1 297</b>	2 648	2 704
Actionnaires privilégiés	<b>39</b>	31	28
Actionnaires ordinaires	<b>1 258 \$</b>	2 617 \$	2 676 \$

1) Comprend des montants ayant trait aux couvertures admissibles.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars)	Cumul des autres éléments du résultat global										Participations de donnant pas le contrôle dans des filiales	Total
	Actions ordinaires	Résultats non distribués <sup>1)</sup>	Écarts de conversion	Titres disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Autres <sup>2)</sup>	Autres réserves <sup>3)</sup>	Total des actions ordinaires	Actions privilégiées	Total des actions ordinaires et privilégiées		
<b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2016</b>	15 513	34 752	3 055	14	264	(1 093)	152	52 657	3 594	56 251	1 570	57 821
Bénéfice net	—	1 909	(1 151)	(49)	(117)	666	—	1 909	39	1 948	61	2 009
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	—	(651)	—	(651)	(18)	(669)
<b>Total du résultat global</b>	—	1 909	(1 151)	(49)	(117)	666	—	1 258	39	1 297	43	1 340
Actions émises	138	—	—	—	—	—	(18)	120	—	120	—	120
Actions rachetées	(26)	(112)	—	—	—	—	—	(138)	(345)	(483)	—	(483)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	(895)	—	—	—	—	—	(895)	—	(895)	—	(895)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	—	(39)	(39)	—	(39)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(36)	(36)
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	5
Autres	—	(1)	—	—	—	—	—	(1)	—	(1)	—	(1)
<b>Solde au 31 janvier 2017</b>	15 625	35 653	1 904	(35)	147	(427)	139	53 006	3 249	56 255	1 577	57 832
<b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2015</b>	15 141	31 316	2 633	194	7	(379)	173	49 085	2 934	52 019	1 460	53 479
Bénéfice net	—	1 730	—	—	—	—	—	1 730	28	1 758	56	1 814
Autres éléments du résultat global	—	—	1 455	(177)	104	(436)	—	946	—	946	10	956
<b>Total du résultat global</b>	—	1 730	1 455	(177)	104	(436)	—	2 676	28	2 704	66	2 770
Actions émises	47	—	—	—	—	—	(5)	42	350	392	—	392
Actions rachetées	(16)	(49)	—	—	—	—	—	(65)	—	(65)	—	(65)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	(843)	—	—	—	—	—	(843)	—	(843)	—	(843)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	—	(28)	(28)	—	(28)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(39)	(39)
Paiements fondés sur des actions	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	5
Autres	—	(4)	—	—	—	—	—	(4)	—	(4)	(12) <sup>4)</sup>	(16)
<b>Solde au 31 janvier 2016</b>	15 172	32 150	4 088	17	111	(815)	173	50 896	3 284	54 180	1 475	55 655

1) Comprend des résultats non distribués de 61 \$ (31 janvier 2016 – 65 \$) liés à une société associée à l'étranger soumise à des restrictions réglementaires locales.

2) Comprend la quote-part des sociétés associées, les avantages du personnel et le risque de crédit propre à l'entité.

3) Représente des montants liés aux paiements fondés sur des actions (se reporter à la note 13).

4) Comprend les variations des participations ne donnant pas le contrôle découlant des regroupements d'entreprises et autres.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

*(non audité) (en millions de dollars)*

	Trimestres clos les	
	31 janvier 2017	31 janvier 2016
<i>Rentrées (sorties) nettes de trésorerie</i>		
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	2 009 \$	1 814 \$
Ajustements pour :		
Revenus d'intérêts nets	(3 643)	(3 519)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	187	159
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	553	539
Charges dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres	5	5
Profit net sur la vente de titres de placement	(80)	(130)
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées	(99)	(102)
Charge d'impôt sur le résultat	617	444
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :		
Actifs détenus à des fins de transaction	114	(1 851)
Titres pris en pension et titres empruntés	(7 270)	(5 319)
Prêts	(3 695)	(9 160)
Dépôts	3 724	11 947
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	3 461	2 972
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	6 082	8 988
Instruments financiers dérivés, montant net	2 936	(1 929)
Autres, montant net	384	5 378
Dividendes perçus	139	434
Intérêts perçus	5 675	4 974
Intérêts versés	(2 238)	(2 040)
Impôt sur le résultat payé	(563)	(415)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	8 298	13 189
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	(2 143)	3 529
Achat de titres de placement	(17 445)	(28 450)
Produit de la vente et de la venue à échéance de titres de placement	15 706	12 913
Acquisition/vente de filiales, de sociétés associées ou d'unités d'exploitation, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(1 743)
Immobilisations corporelles déduction faite des sorties	175	(92)
Autres, montant net	19	(229)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(3 688)	(14 072)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Produit tiré de l'émission de débentures subordonnées	–	2 465
Remboursement de débentures subordonnées	–	(1 000)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	138	46
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	350
Rachat d'actions privilégiées	(345)	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(138)	(65)
Dividendes versés en trésorerie	(934)	(871)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(36)	(39)
Autres, montants nets	(1 984)	581
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(3 299)	1 467
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(193)	200
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 118	784
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période <sup>1)</sup>	6 855	6 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période <sup>1)</sup>	7 973 \$	7 508 \$

1) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières (se reporter à la note 5).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

### 1. Entité présentant l'information financière

La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque ») est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi sur les banques* »). La Banque est une banque inscrite à l'annexe I de la *Loi sur les banques* et elle est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). La Banque est un fournisseur international de services financiers qui offre une vaste gamme de produits et de services, dont des services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés, ainsi que des services bancaires d'investissement. Le siège social de la Banque est situé au 1709 Hollis Street, Halifax (Nouvelle-Écosse), au Canada, et les bureaux de la direction sont situés au Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

### 2. Base d'établissement

#### Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Banque ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB »), et aux exigences comptables du BSIF, selon l'article 308 de la *Loi sur les Banques*. L'article 308 stipule que, à moins d'indication contraire par le BSIF, les états financiers doivent être établis selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2016.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 a été autorisée par le conseil d'administration le 28 février 2017.

#### Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments significatifs ci-après, lesquels sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière :

- Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction
- Actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net
- Instruments financiers dérivés
- Titres de placement disponibles à la vente

#### Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Banque. Sauf indication contraire, toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au million de dollars près.

#### Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations, établisse des jugements et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés ainsi que sur la valeur comptable des revenus et des charges de la période. Les estimations établies par la direction sont fondées sur l'expérience passée et sur d'autres hypothèses qui sont jugées raisonnables. Parmi les principaux domaines où la direction a porté des jugements difficiles, complexes ou subjectifs, souvent sur des enjeux foncièrement incertains, mentionnons le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers (y compris les dérivés), l'impôt sur le résultat des sociétés, les avantages du personnel, la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiables découlant des regroupements d'entreprises, la dépréciation de titres de placement, la dépréciation d'actifs non financiers, ainsi que la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers. Bien qu'il s'agisse des meilleures estimations et hypothèses de la direction, les résultats réels pourraient différer de celles-ci.

### 3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les principales méthodes comptables de la Banque sont décrites à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel 2016.

### 4. Prises de position futures en comptabilité

Aucune autre mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité présentées à la note 4 afférente aux états financiers consolidés audités contenus dans le rapport annuel 2016 de la Banque.

### 5. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières

	Aux	
<i>(en millions de dollars)</i>	<b>31 janvier 2017</b>	31 octobre 2016
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières	<b>7 973 \$</b>	6 855 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	<b>40 456</b>	39 489
<b>Total</b>	<b>48 429 \$</b>	46 344 \$

Le montant des soldes que la Banque doit maintenir auprès des banques centrales, d'autres organismes de réglementation et de certaines contreparties totalisait 7 133 millions de dollars (7 616 millions de dollars au 31 octobre 2016).

## 6. Titres de placement

Les titres de placement comprennent des titres disponibles à la vente de 51 211 millions de dollars (50 509 millions de dollars au 31 octobre 2016) et des titres détenus jusqu'à leur échéance de 21 510 millions de dollars (22 410 millions de dollars au 31 octobre 2016).

a) Les tableaux qui suivent présentent une analyse des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente :

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2017			
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	12 712 \$	104 \$	59 \$	12 757 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	4 408	16	35	4 389
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	8 955	8	89	8 874
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	17 265	39	42	17 262
Autres titres de créance	5 487	35	18	5 504
Actions privilégiées	410	1	128	283
Actions ordinaires	1 932	274	64	2 142
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>51 169 \$</b>	<b>477 \$</b>	<b>435 \$</b>	<b>51 211 \$</b>

  

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016			
	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 347 \$	280 \$	6 \$	13 621 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	3 469	33	10	3 492
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	10 050	53	26	10 077
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	15 490	62	21	15 531
Autres titres de créance	5 650	59	4	5 705
Actions privilégiées	414	10	160	264
Actions ordinaires	1 634	243	58	1 819
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>50 054 \$</b>	<b>740 \$</b>	<b>285 \$</b>	<b>50 509 \$</b>

Le profit net latent sur les titres disponibles à la vente de 42 millions de dollars (455 millions de dollars au 31 octobre 2016) est ramené à une perte nette latente de 41 millions de dollars (profit de 26 millions de dollars au 31 octobre 2016) si l'on tient compte de l'incidence des couvertures qualifiées. Le profit net latent sur les titres disponibles à la vente est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global.

b) Le tableau qui suit présente une analyse de la juste valeur et de la valeur comptable des titres détenus jusqu'à l'échéance :

(en millions de dollars)	Juste valeur aux		Valeur comptable aux	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne	6 094 \$	6 207 \$	6 119 \$	6 171 \$
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	4 490	4 672	4 479	4 616
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	2 894	2 901	2 915	2 898
Titres de créance de sociétés	7 993	8 787	7 997	8 725
<b>Total des titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>21 471 \$</b>	<b>22 567 \$</b>	<b>21 510 \$</b>	<b>22 410 \$</b>

## 7. Décomptabilisation d'actifs financiers

### Titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation entièrement assurés, qu'ils soient montés par la Banque ou par des tiers, en créant des titres hypothécaires (des « TH ») aux termes du Programme des TH de la *Loi nationale sur l'habitation* (le « Programme des TH LNH ») cautionné par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (la « SCHL »). Les TH créés aux termes de ce programme sont vendus à la Fiducie du Canada pour l'habitation (la « FCH »), organisme gouvernemental, dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC »), ou encore à des tiers investisseurs. La FCH émet des titres en faveur de tiers investisseurs.

La vente de prêts hypothécaires dans le cadre des programmes susmentionnés ne satisfait pas aux exigences de décomptabilisation, la Banque conservant le risque de remboursement par anticipation et le risque de taux d'intérêt associés à ces prêts, lesquels risques constituent la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés.

Les prêts hypothécaires transférés demeurent pris en compte sous « Prêts hypothécaires à l'habitation » dans l'état consolidé de la situation financière. Le produit en trésorerie tiré du transfert est traité comme un emprunt garanti et est comptabilisé sous « Dépôts – Entreprises et administrations publiques » dans l'état consolidé de la situation financière.

La valeur comptable des actifs transférés qui ne réunissent pas les critères de décomptabilisation et des passifs connexes est présentée ci-après :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2017 <sup>1)</sup>	31 octobre 2016 <sup>1)</sup>
<b>Actifs</b>		
Valeur comptable des prêts hypothécaires à l'habitation	17 264 \$	17 570 \$
Autres actifs associés <sup>2)</sup>	2 454	3 102
<b>Passifs</b>		
Valeur comptable des passifs connexes	19 111	19 836

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 19 809 \$ (20 776 \$ au 31 octobre 2016) et la juste valeur des passifs connexes, à 19 532 \$ (20 493 \$ au 31 octobre 2016), ce qui correspond à une position nette de 277 \$ (283 \$ au 31 octobre 2016).

2) Ces montants comprennent les fonds détenus en fiducie ainsi que les actifs de placement autorisés par la FCH acquis aux termes du compte de réinvestissement du capital que la Banque doit maintenir afin de pouvoir participer aux programmes.



*Titrisation de marges de crédit personnelles, de prêts sur cartes de crédit et de prêts automobiles*

La Banque titrise une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles, cartes de crédit et prêts automobiles non garantis au moyen d'entités structurées consolidées. Ces créances demeurent prises en compte dans les « Prêts personnels et sur cartes de crédit » à l'état consolidé de la situation financière.

*Titres mis en pension et titres prêtés*

La Banque conclut des transactions de mise en pension et de prêt de titres dans le cadre desquelles elle transfère des actifs en s'engageant à les racheter à une date ultérieure et conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété des actifs transférés. Les titres transférés demeurent inscrits à l'état consolidé de la situation financière avec les garanties en trésorerie reçues de la contrepartie, qui sont classées dans les passifs dépôts.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs transférés et des passifs connexes :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2017 <sup>1)</sup>	31 octobre 2016 <sup>1)</sup>
Valeur comptable des titres liés à ce qui suit :		
Mises en pension <sup>2)</sup>	91 608 \$	87 402 \$
Prêts de titres	37 823	38 668
<b>Total</b>	<b>129 431</b>	126 070
Valeur comptable des passifs connexes <sup>3)</sup>	<b>100 837 \$</b>	97 033 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 129 431 \$ (126 070 \$ au 31 octobre 2016) et la juste valeur des passifs connexes, à 100 837 \$ (97 033 \$ au 31 octobre 2016), ce qui correspond à une position nette de 28 594 \$ (29 037 \$ au 31 octobre 2016).

2) Compte non tenu du surmantisement des actifs.

3) Les passifs relatifs aux ententes de prêts de titres ne comprennent que les montants liés aux garanties en trésorerie reçues. Dans la plupart des cas, les garanties sont obtenues sous forme de titres.

## 8. Prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances

a) Prêts douteux<sup>1),2),3)</sup>

(en millions de dollars)	31 janvier 2017			31 octobre 2016		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 535 \$	383 <sup>4)</sup> \$	1 152 \$	1 608 \$	458 <sup>4)</sup> \$	1 150 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	1 642	1 553 <sup>4)</sup>	89	1 622	1 596 <sup>4)</sup>	26
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 072	897 <sup>5)</sup>	1 175	2 164	894 <sup>5)</sup>	1 270
<b>Total</b>	<b>5 249 \$</b>	<b>2 833 \$</b>	<b>2 416 \$</b>	5 394 \$	2 948 \$	2 446 \$
<b>Par secteurs géographiques</b>						
Canada			470 \$			435 \$
États-Unis			150			163
Mexique			84			86
Pérou			271			263
Chili			270			262
Colombie			155			142
Autres pays			1 016			1 095
<b>Total</b>			<b>2 416 \$</b>			2 446 \$

1) Les revenus d'intérêts comptabilisés à l'égard des prêts douteux au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017 ont totalisé 4 \$ (5 \$ au 31 janvier 2016).

2) Des revenus d'intérêts supplémentaires d'environ 89 \$ auraient été comptabilisés si les prêts susmentionnés n'avaient pas été classés dans les prêts douteux (91 \$ au 31 janvier 2016).

3) Exclut les prêts acquis aux termes de la garantie de la Federal Deposit Insurance Corporation (la « FDIC ») relativement à l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico. Le montant total des prêts dont la garantie a expiré et qui sont considérés comme étant douteux a totalisé 76 \$ (94 \$ au 31 octobre 2016).

4) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances en ce qui a trait aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux prêts personnels et sur cartes de crédit est évalué sur une base collective.

5) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances en ce qui a trait aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques est évalué individuellement.

## b) Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2017 et pour le trimestre clos à cette date					
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Radiations	Recouvrements	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde à la clôture de la période
Individuel	894 \$	(62)\$	19 \$	75 \$	(29)\$	897 \$
Collectif	3 498	(682)	118	476	(33)	3 377
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	4 392	(744)	137	551	(62)	4 274
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC <sup>1)</sup>	234	–	5	2	(7)	234
	<b>4 626 \$</b>	<b>(744)\$</b>	<b>142 \$</b>	<b>553 \$</b>	<b>(69)\$</b>	<b>4 508 \$</b>

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016 et pour l'exercice clos à cette date					
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Radiations	Recouvrements	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde à la clôture de l'exercice
Individuel	717 \$	(428)\$	40 \$	585 \$	(20)\$	894 \$
Collectif	3 260	(2 151)	542	1 827	20	3 498
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	3 977	(2 579)	582	2 412	–	4 392
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC <sup>1)</sup>	220	(9)	18	–	5	234
	<b>4 197 \$</b>	<b>(2 588)\$</b>	<b>600 \$</b>	<b>2 412 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>4 626 \$</b>

Représenté par :

(en millions de dollars)	Aux	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Compte de correction de valeur à l'égard des prêts douteux	2 833 \$	2 948 \$
Compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs <sup>2)</sup>	1 441	1 444
Total avant les prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC	4 274	4 392
Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC <sup>1)</sup>	234	234
	<b>4 508 \$</b>	<b>4 626 \$</b>

1) Il s'agit du montant brut du compte de correction de valeur pour pertes sur créances, puisque le montant à recevoir de la FDIC est inscrit distinctement dans les autres actifs.

2) Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs est attribuable aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques de 640 \$ (662 \$ au 31 octobre 2016), la tranche restante étant répartie entre des prêts personnels et sur cartes de crédit de 695 \$ (662 \$ au 31 octobre 2016) et des prêts hypothécaires à l'habitation de 106 \$ (120 \$ au 31 octobre 2016).

## c) Prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2017		
	Prêts non unifamiliaux	Prêts unifamiliaux	Total
R-G Premier Bank			
Encours du principal	320 \$	1 832 \$	2 152 \$
Ajustements à la juste valeur	133	(189)	(56)
Valeur comptable nette	453	1 643	2 096
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(152)	(82)	(234)
	<b>301 \$</b>	<b>1 561 \$</b>	<b>1 862 \$</b>

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016		
	Prêts non unifamiliaux	Prêts unifamiliaux	Total
R-G Premier Bank			
Encours du principal	353 \$	1 939 \$	2 292 \$
Ajustements à la juste valeur	135	(211)	(76)
Valeur comptable nette	488	1 728	2 216
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(157)	(77)	(234)
	<b>331 \$</b>	<b>1 651 \$</b>	<b>1 982 \$</b>

Les prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico sont couverts par des ententes de partage des pertes conclues avec la FDIC. Aux termes de ces ententes, la FDIC garantit 80 % des pertes sur prêts. La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances liée à ces prêts est présentée dans l'état consolidé du résultat net déduction faite du montant qui devrait être remboursé par la FDIC. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances est présenté à son montant brut à l'état consolidé de la situation financière. La garantie de la FDIC visant les prêts non unifamiliaux a expiré en 2015, alors que les garanties relatives aux prêts unifamiliaux expireront en avril 2020.

Au 31 janvier 2017, la valeur comptable des prêts acquis aux termes de la garantie de la FDIC s'établissait à 1,9 milliard de dollars (2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2016), et la valeur comptable des prêts dont les réclamations pour pertes avaient expiré s'établissait à 301 millions de dollars (331 millions de dollars au 31 octobre 2016). Un montant net de 94 millions de dollars (116 millions de dollars au 31 octobre 2016) à recevoir de la FDIC est pris en compte sous « Autres actifs » dans l'état consolidé de la situation financière.

#### d) Prêts en souffrance autres que les prêts douteux<sup>1)</sup>

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2017 <sup>2),3)</sup>			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 132 \$	465 \$	124 \$	1 721 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	757	433	104	1 294
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	173	47	163	383
<b>Total</b>	<b>2 062 \$</b>	<b>945 \$</b>	<b>391 \$</b>	<b>3 398 \$</b>

  

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2016 <sup>2),3)</sup>			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 194 \$	472 \$	123 \$	1 789 \$
Prêts personnels et sur cartes de crédit	784	447	94	1 325
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	186	44	189	419
<b>Total</b>	<b>2 164 \$</b>	<b>963 \$</b>	<b>406 \$</b>	<b>3 533 \$</b>

1) Les prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins ne sont pas présentés dans cette analyse, étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme en souffrance sur le plan administratif.

2) Exclut les prêts acquis aux termes de la garantie de la Federal Deposit Insurance Corporation (la « FDIC ») et liés à l'acquisition de R-G Premier Bank of Puerto Rico.

3) Ces prêts seraient pris en compte dans la détermination d'un niveau approprié pour les comptes de correction de valeur collectifs même s'ils ne sont pas individuellement classés dans les prêts douteux.

## 9. Participations dans des sociétés associées

La Banque a des participations importantes dans les sociétés associées qui suivent :

(en millions de dollars)	Pays de constitution	Nature des activités	Pourcentage de participation	Date des états financiers <sup>1)</sup>	Aux	
					31 janvier 2017	31 octobre 2016
					Valeur comptable	Valeur comptable
Thanachart Bank Public Company Limited	Thaïlande	Services bancaires	49,0 %	31 décembre 2016	2 566 \$	2 612 \$
Division des Services Financiers de Canadian Tire <sup>2)</sup>	Canada	Services financiers	20,0 %	31 décembre 2016	536	532
Bank of Xi'an Co. Ltd.	Chine	Services bancaires	19,9 %	31 décembre 2016	642	654
Maduro & Curiel's Bank N.V. <sup>3)</sup>	Curaçao	Services bancaires	48,1 %	31 décembre 2016	275	280
Banco del Caribe <sup>4)</sup>	Venezuela	Services bancaires	26,6 %	31 décembre 2016	35	26

1) Réflète la date des plus récents états financiers ayant été publiés. Lorsqu'ils sont disponibles, des états financiers dressés par la direction de la société associée ou d'autres informations publiées sont utilisés pour estimer les variations au chapitre de la participation de la Banque depuis les plus récents états financiers publiés.

2) L'entente prévoit une option permettant à Canadian Tire de vendre à la Banque une participation supplémentaire de 29 % d'ici les 10 prochaines années, à la juste valeur alors en vigueur, laquelle pourra être réglée, au gré de la Banque, au moyen de l'émission d'actions ordinaires ou de trésorerie. Après cette période de 10 ans, et ce, pendant six mois, la Banque pourra revendre sa participation à Canadian Tire à la juste valeur alors en vigueur.

3) L'organisme de réglementation local oblige les institutions financières à constituer des réserves à l'égard des risques bancaires généraux. Ces réserves, qui ne sont pas requises aux termes des IFRS, représentent des résultats non distribués liés à une société associée à l'étranger, lesquels sont soumis à des restrictions réglementaires locales. Au 31 janvier 2016, ces réserves s'établissaient à 61 \$ (63 \$ au 31 octobre 2016).

4) Au 31 janvier 2017, le montant net total de l'investissement de la Banque dans Banco del Caribe, ainsi que les actifs monétaires composés de la trésorerie et des dividendes à recevoir, ont été convertis au taux DICOM de 1 \$ US pour 684 VEF (taux de 1 \$ US pour 660 VEF au 31 octobre 2016).

## 10. Dépôts

(en millions de dollars)	Aux					31 octobre 2016
	31 janvier 2017					
	Portant intérêt	Ne portant pas intérêt	Payables sur préavis <sup>2)</sup>	Payables à date fixe <sup>3)</sup>	Total	
Dépôts de particuliers	10 417 \$	6 103 \$	114 895 \$	67 730 \$	199 145 \$	199 302 \$
Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques	70 530	23 789	26 220	243 433	363 972	372 303
Dépôts d'autres institutions financières	3 398	2 847	2 765	32 571	41 581	40 272
	<b>84 345 \$</b>	<b>32 739 \$</b>	<b>143 880 \$</b>	<b>343 734 \$</b>	<b>604 698 \$</b>	<b>611 877 \$</b>
Par régions :						
Canada	69 469 \$	17 966 \$	117 184 \$	226 987 \$	431 606 \$	434 884 \$
États-Unis	7 701	508	391	46 138	54 738	54 997
Royaume-Uni	—	—	453	12 935	13 388	15 256
Mexique	7	4 124	4 974	6 999	16 104	16 264
Pérou	2 467	648	4 460	7 324	14 899	15 547
Chili	66	1 651	71	9 454	11 242	10 801
Colombie	98	777	2 775	3 975	7 625	7 272
Autres pays	4 537	7 065	13 572	29 922	55 096	56 856
<b>Total<sup>5)</sup></b>	<b>84 345 \$</b>	<b>32 739 \$</b>	<b>143 880 \$</b>	<b>343 734 \$</b>	<b>604 698 \$</b>	<b>611 877 \$</b>

1) Les dépôts payables à vue s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous ne recevons pas d'avis de retrait, soit généralement des comptes de chèques.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

- 2) Les dépôts payables sur préavis s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous exigeons un avis de retrait, soit généralement des comptes d'épargne.
- 3) Dépôts venant à échéance à une date déterminée, soit généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et des instruments analogues.
- 4) Comprend un montant de 130 \$ au titre des dépôts sans intérêt (135 \$ au 31 octobre 2016).
- 5) Les dépôts libellés en dollars américains totalisaient 209 130 \$ (217 850 \$ au 31 octobre 2016), les dépôts libellés en pesos mexicains s'élevaient à 13 903 \$ (14 464 \$ au 31 octobre 2016) et les dépôts libellés dans d'autres monnaies se chiffraient à 76 479 \$ (76 777 \$ au 31 octobre 2016).

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des dépôts à terme au Canada de plus de 100 000 \$<sup>1)</sup>.

(en millions de dollars)	Moins de trois mois	De trois à six mois	De six à douze mois	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
<b>Au 31 janvier 2017</b>	<b>36 143 \$</b>	<b>20 120 \$</b>	<b>29 008 \$</b>	<b>96 345 \$</b>	<b>13 687 \$</b>	<b>195 303 \$</b>
Au 31 octobre 2016	40 211 \$	24 077 \$	23 690 \$	99 905 \$	12 451 \$	200 334 \$

1) La majeure partie des dépôts à terme provenant de l'étranger dépassent 100 000 \$.

## 11. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement

### Actions ordinaires

#### Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 31 mai 2016, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités, aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre prendront fin à la plus rapprochée des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre; ii) lorsque la Banque fournira un avis de résiliation; ou iii) le 1<sup>er</sup> juin 2017. La Banque consultera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, la Banque a racheté et annulé 2 millions d'actions ordinaires au prix de 68,95 \$ l'action dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant total d'environ 138 millions de dollars, aux termes d'un accord privé avec un vendeur tiers sans lien de dépendance, les actions ayant été rachetées à escompte par rapport au cours de l'action ordinaire à la TSX en vigueur à la date de rachat. La Banque avait annoncé son intention de racheter jusqu'à 3 millions d'actions ordinaires aux termes d'un accord privé le 6 janvier 2017. Aucune autre action n'a été rachetée aux termes de l'offre de rachat dans le cours normal des activités depuis son entrée en vigueur, le 2 juin 2016.

### Actions privilégiées

Le 27 janvier 2017, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées à dividendes non cumulatifs de série 16 de 345 millions de dollars à un prix correspondant à 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et impayés.

## 12. Gestion du capital

Les fonds propres réglementaires et le levier de la Banque s'établissaient comme suit :

(en millions de dollars)	Aux			
	31 janvier 2017		31 octobre 2016	
	Adoption tout compris	Dispositions transitoires	Adoption tout compris	Dispositions transitoires
<b>Fonds propres</b>				
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	40 540 \$	43 312 \$	39 989 \$	45 816 \$
Fonds propres de T1, montant net	45 247 \$	46 415 \$	45 066 \$	47 668 \$
Fonds propres réglementaires totaux	53 400 \$	54 505 \$	53 330 \$	55 824 \$
<b>Actifs/expositions pondérés en fonction des risques entrant dans le calcul des ratios de fonds propres</b>				
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 <sup>1)</sup>	359 611 \$	362 326 \$	364 048 \$	368 215 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 <sup>1)</sup>	359 942 \$	362 326 \$	364 504 \$	368 215 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres <sup>1)</sup>	360 208 \$	362 326 \$	364 894 \$	368 215 \$
Risque de levier	1 005 757 \$	1 006 799 \$	1 010 987 \$	1 013 346 \$
<b>Ratios de fonds propres</b>				
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,3 %	12,0 %	11,0 %	12,4 %
Ratio de T1	12,6 %	12,8 %	12,4 %	12,9 %
Ratio total des fonds propres	14,8 %	15,0 %	14,6 %	15,2 %
Ratio de levier	4,5 %	4,6 %	4,5 %	4,7 %

1) Conformément aux exigences du BSIF, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit s'établissaient respectivement à 0,72, à 0,77 et à 0,81 (0,64, 0,71 et 0,77, respectivement, au 31 octobre 2016).

Au 31 janvier 2017, la Banque dépassait largement les cibles en matière de capital établies par le BSIF. Le BSIF a également prescrit un ratio de levier autorisé minimal, que la Banque dépassait au 31 janvier 2017.

## 13. Paiements fondés sur des actions

Au cours du trimestre à l'étude, la Banque a attribué 1 141 846 options assorties d'un prix d'exercice de 74,14 \$ l'option et d'une juste valeur moyenne pondérée de 6,51 \$ à certains salariés déterminés, dans le cadre du régime d'options sur actions à l'intention des salariés. Ces options sur actions deviennent acquises à 50 % à la fin de la troisième année et l'autre tranche de 50 % devient acquise à la fin de la quatrième année. Les options attribuées avant décembre 2014 sont acquises en tranches égales sur une période de quatre ans.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, la Banque a comptabilisé une hausse de 5 millions de dollars (5 millions de dollars au 31 janvier 2016) sous « Capitaux propres – Autres réserves » en raison de la charge au titre des paiements fondés sur des actions classés dans les capitaux propres.

## 14. Avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent les prestations de retraite, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les avantages postérieurs à l'emploi. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres clos les			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages	
	31 janvier 2017	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 janvier 2016
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies	82 \$	73 \$	20 \$	5 \$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	7	2	13	14
Autres	3	3	(3)	1
Charge au titre des prestations définies	92 \$	78 \$	30 \$	20 \$
Charge au titre des cotisations définies	10 \$	9 \$	s.o.	s.o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel <sup>2)</sup>	813 \$	(569)\$	97 \$	(31)\$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

2) Les changements relatifs aux taux d'actualisation et au rendement des actifs des régimes sont passés en revue et mis à jour trimestriellement. En l'absence de changements aux lois, toutes les autres hypothèses sont mises à jour annuellement.

## 15. Secteurs d'exploitation

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés dans le monde entier. Les activités de la Banque sont regroupées en trois secteurs : Réseau canadien, Opérations internationales et Services bancaires et marchés mondiaux. Les résultats de ces secteurs se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les méthodes comptables qu'appliquent ces secteurs sont généralement les mêmes que celles suivies dans l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans son rapport annuel 2016. Les différences importantes en matière de mesure comptable sont les suivantes :

- Des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.
- La majoration des revenus d'intérêts nets exonérés d'impôt et des revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt pour les secteurs en cause. Cette différence de mesure permet de comparer les revenus d'intérêts nets et les revenus autres que d'intérêts imposables à ceux qui sont exonérés d'impôt.

Les résultats et les actifs et passifs moyens de la Banque Scotia, par secteurs d'exploitation, sont présentés ci-après :

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017				
	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Base de mise en équivalence fiscale <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	1 809 \$	1 611 \$	323 \$	(100)\$	3 643 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)</sup>	1 377	975	892	(19)	3 225
Total des revenus	3 186	2 586	1 215	(119)	6 868
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	235	310	8	–	553
Charges autres que d'intérêts	1 629	1 430	560	70	3 689
Charge d'impôt sur le résultat	341	209	178	(111)	617
Bénéfice net	981 \$	637 \$	469 \$	(78)\$	2 009 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	61 \$	– \$	– \$	61 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	981 \$	576 \$	469 \$	(78)\$	1 948 \$
Actifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	316 \$	143 \$	346 \$	107 \$	912 \$
Passifs moyens <i>(en milliards de dollars)</i>	242 \$	109 \$	268 \$	235 \$	854 \$

1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 47 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.

2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.

3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 13 \$ pour le Réseau canadien, de 119 \$ pour les Opérations internationales et de (33) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2016

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	1 798 \$	1 615 \$	345 \$	(105)\$	3 653 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)</sup>	1 314	883	830	71	3 098
Total des revenus	3 112	2 498	1 175	(34)	6 751
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	217	294	39	–	550
Charges autres que d'intérêts	1 612	1 413	533	92	3 650
Charge d'impôt sur le résultat	329	172	142	(103)	540
Bénéfice net	954 \$	619 \$	461 \$	(23)\$	2 011 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	72 \$	– \$	– \$	72 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	954 \$	547 \$	461 \$	(23)\$	1 939 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	313 \$	142 \$	351 \$	113 \$	919 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	237 \$	109 \$	273 \$	244 \$	863 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 47 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 25 \$ pour le Réseau canadien, de 130 \$ pour les Opérations internationales et de (38) \$ pour le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	1 738 \$	1 558 \$	302 \$	(79)\$	3 519 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)</sup>	1 239	892	746	(31)	2 846
Total des revenus	2 977	2 450	1 048	(110)	6 365
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	194	291	54	–	539
Charges autres que d'intérêts	1 596	1 411	507	54	3 568
Charge d'impôt sur le résultat	312	187	121	(176)	444
Bénéfice net	875 \$	561 \$	366 \$	12 \$	1 814 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	56 \$	– \$	– \$	56 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	875 \$	505 \$	366 \$	12 \$	1 758 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	307 \$	143 \$	358 \$	103 \$	911 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	229 \$	108 \$	265 \$	254 \$	856 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 149 \$, pour parvenir aux montants présentés dans l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 15 \$ pour le Réseau canadien, de 122 \$ pour les Opérations internationales et de (35) \$ pour le secteur Autres.

## 16. Revenus autres que d'intérêts

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des revenus tirés des services bancaires et des revenus tirés des services de gestion de patrimoine compris dans les revenus autres que d'intérêts.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Services bancaires</b>			
Revenus sur cartes	384 \$	355 \$	329 \$
Services de dépôt et de paiement	327	322	326
Commissions de crédit	287	298	285
Autres	125	124	101
	1 123	1 099	1 041
Frais liés aux services bancaires	150	142	136
Total des revenus tirés des services bancaires	973 \$	957 \$	905 \$
<b>Services de gestion de patrimoine</b>			
Fonds communs de placement	408 \$	413 \$	412 \$
Commissions de courtage	271	262	255
Frais de gestion de placements et frais de fiducie	164	162	160
Total des revenus tirés des services de gestion de patrimoine	843 \$	837 \$	827 \$

## 17. Résultat par action

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Bénéfice de base par action ordinaire</b>			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 909 \$	1 908 \$	1 730 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 209	1 206	1 203
Bénéfice de base par action ordinaire <sup>1)</sup> (en dollars)	1,58 \$	1,58 \$	1,44 \$
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire</b>			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 909 \$	1 908 \$	1 730 \$
Ajustements du bénéfice net attribuables aux options au titre de paiements fondés sur des actions et autres <sup>2)</sup>	19	17	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	1 928 \$	1 925 \$	1 749 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 209	1 206	1 203
Ajustements du nombre moyen d'actions attribuables aux options au titre de paiements fondés sur des actions et autres <sup>2)</sup> (en millions)	20	20	22
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 229	1 226	1 225
Bénéfice dilué par action ordinaire <sup>1)</sup> (en dollars)	1,57 \$	1,57 \$	1,43 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

2) Certaines composantes alternatives de droits à l'appréciation d'actions et options pouvant être réglées au gré de la Banque au moyen de l'émission d'actions ordinaires étaient antidilutives et, par conséquent, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action.

## 18. Instruments financiers

## a) Gestion des risques

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise des instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de couverture. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2016.

## i) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), et il en est de même pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. L'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

Exposition en cas de défaut <sup>1)</sup>	Aux			31 octobre 2016
	31 janvier 2017			
(en millions de dollars)	Approche NI avancée	Approche standard	Total	Total
<b>Par sous-catégories d'exposition</b>				
Prêts autres qu'aux particuliers <sup>2)</sup>				
Prélevés <sup>3)</sup>	331 877 \$	56 442 \$	388 319 \$	393 080 \$
Engagements non prélevés	71 990	5 599	77 589	76 745
Autres expositions <sup>4)</sup>	94 217	3 007	97 224	102 061
Total – prêts autres qu'aux particuliers	498 084 \$	65 048 \$	563 132 \$	571 886 \$
Prêts aux particuliers				
Prélevés <sup>5)</sup>	154 327 \$	63 773 \$	218 100 \$	216 535 \$
Engagements non prélevés	41 259	–	41 259	36 494
Total – prêts aux particuliers	195 586 \$	63 773 \$	259 359 \$	253 029 \$
Total	693 670 \$	128 821 \$	822 491 \$	824 915 \$

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit et exclusion faite des titres de capitaux propres disponibles à la vente et d'autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État et assurés par le secteur privé.

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres institutions financières et les titres de créance disponibles à la vente.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les instruments dérivés négociés de gré à gré et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts personnels.

## Qualité du crédit relative aux expositions – prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteurs. Une proportion considérable du portefeuille de prêts aux entreprises et aux sociétés autorisées était constituée de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part d'agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2016.

## Qualité du crédit relative aux expositions – prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. En raison de leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Par ailleurs, une tranche de 56 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien était assurée au 31 janvier 2017 (57 % au 31 octobre 2016). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien s'établissait à 51 % (50 % au 31 octobre 2016).

## Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 janvier 2017, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 64 milliards de dollars (65 milliards de dollars au 31 octobre 2016) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consenties à des particuliers, principalement aux Antilles et en Amérique latine. Une tranche de 31 milliards de dollars (31 milliards de dollars au 31 octobre 2016) du portefeuille total de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

## ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque de liquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier reçoit des rapports sur le risque et sur les résultats obtenus par rapport aux limites approuvées. Le Comité de gestion de l'actif et du passif (« CGAP ») supervise le risque de liquidité pour la haute direction.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque sont les suivants :

- établissement de plafonds pour la mesure et la gestion du risque de liquidité, y compris des plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;
- diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque cela est nécessaire;
- maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités. De façon générale, la Banque peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses obligations;
- essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque et à l'échelle mondiale ainsi qu'une combinaison de scénarios systémiques et spécifiques;
- plan d'urgence en matière de liquidité.

Les établissements de la Banque à l'étranger ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. En ce qui a trait au risque de liquidité, les dépôts locaux sont gérés en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

## iii) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les cours de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné.

## Sensibilité aux taux d'intérêt des instruments détenus à des fins autres que de transaction

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt, le tableau qui suit indique l'incidence pro forma après impôt sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 et de 200 points de base des taux d'intérêt, pour les principales devises telles qu'elles ont été déterminées par la Banque.

	Aux									
	31 janvier 2017						31 octobre 2016	31 janvier 2016		
	Bénéfice net			Valeur économique			Bénéfice net	Valeur économique	Bénéfice net	Valeur économique
Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total					
<i>(en millions de dollars)</i>										
<b>+ 100 points de base</b>	<b>(99)\$</b>	<b>121 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>(214)\$</b>	<b>(507)\$</b>	<b>(721)\$</b>	(32)\$	(785)\$	160 \$	(326)\$
<b>- 100 points de base<sup>1)</sup></b>	<b>99</b>	<b>(125)</b>	<b>(26)</b>	<b>52</b>	<b>541</b>	<b>593</b>	32	650	(157)	129
<b>+ 200 points de base</b>	<b>(198)\$</b>	<b>241 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>(549)\$</b>	<b>(816)\$</b>	<b>(1 365)\$</b>	(64)\$	(1 630)\$	324 \$	(657)\$
<b>- 200 points de base<sup>1)</sup></b>	<b>197</b>	<b>(243)</b>	<b>(46)</b>	<b>(562)</b>	<b>1 027</b>	<b>465</b>	66	694	(321)	135

1) La sensibilité du bénéfice annuel à une diminution des taux pour ce qui est du dollar canadien, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling est désormais mesurée à l'aide d'une baisse de 100 points de base et de 200 points de base. Les montants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

## Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme.

En l'absence de couverture, au 31 janvier 2017, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les monnaies dans lesquelles la Banque exerce ses activités entraînerait une diminution (augmentation) de son résultat annuel avant impôt d'environ 62 millions de dollars (60 millions de dollars au 31 octobre 2016; 55 millions de dollars au 31 janvier 2016), principalement en raison de sa position en dollars américains. La Banque couvre partiellement ce risque de change.

Au 31 janvier 2017, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien donnerait lieu à une diminution (augmentation) d'environ 326 millions de dollars (366 millions de dollars au 31 octobre 2016; 335 millions de dollars au 31 janvier 2016) des profits de change latents dans le cumul des autres éléments du résultat global figurant dans les capitaux propres.



## Risque sur actions lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des titres de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de titres de capitaux propres disponibles à la vente. La juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente est présentée à la note 6.

## Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le tableau ci-dessous présente la VaR de la Banque par facteurs de risque ainsi que la VaR ayant subi une simulation de crise :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le			Au	Aux	
	31 janvier 2017			31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
	Moyenne	Haut	Bas			
Écart de taux plus taux d'intérêt	11,5 \$	15,1 \$	9,0 \$	9,8 \$	10,6 \$	13,8 \$
Écart de taux	7,4	9,1	5,9	6,8	8,0	9,9
Taux d'intérêt	8,9	11,4	6,9	8,0	8,5	6,4
Titres de capitaux propres	2,0	3,0	1,2	2,3	2,0	3,9
Change	1,9	3,2	1,0	1,1	2,1	1,3
Marchandises	2,0	2,6	1,6	1,9	2,0	3,1
Spécifique à la dette	4,0	5,1	3,1	3,5	4,2	10,8
Effet de la diversification	(9,4)	s.o.	s.o.	(7,3)	(7,6)	(15,2)
VaR totale	12,0 \$	14,9 \$	10,3 \$	11,2 \$	13,2 \$	17,7 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	29,8 \$	40,1 \$	21,5 \$	27,7 \$	21,2 \$	26,7 \$

### iv) Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation s'entend du risque de perte directe ou indirecte auquel est exposée la Banque en raison de l'insuffisance ou de l'échec de processus ou systèmes, d'erreurs humaines ou d'événements externes. Le risque d'exploitation comprend le risque juridique et réglementaire, le risque lié aux processus d'affaires et au changement, les manquements aux obligations de fiduciaire ou aux obligations d'information, la défaillance de la technologie, les crimes financiers et les risques environnementaux. Le risque d'exploitation est présent d'une façon ou d'une autre dans chacune des activités commerciales et de soutien de la Banque.

Le risque d'exploitation peut donner lieu à des pertes financières, à des sanctions réglementaires ainsi qu'à des atteintes à la réputation de la Banque. Celle-ci a mis au point des politiques, des procédures et des méthodes d'évaluation pour faire en sorte que le risque d'exploitation soit bien circonscrit et géré au moyen de contrôles efficaces.

### b) Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Conformément à sa stratégie de gestion des risques, la Banque a choisi de désigner certains instruments financiers comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments comprennent :

- certains placements et prêts afin de réduire substantiellement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les variations de la juste valeur de ces actifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes;
- certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement et des caractéristiques liées à des capitaux propres qui font l'objet d'une couverture économique au moyen de dérivés et qui sont gérés à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur des actifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées en résultat net. Les variations de la juste valeur des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sans transfert ultérieur au résultat net, sauf si un tel traitement créerait ou accroîtrait une disparité comptable. Toutes les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Dans le cas des passifs au titre des billets de dépôt désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, la présentation des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque dans les autres éléments du résultat global ne crée ni n'accroît une disparité du bénéfice net, puisque la Banque ne couvre actuellement pas le risque de crédit qui lui est propre.

Le cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque est déterminé à un moment donné au moyen d'une comparaison de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de ces passifs actualisée au taux de financement effectif de la Banque, et de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisée à un taux de référence. La variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit est déterminée en fonction de la variation du cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs et des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de leur juste valeur.

(en millions de dollars)	Juste valeur		Variation de la juste valeur			Cumul des variations de la juste valeur <sup>1)</sup>		
	Aux		Pour les trimestres clos les			Aux		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
<b>Actifs</b>								
Titres de placement <sup>2)</sup>	15 \$	16 \$	– \$	– \$	(1) \$	11 \$	11 \$	11 \$
Prêts <sup>3)</sup>	221	205	16	(7)	(10)	24	8	8
<b>Passifs</b>								
Passifs au titre de billets de dépôt <sup>4)</sup>	1 681	1 459	(28)	(43)	98	20	15	222

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

2) Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres ».

3) Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus provenant des activités de transaction ».

4) Les variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées sous « Autres éléments du résultat global ». Les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus provenant des activités de transaction ».

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau suivant présente les variations, découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque, de la juste valeur des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que leurs valeurs à l'échéance contractuelle et leurs valeurs comptables.

(en millions de dollars)	Dépôts à terme				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le trimestre découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque comptabilisé en résultat global	Cumul des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque <sup>1)</sup>
<b>Au 31 janvier 2017</b>	<b>1 701 \$</b>	<b>1 681 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>(2)\$</b>	<b>(10)\$</b>
Au 31 octobre 2016	1 474	1 459	15	(4)	(8)
Au 31 janvier 2016	1 804	1 582	222	5	20

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

### c) Instruments financiers – juste valeur

#### Juste valeur des instruments financiers

Le calcul de la juste valeur est fondé sur la conjoncture du marché à un moment donné et peut par conséquent ne pas être représentatif des justes valeurs futures. La Banque a mis en place des contrôles et processus en vue d'assurer que l'évaluation des instruments financiers est déterminée de manière appropriée.

Se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour connaître les techniques d'évaluation de la juste valeur de ses principaux actifs et passifs financiers.

Le tableau qui suit indique la juste valeur des instruments financiers de la Banque. Les justes valeurs présentées ne tiennent pas compte des actifs non financiers comme les immobilisations corporelles, les participations dans des sociétés associées, les métaux précieux ainsi que le goodwill et autres immobilisations incorporelles.

(en millions de dollars)	Aux					
	31 janvier 2017			31 octobre 2016		
	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable (défavorable)	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable (défavorable)
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	48 429 \$	48 429 \$	– \$	46 344 \$	46 344 \$	– \$
Actifs détenus à des fins de transaction	106 518	106 518	–	108 561	108 561	–
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	236	236	–	221	221	–
Titres pris en pension et titres empruntés	97 327	97 327	–	92 129	92 129	–
Instruments financiers dérivés	34 963	34 963	–	41 657	41 657	–
Titres de placement disponibles à la vente	51 211	51 211	–	50 509	50 509	–
Titres de placement détenus jusqu'à leur échéance	21 472	21 510	(38)	22 567	22 410	157
Prêts	480 550	477 353	3 197	484 815	480 164	4 651
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 185	11 185	–	11 978	11 978	–
Autres actifs financiers	7 521	7 521	–	9 973	9 973	–
<b>Passifs</b>						
Dépôts	605 703	604 698	(1 005)	613 858	611 877	(1 981)
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 681	1 681	–	1 459	1 459	–
Acceptations	11 185	11 185	–	11 978	11 978	–
Obligations liées aux titres vendus à découvert	26 381	26 381	–	23 312	23 312	–
Instruments financiers dérivés	39 257	39 257	–	42 387	42 387	–
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés	100 837	100 837	–	97 083	97 083	–
Débitures subordonnées	7 678	7 507	(171)	7 804	7 633	(171)
Autres passifs financiers	22 605	22 202	(403)	24 304	23 796	(508)

### d) Hiérarchie des justes valeurs

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est fournie par le prix coté sur un marché actif. L'utilisation de prix cotés sur des marchés donne lieu à une évaluation de niveau 1. Dans la mesure du possible, les évaluations sont fondées sur des prix cotés ou des données observables sur des marchés actifs.

Il n'est pas toujours possible d'obtenir un prix coté pour une opération de gré à gré, tout comme lorsque l'opération est effectuée sur un marché qui n'est pas liquide ou actif. Dans de telles circonstances, des modèles internes qui optimisent le recours à des données observables sont utilisés pour estimer la juste valeur. La technique d'évaluation choisie tient compte de tous les facteurs que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de la transaction. Lorsque toutes les données importantes des modèles sont observables, il s'agit alors d'une évaluation de niveau 2. Les instruments financiers négociés sur un marché peu actif sont évalués à l'aide de cours indicatifs, de la valeur actualisée des flux de trésorerie ou d'autres méthodes d'évaluation. Habituellement, les estimations de la juste valeur ne tiennent pas compte des liquidations ou des ventes forcées.

Lorsque les instruments financiers sont négociés sur un marché inactif ou lorsque des modèles sont utilisés dans une situation où il n'existe pas de paramètres observables, la direction doit exercer davantage de jugement dans son évaluation. Les évaluations qui nécessitent l'utilisation de nombreuses données non observables sont considérées comme étant de niveau 3.

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations de la juste valeur et les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

(en millions de dollars)	31 janvier 2017				31 octobre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Aux								
<b>Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente</b>								
<b>Actifs</b>								
<b>Métaux précieux<sup>1)</sup></b>	– \$	7 198 \$	– \$	7 198 \$	– \$	8 442 \$	– \$	8 442 \$
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>								
Prêts	–	16 664	–	16 664	–	19 421	–	19 421
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	9 740	–	–	9 740	10 830	–	–	10 830
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	9 648	–	9 648	–	9 608	–	9 608
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	5 728	–	–	5 728	10 182	–	–	10 182
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	8 400	1 296	–	9 696	4 724	1 783	–	6 507
Titres de sociétés et autres titres de créance	52	9 802	31	9 885	75	9 844	31	9 950
Fonds de revenu	2 083	377	–	2 460	1 424	648	1 186	3 258
Titres de capitaux propres	41 023	176	4	41 203	36 814	133	5	36 952
Autres <sup>2)</sup>	1 494	–	–	1 494	1 853	–	–	1 853
	<b>68 520 \$</b>	<b>45 161 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>113 716 \$</b>	<b>65 902 \$</b>	<b>49 879 \$</b>	<b>1 222 \$</b>	<b>117 003 \$</b>
<b>Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>								
<b>Titres de placement<sup>3)</sup></b>	15 \$	221 \$	– \$	236 \$	16 \$	205 \$	– \$	221 \$
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	10 576	2 181	–	12 757	11 464	2 157	–	13 621
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	792	3 597	–	4 389	934	2 558	–	3 492
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	8 488	386	–	8 874	9 901	176	–	10 077
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	8 910	8 124	228	17 262	6 703	8 473	355	15 531
Titres de sociétés et autres titres de créance	685	3 708	68	4 461	745	3 852	81	4 678
Titres hypothécaires	325	718	–	1 043	276	751	–	1 027
Titres de capitaux propres	1 741	188	496	2 425	1 411	199	473	2 083
	<b>31 517 \$</b>	<b>18 902 \$</b>	<b>792 \$</b>	<b>51 211 \$</b>	<b>31 434 \$</b>	<b>18 166 \$</b>	<b>909 \$</b>	<b>50 509 \$</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	– \$	12 363 \$	53 \$	12 416 \$	– \$	15 653 \$	54 \$	15 707 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	16	18 295	–	18 311	17	21 642	–	21 659
Contrats sur titres de capitaux propres	352	1 567	91	2 010	321	1 546	64	1 931
Contrats de crédit	–	268	–	268	–	148	–	148
Contrats sur marchandises	172	1 786	–	1 958	321	1 891	–	2 212
	<b>540 \$</b>	<b>34 279 \$</b>	<b>144 \$</b>	<b>34 963 \$</b>	<b>659 \$</b>	<b>40 880 \$</b>	<b>118 \$</b>	<b>41 657 \$</b>
<b>Passifs</b>								
<b>Dépôts<sup>4)</sup></b>	– \$	(176)\$	– \$	(176)\$	– \$	(36)\$	1 163 \$	1 127 \$
<b>Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	–	1 681	–	1 681	–	1 459	–	1 459
<b>Obligations liées aux titres vendus à découvert</b>	23 804	2 577	–	26 381	19 870	3 442	–	23 312
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	–	11 970	332	12 302	–	14 299	187	14 486
Contrats de change et contrats sur l'or	2	20 849	–	20 851	3	21 640	–	21 643
Contrats sur titres de capitaux propres	343	2 578	131	3 052	327	1 886	167	2 380
Contrats de crédit	–	817	–	817	–	1 475	–	1 475
Contrats sur marchandises	239	1 996	–	2 235	312	2 091	–	2 403
	<b>584 \$</b>	<b>38 210 \$</b>	<b>463 \$</b>	<b>39 257 \$</b>	<b>642 \$</b>	<b>41 391 \$</b>	<b>354 \$</b>	<b>42 387 \$</b>

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Ces montants représentent principalement des positions sur métaux de base. La juste valeur de ces positions est déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs.

3) Exclusion faite de placements détenus jusqu'à l'échéance de 21 510 \$ (22 410 \$ au 31 octobre 2016).

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets de dépôt structurés.

### Variations de la juste valeur des instruments de niveau 3

Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs englobent des obligations non liquides de gouvernements, des obligations de sociétés fortement structurées, des placements non liquides dans des titres de capitaux propres d'entités non cotées, des fonds de revenu, des dérivés complexes et des dérivés incorporés à des billets de dépôt structurés.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le tableau qui suit résume les variations se rapportant aux instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 janvier 2017.

Les soldes positifs représentent des actifs alors que les soldes négatifs représentent des passifs. En conséquence, les montants positifs indiquent des achats d'actifs ou des règlements de passifs alors que les montants négatifs indiquent des ventes d'actifs ou des émissions de passifs.

Au 31 janvier 2017

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat <sup>1)</sup>	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global <sup>2)</sup>	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre	Variation des profits (pertes) latents comptabilisés en résultat pour les instruments toujours détenus <sup>3)</sup>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction<sup>4)</sup></b>								
Titres de sociétés et autres titres de créance	31 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	31 \$	– \$
Fonds de revenu	1 186	(6)	–	–	(1 180)	–	–	– <sup>5)</sup>
Titres de capitaux propres	5	(1)	–	–	–	–	4	(1)
	1 222	(7)	–	–	(1 180)	–	35	(1)
<b>Titres de placement</b>								
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	355	2	(23)	–	(106)	–	228	s.o.
Titres de sociétés et autres titres de créance	81	8	(10)	–	(8)	(3)	68	s.o.
Titres de capitaux propres	473	(10)	7	51	(25)	–	496	s.o.
	909	–	(26)	51	(139)	(3)	792	s.o.
<b>Actifs sous forme d'instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	54	(9)	–	8	–	–	53	(9)
Contrats sur titres de capitaux propres	64	51	–	–	(16)	(8)	91	45 <sup>6)</sup>
<b>Passifs sous forme d'instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	(187)	(142)	–	(7)	4	–	(332)	(142) <sup>7)</sup>
Contrats sur titres de capitaux propres	(167)	7	–	–	30	(1)	(131)	(3) <sup>6)</sup>
	(236)	(93)	–	1	18	(9)	(319)	(109)
<b>Dépôts<sup>8)</sup></b>	(1 163)	6	–	–	1 157	–	–	– <sup>5)</sup>
<b>Total</b>	<b>732 \$</b>	<b>(94)\$</b>	<b>(26)\$</b>	<b>52 \$</b>	<b>(144)\$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>508 \$</b>	<b>(110)\$</b>

- 1) Les profits et pertes sur les actifs détenus à des fins de transaction ainsi que sur tous les instruments financiers dérivés sont inscrits dans les revenus provenant des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net. Les profits et pertes sur la cession de titres de placement sont inscrits dans le profit net sur la vente de titres de placement à l'état consolidé du résultat net.
- 2) Les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des titres de placement sont présentés dans la variation nette des profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente à l'état consolidé du résultat global.
- 3) Ces montants représentent les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des instruments de niveau 3 toujours détenus à la clôture de la période qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net.
- 4) Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent un montant négligeable d'actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 5) Les profits latents sur les parts de fonds de revenu sont en grande partie compensés par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché d'un billet de dépôt lié à des actions et de certains autres instruments dérivés visés par des opérations structurées. Les profits et les pertes de compensation sont pris en compte dans les revenus provenant des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net.
- 6) Certains actifs latents et certaines pertes latentes sur les actifs et passifs dérivés sont compensés en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché d'autres instruments pris en compte dans les revenus provenant des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net, ces instruments agissant comme couverture économique à l'égard de certains actifs et passifs dérivés.
- 7) Certaines pertes latentes sur les dérivés sur taux d'intérêt sont compensées en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché de dérivés incorporés à certains billets de dépôt à l'état consolidé du résultat net.
- 8) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés des billets de dépôt structurés.

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 octobre 2016.

Au 31 octobre 2016

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat <sup>1)</sup>	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
<b>Actifs détenus à des fins de transaction<sup>2)</sup></b>	<b>1 202 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(4) \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 222 \$</b>
Titres de placement	984	2	33	178	(288)	–	909
Instruments financiers dérivés	(44)	(27)	–	(20)	(147)	2	(236)
Dépôts <sup>3)</sup>	(1 141)	(22)	–	–	–	–	(1 163)

- 1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des profits ou des pertes se rapportant à des couvertures connexes de niveaux 1 ou 2.
- 2) Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent un montant négligeable d'actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 3) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés des billets de dépôt structurés.

### Transferts importants

Des transferts importants peuvent survenir entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs lorsque de nouvelles informations ou des informations supplémentaires ou plus précises visant les données servant à l'évaluation et le caractère observable de ces dernières deviennent disponibles. La Banque comptabilise les transferts d'un niveau de la hiérarchie des justes valeurs vers un autre à la clôture de la période de communication de l'information au cours de laquelle ils surviennent.

Il n'y a eu aucun transfert important d'un niveau à l'autre au cours des trimestres clos le 31 janvier 2017 et le 31 octobre 2016.

### Sensibilité du niveau 3

La Banque exerce son jugement pour déterminer quelles données non observables sont utilisées pour calculer la juste valeur des instruments de niveau 3.

Se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2016 de la Banque pour une description des données non observables importantes des instruments de niveau 3 et de l'incidence potentielle qu'une variation de chaque donnée non observable pourrait avoir sur l'évaluation de la juste valeur. Il n'est survenu aucun changement important aux sensibilités du niveau 3 au cours du trimestre.

## 19. Impôt sur le résultat

En novembre 2016, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation du gouvernement fédéral s'élevant à 179 millions de dollars au titre d'impôts et d'intérêts par suite du refus de l'Agence du revenu du Canada de permettre la déduction de certains dividendes canadiens reçus au cours de l'année d'imposition 2011. Les modalités des dividendes visés par l'avis de nouvelle cotisation sont semblables à celles couvertes de façon prospective par des règles promulguées récemment qui avaient été proposées dans le budget fédéral canadien de 2015. Il est possible que les années suivantes fassent aussi l'objet d'une nouvelle cotisation pour des activités similaires. La Banque est convaincue que ses déclarations fiscales étaient appropriées et conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position.

## 20. Regroupements et sorties d'entreprises

### *Trimestre à l'étude*

#### Sortie

##### Patrimoine Hollis

Le 5 décembre 2016, la Banque a annoncé la conclusion d'une entente visant la vente de Patrimoine Hollis. La transaction, qui est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation applicables, devrait être conclue plus tard en 2017.

### *Trimestres précédents*

#### Acquisitions

##### Activités de Citibank au Panama et au Costa Rica

Le 1<sup>er</sup> février 2016, la Banque a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation des entités de Citigroup au Panama et au Costa Rica (renommées Scotiabank Transformandose dans ces deux pays), en contrepartie d'un montant en trésorerie de 360 millions de dollars américains. Les acquisitions ont été comptabilisées à titre de regroupement d'entreprises et ont entraîné la comptabilisation d'actifs d'environ 1,9 milliard de dollars (soit principalement des prêts à la consommation et sur cartes de crédit) et des passifs d'environ 1,6 milliard de dollars (soit principalement des dépôts). Les acquisitions sont prises en compte dans le secteur Opérations internationales. La Banque a comptabilisé des ajustements de la juste valeur des prêts acquis sous forme d'un ajustement pour pertes sur créances de 190 millions de dollars, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de 23 millions de dollars au titre des relations clients, des dépôts à faible coût et des contrats d'assurance, ainsi qu'un goodwill de 241 millions de dollars.

## INFORMATION A L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'écrire à l'Agent des transferts.

### Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux actionnaires ordinaires et privilégiés d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en trésorerie sans avoir à acquitter de frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent des transferts.

### Dates de paiement des dividendes pour 2017

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
3 janvier 2017	27 janvier 2017
4 avril 2017	26 avril 2017
4 juillet 2017	27 juillet 2017
3 octobre 2017	27 octobre 2017

### Assemblée annuelle de l'exercice 2016

L'assemblée annuelle de l'exercice 2016 aura lieu le 4 avril 2017 à Toronto, en Ontario, au Canada.

### Envoi de documents en plusieurs exemplaires

Si vos portefeuilles d'actions sont inscrits sous plus d'un nom ou plus d'une adresse, vous recevrez plusieurs exemplaires. Pour éviter l'envoi des documents en plusieurs exemplaires, veuillez écrire à l'agent des transferts afin de regrouper les comptes.

### Offre de rachat dans le cours normal des activités

Un exemplaire de l'avis d'intention visant le lancement de l'offre de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le Secrétariat au 416-866-3672.

### Site Web

Pour obtenir des renseignements concernant la Banque Scotia et ses services, visitez notre site Web, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

### Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 28 février 2017, à 8 h (heure normale de l'Est) et devrait durer environ une heure. Les parties intéressées sont invitées à accéder à la conférence directement, en mode écoute seulement, par téléphone, sans frais, au 416-847-6330 ou au 1-866-530-1553 (veuillez téléphoner 5 à 15 minutes à l'avance). Une diffusion audio sur le Web avec les diaporamas afférents sera accessible par l'intermédiaire de la page Relations avec les investisseurs, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). Une période de questions suivra la présentation des résultats par la haute direction de la Banque Scotia.

Une transmission différée par téléphone de la conférence téléphonique sera disponible du 28 février 2017 au 15 mars 2017, en composant le 647-436-0148 ou le 1-888-203-1112 (sans frais en Amérique du Nord) et en saisissant le code d'accès 4028782, suivi du carré (#), puis le numéro d'identification 9876, suivi du carré (#). La diffusion audio sur le Web sera disponible sur le site Web de la Banque pendant trois mois.

---

### Coordonnées

#### Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia  
Scotia Plaza 44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-775-0798  
Télécopieur : 416-866-7867  
Courriel : [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com)

#### Médias :

Les demandes d'information des médias doivent être adressées au service Affaires publiques et affaires de la société, à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-6806  
Télécopieur : 416-866-4988

Courriel : [corporate.communications@scotiabank.com](mailto:corporate.communications@scotiabank.com)

**Actionnaires :**

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, les dividendes, les transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada

100, avenue University, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1

Téléphone : 1-877-982-8767

Télécopieur : 1-888-453-0330

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

Coagent de transfert (États-Unis)

Computershare Trust Company N.A.

250 Royall Street

Canton, MA 02021 U.S.A.

Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia

Scotia Plaza 44, rue King Ouest

Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1

Téléphone : 416-866-4790

Télécopieur : 416-866-4048

Courriel : [corporate.secretary@scotiabank.com](mailto:corporate.secretary@scotiabank.com)

**Quarterly Reports available in English**

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

